

10^e ANNEE

10 MAI 1938

La Vie Intellectuelle



LES EDITIONS DU CERF
29, boulevard La-Tour-Maubourg,
PARIS-VII^e

Sommaire

10 MAI 1938

QUESTIONS RELIGIEUSES

- CHRISTIANUS. Que la France ne doute pas de son sang 322
- YVES SIMON. De la générosité dans la connaissance et dans l'amour. 325
- *Congrès catholiques*, par J. LECLERCQ, B. GUYON et R. B..., 336.
 - *A travers les revues : Centenaire de Moehler*, 347.
 - *Le mois religieux*, 350.
 - *Document : Un défi à l'esprit*, par Mgr FONTENELLE, 352.



L'ÉGLISE ET LES ÉVÊQUES AUTRICHIENS



QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

- CIVIS..... L'hymne à la production..... 404
- V.-L. TAPIÉ. Les Allemands de Slovaquie.. 407
- *Chronique de politique étrangère*, par MAURICE-JACQUES, 419.
 - *Le nouveau plan de redressement financier*, par P. CARDIÈGES, 424.
 - *Livres*, 429.
 - *Le mois social*, 430.
 - *Document : Le Proche-Orient*, 433.

LES LETTRES ET LES ARTS

- A.-J. FESTUGIÈRE, O.P. De la traduction des poètes grecs 448
- *Chronique littéraire*, par C. DUCASSE, 468.
 - *Théâtre*, par H. GOUHIER, 474.
 - *Cinéma*, par P. VILLOTEAU, 476. — *Le mois artistique*, 479.

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS.

*Que la France ne doute
pas de son sang.*

Il nous suffit d'être nous-mêmes...

Y. SIMON.

*De la générosité dans la connaissance
et dans l'amour.*

L'analyse des deux grandes fonctions par
lesquelles nous sommes hommes, et que la
grâce réclame.

J. LECLERCQ,

B. GUYON et R. B.

Congrès catholiques :

I. A. C. J. B.

II. Journées Universitaires de Rennes.

III. Le Congrès national de la J. E. C. F.

A TRAVERS LES REVUES

Centenaire de Moehler.

Le mois religieux.

DOCUMENT

Mgr FONTENELLE.

Un défi à l'esprit.

Le persécuteur de l'Église est à Rome, mais
les fêtes spectaculaires n'arriveront pas à dissi-
muler l'absence de celui sans qui la ville n'est
qu'un désert.

Que la France ne doute pas de son sang

Il y a accord, entre tous les Français, sur la nécessité d'une remonte d'un redressement.

La pente de notre vie nationale était vers la mort. Pendant quelques jours, nous avons eu sur nous le signe fatal. Impuissance dans la dispute, abandon dans la peur et le doute de soi : le doute sur notre sang.

Il semble que nous sortions de ce doute. Sera-ce un simple arrêt dans la décadence ? ou le point de départ d'une remontée ?



Il y aura remontée s'il y a rénovation spirituelle de notre esprit public et de nos méthodes politiques et sociales. Il n'y aura qu'arrêt dans la décadence s'il y a simple amélioration de notre économie.

Il y a des conditions spirituelles de tout redressement. On ne refait pas une destinée nationale avec de simples méthodes techniques et avec des réformes économiques et financières. Les régimes totalitaires l'ont bien montré. Hitler s'est assez moqué de la puissance d'argent.

On redresse, on crée, on va vers l'avenir avec des spiritualités et des mystiques, comme on dit maintenant.

Seulement toutes les spiritualités ne sont pas bonnes. Il y en a d'illusoires et de fausses. Celles-là, si excitantes qu'elles soient d'effort et même d'héroïsme, si miraculeuses

qu'en un temps elles paraissent, elles mènent à la catastrophe.

Il n'y a qu'une spiritualité véritable et bienfaisante, c'est celle qui prend sa source en Dieu et qui, à la suite de l'Incarnation de Notre-Seigneur Jésus-Christ, a pris la conduite du monde et a créé la civilisation chrétienne.

Nous avons la chance d'avoir la spiritualité véritable dans notre sang. Car, nous aussi, nous avons notre sang. — Je ne parle pas physiologie, comme ailleurs, mais psychologie et histoire. — Et pour notre redressement, il faut nous remettre dans la ligne de notre sang.



Faut-il redire que nous avons du sang chrétien ?

Nous l'avons eu dès notre naissance historique, et nous l'avons gardé malgré les apparences. Nos conceptions de l'individu, de la liberté, de la dignité humaine, toutes nos réactions instinctives, sont chrétiennes sous une phraséologie qui ne l'est plus. « Elles ont mangé l'Évangile et elles n'ont pas vécu », ai-je l'habitude de dire de populations que je connais bien, tant elles gardent de probités et de finesses chrétiennes malgré qu'elles aient trop oublié le chemin de l'église.

La spiritualité française — je ne dis pas la mystique. — Il n'y a pas de mystique française. En un autre sens, on peut parler de vocation française. Mais pas de mystique. La mystique est quelque chose de trop fumeux et de trop trouble. Et notre spiritualité est faite de raison et de foi. Elle est à la fine pointe de notre intelligence et de notre cœur chrétien. Où trouver un résultat plus réussi, plus humain de l'alliance de la nature avec la grâce, et plus conforme à l'orthodoxie catholique ?

En dépouillant cette spiritualité de son nom chrétien, nous avons affaibli sa vertu. Nous avons, même, risqué d'altérer la nature soit par une certaine politique scolaire d'un laïcisme à la fois totalitaire et borné, soit par l'introduction, sur notre place publique et dans notre économie, d'idéologies étrangères, et qui sont étrangères non pas parce

qu'elles viennent du dehors, mais parce qu'elles tendent à changer notre sang.

C'est de cette altération et de l'affaiblissement de notre spiritualité que sont venus certainement les troubles de notre organisme et les hésitations de notre âme nationale sur notre vocation et sur nos destinées.

On commence à s'en rendre compte. Un article comme celui de l'Ère Nouvelle du 27 avril, qui vient après plusieurs autres dont, dès les premiers jours, Christianus a signalé l'intérêt exceptionnel, témoigne, sur ce point, de l'évolution significative d'un grand parti.



Non seulement on sonne le réveil des valeurs spirituelles et morales, on les invite à la collaboration, mais on ose les appeler par leur nom. Ainsi, on leur restitue leur vertu propre. On vient même d'affirmer, avec clairvoyance et non sans courage, que la France a sa chance dans l'Église — une chance unique — ajoute-t-on.

Je sais bien que les idéologies païennes dont nous sommes cernés et la menace qu'elles font peser sur nous, ainsi que l'horreur qu'elles nous inspirent, nous ont aidé à prendre conscience de notre sang. Mais peu importent les chemins qui mènent à Rome.

Il ne reste plus qu'à mettre nos vertus chrétiennes à leur poste d'influence. Je veux dire au point d'inspiration et d'orientation de la politique et de l'économie françaises.

CHRISTIANUS.

De la générosité dans la connaissance et dans l'amour

Quand nous disons qu'un homme est généreux, nous entendons avant tout qu'il se montre libéral dans l'usage de ses biens, qu'il donne volontiers de ce qu'il a. La vertu opposée au péché d'avarice, voilà ce que signifie premièrement l'idée de générosité.

Intensifions cette idée, essayons d'atteindre son centre profond. La générosité consiste à donner ce que l'on a ; elle s'oppose à l'avarice ; plus profondément, elle est oubli de soi, don de soi, effacement de soi devant un autre, abandon de soi pour un autre, perte de soi en un autre, et ainsi elle s'oppose à toute forme d'égoïsme.

Nous voulons appeler l'attention sur l'existence d'un égoïsme secret qui affecte proprement la vie de la connaissance. Il y a une manière égoïste de concevoir les fonctions de la pensée. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer le peu d'estime que rencontre ordinairement parmi les hommes l'idéal d'une science désintéressée, d'une science qui n'a pas d'autre fin que la défaite de l'ignorance et le rayonnement de la vérité. On apprécie la science du médecin, parce qu'elle promet la guérison des malades ; celle du physicien, parce qu'elle est la source d'innombrables perfectionnements industriels ; celle du mathématicien, parce qu'elle est la condition

du progrès des sciences physiques. Le métaphysicien au contraire, jouit d'un médiocre crédit : les lois qu'il découvre et formule ne feront jamais tourner une machine, ne guériront pas un malade.

Dès lors, nous pouvons définir une première forme de l'égoïsme dans l'usage de la connaissance : ce primat attribué à la science pratique sur la science spéculative. La science pratique — science du médecin par exemple de l'ingénieur, de l'agronome — vise la satisfaction de nos besoins. C'est pour nous que nous l'aimons, et ce l'aimant nous n'aimons, en fin de compte, que nous-mêmes. Quant à la science spéculative, elle est parfois susceptible d'applications pratiques : c'est le cas des mathématiques, qui ont accru dans de si admirables proportions le pouvoir de l'homme sur la nature. Ainsi, on cultivera les mathématiques non par souci de faire resplendir les lois des grandeurs et des nombres, mais dans le dessein, entièrement replié sur nous-mêmes, de nous rendre maîtres de la nature pour notre confort et notre santé.

Si l'on n'accorde à la science spéculative le droit de l'existence que dans la mesure où elle se prête à des applications utilitaires, voilà le métaphysicien bien emballé et rassuré. Il risque d'être rejeté comme inutile, ce qui signifie, dans une société utilitaire, bon à rien. Que l'essence et l'existence soient réellement distinctes dans les choses finies ou qu'elles soient réellement identiques, que la notion fondamentale soit l'être ou la durée ou la liberté, est de toute évidence que la réponse donnée à ces questions n'avancera pas d'un jour la solution du problème du textile ou la solution du problème du cancer. A quel peut être bon un personnage qui consacre sa vie à explorer de telles questions ?

Il ne reste au métaphysicien qu'un moyen de regagner

la considération du public; c'est d'employer ses facultés à construire une image du monde et de la vie qui convienne aux aspirations de ses contemporains. Ainsi, on tiendra pour vrai non pas ce qui apparaît avec évidence être tel, mais ce qui exprime au mieux les besoins d'une époque ou d'une société, ses revendications et ses passions. A notre époque, deux grandes passions soulèvent le monde : la passion nationaliste et la passion révolutionnaire; les métaphysiciens qui emploieront leur génie à justifier, à exalter ces passions, à leur conférer une logique et une puissance irrésistible par la construction d'une image appropriée de l'univers et de la destinée humaine, ceux-là sont assurés de se faire une vie confortable.

Telle est l'attitude que nous qualifierons sommairement de *pragmatiste*. Il ne s'agit plus, remarquons-le bien, de préférer la science pratique à la science spéculative ou l'application à la théorie; il s'agit d'une trahison beaucoup plus subtile et beaucoup plus profonde, au total beaucoup plus grave : il s'agit de plier la vérité elle-même à nos besoins. Le sens commun déclare que les choses à connaître sont ce qu'elles sont, que nous n'y pouvons rien, et que tout ce que nous avons à faire c'est de les connaître telles qu'elles sont; l'attitude du sens commun est généreuse, elle veut que le sujet connaissant et ses inclinations s'effacent devant la loi de l'objet, se taisent en présence de la vérité. Le pragmatiste, au contraire, en personnage intéressé, cupide, entend modeler la vérité des choses au gré des aspirations de l'homme.

C'est en matière religieuse que l'attitude pragmatiste exerce son action la plus néfaste. Selon les temps et les lieux, on est croyant par pragmatisme ou incroyant par pragmatisme, on préconise la religion parce qu'elle nous paraît bonne sous tel ou tel rapport, on la rejette parce

qu'elle nous contrarie par tel ou tel de ses aspects. Selon l'aspect considéré, nous aurons les diverses formes du pragmatisme religieux. Un Balzac remarquera que le catholicisme présente, comme il dit, un système complet de répression des tendances mauvaises de la nature humaine, et pour cette seule raison il préconisera la religion chrétienne sans prendre parti sur la vérité des dogmes chrétiens. Chateaubriand et les romantiques de la première époque feront valoir l'adoucissement que l'espérance chrétienne apporte aux misères de la vie, la beauté des Écritures et de la liturgie, et leurs tendres préoccupations sentimentales et esthétiques, étrangères au souci de la vérité, les amèneront progressivement à substituer une religiosité littéraire, fort indulgente pour le vice, à la foi de leur jeunesse. On peut descendre très bas dans la hiérarchie des variétés du pragmatisme religieux; au-dessous de la religion affaire de moralité, telle que nous la trouvons chez Balzac; au-dessous de la religion affaire de cœur et de sens esthétique, telle que nous la trouvons chez les romantiques, nous rencontrerons la religion affaire de patriotisme avec ces nationalistes athées dans leur vie privée, mais qui sont chrétiens dans leur vie publique parce que le christianisme a fait la France et seul peut la conserver; au plus bas degré, il y aura la religion affaire de conservation sociale, ce que les marxistes appellent *l'opium du peuple*, et dont nous trouvons le parfait exemple chez Voltaire, chez les deux Napoléon, le grand et le petit, et chez Renan.

A coup sûr, ce qui est vrai est en même temps bon, et la vraie religion doit être souverainement bonne; il est parfaitement raisonnable que le spectacle des bienfaits de la religion, de son efficacité morale, de sa douceur, de sa beauté, de la solidité qu'elle confère aux sociétés, soient pris pour *indices* de sa vérité. Qu'un esprit, sé-

luit par les bienfaits de la religion, vienne à désirer qu'elle soit vraie, comme dit Pascal, et finalement connaisse sa vérité, voilà une démarche parfaitement raisonnable. Ce qui est monstrueux, c'est, en prétendant user des bienfaits que la vérité répand, de se désintéresser de la vérité elle-même. Sans doute, de tous les méfaits que les « amis de la religion » portent sur la conscience, le plus grave est-il d'avoir trop souvent apporté plus de considération à leur propre avantage qu'aux droits de la vérité.

Aujourd'hui, le spectacle se complique; préconisée naguère au nom des intérêts sociaux ou nationaux, la religion se voit proscrire au nom des mêmes intérêts; ici, on la déclare incompatible avec l'idéal de telle classe, là, on la déclare incompatible avec l'esprit de tel peuple. *Votre* classe, *notre* peuple ! Toujours *nous* ! au fond, toujours moi ! Nous en avant, moi en avant, la vérité nous suivra, nous servira ; pourtant, c'est à nous de nous incliner devant elle et de la servir.

Enfin, il est une forme de pragmatisme subtile entre toutes, et prudemment secrète, c'est ce que nous appellerons le pragmatisme de l'intelligence elle-même, le pragmatisme spéculatif. Nous savons ce que c'est qu'un homme qui a la passion des idées. Avoir la passion des idées, ce n'est pas du tout la même chose que d'avoir l'amour de la vérité. Tous les intellectuels, tous les distraits abstraits ont la passion des idées ; or c'est de l'indifférence parmi les simples que la vérité rencontre ses ennemis.

Que l'on puisse aimer l'idée sans aimer l'objet, sans aimer la vérité, c'est un fait que la plus rudimentaire connaissance des hommes atteste suffisamment. Il ne s'agit plus ici de préférer la connaissance pratique à la connaissance spéculative, ni de mettre la connaissance

spéculative au service et dans la dépendance d'un besoin moral, affectif, esthétique, d'une revendication sociale ou nationale, le facteur de désordre est ici caché dans les entrailles de l'intelligence. Les tendances que l'on veut assouvir, ce sont les tendances de l'intelligence elle-même. Ce que l'on se propose, ce n'est pas de connaître la vérité, c'est d'avoir l'esprit satisfait. Mais en dehors de la vérité, l'esprit ne peut trouver qu'une satisfaction illusoire et simplement monstrueuse. Découvrir les racines de cette perversion intime, ce sera du même coup reconnaître les raisons profondes de cette loi de généralité qui est celle de la connaissance.

La connaissance est une vivante réitération des choses dans l'esprit; les choses qui existent une première fois dans la nature existent une seconde fois, au titre d'objets, dans l'esprit qui les connaît; l'idée n'a pas d'autre fonction que de rendre possible cette seconde existence de l'objet. Tandis qu'une qualité physique (la santé par exemple) *appartient* à son porteur et se replie entièrement sur lui, l'idée n'affecte l'âme que pour l'ouvrir (activement) à l'invasion de l'objet; son rôle est de me mettre en communication avec un terme indépendant de mon existence et de mes tendances, avec un objet ou une vérité qui resteront, dans leur union avec mon âme, fièrement posés devant moi, imposant à l'esprit leurs formes sans consentir qu'elles soient altérées par l'atteinte de l'esprit. La loi de la connaissance veut que je me détourne de moi-même et de mes idées pour me perdre dans l'objet. Eh bien! c'est cette loi que transgresse, au profit d'une loi d'égoïsme, l'homme qui préfère la satisfaction de son esprit à la connaissance de la vérité. « Nathanaël, écrit André Gide, que l'important soit dans ton regard, non dans la chose regardée. » Il a là un blasphème à l'égard de la vérité et la suprême formule de l'égoïsme dans la connaissance.



Les termes de générosité et d'égoïsme, avant tout relatifs aux choses de la vie morale, nous ont aidé à comprendre certains aspects primordiaux de la vie intellectuelle. En retour, si nous tentons maintenant d'explorer la nature de l'amour, ce que nous savons de l'égoïsme et de la générosité dans la connaissance nous aidera à comprendre ce que sont l'égoïsme et la générosité dans la vie du cœur.

La plus familière des formes de l'amour, la plus claire pour nous et celle qui doit servir de point de départ à notre analyse, est la convoitise du bien sensible. Chez le petit enfant, l'amour n'est que convoitise, et beaucoup d'hommes terminent leur carrière sans avoir convoité ni l'honneur ni la science, mais seulement le boire et le manger, le vêtement, le couvert et la volupté. Sous cette forme rudimentaire, l'amour paraît être avant tout l'expression d'une indigence : on n'aime que ce que l'on n'a pas; la convoitise expire dès qu'elle est rassasiée pour renaître aussitôt que l'indigence est de nouveau creusée.

Pourtant, même à ce degré inférieur, l'amour procède d'une plénitude déjà possédée en même temps que d'une indigence à combler. L'amour de convoitise est d'autant plus fort et d'un ordre d'autant plus élevé que celui qui aime possède lui-même une nature plus haute, plus riche, plus accomplie. Il n'est pas donné à tout le monde de convoiter les joies de la science ou celles de la poésie.

Ainsi, l'amour naît de deux principes : de l'indigence, et c'est un principe d'égoïsme; de la plénitude, et c'est un principe de générosité. Car celui qui possède est enclin à donner, à moins que n'intervienne une volonté

mauvaise. C'est ce double caractère de l'amour que décrit Platon dans une page célèbre du *Banquet* qu'il convient ici de relire. Diotime, la prêtresse, raconte à Socrate la naissance d'Éros :

Lorsque Aphrodite naquit, les dieux célébrèrent un banquet où se trouvait entre autres Poros (le mot *poros* signifie richesse). Quand ils eurent soupé, Pénia vint solliciter une part à ce festin. (le mot *pénia* signifie indigence). Poros, enivré de nectar, car le vin n'existait pas encore, sortit dans les jardins de Zeus et s'endormit alourdi par l'ivresse. Pénia, poussée par son état de pénurie, projeta d'avoir un enfant de Poros.

Elle devint grosse d'Éros.

Parce qu'il avait été conçu le jour même de la naissance d'Aphrodite, parce qu'il aime le beau par nature et qu'Aphrodite est belle, Éros devint le serviteur et le compagnon de la déesse. Voici, dès lors, en tant que fils de Pénia et de Poros, quel fut son destin. Il est toujours pauvre d'abord, et il s'en faut de beaucoup qu'il soit délicat et joli, comme la plupart le pensent. Il est au contraire rude et malpropre, va-nu-pieds et sans feu, couchant toujours par terre et sans lit, dormant en plein air, au seuil des portes ou sur les routes. Bref, il tient de la nature de sa mère de vivre en une éternelle indigence. D'un autre côté, de par le naturel de son père, il est toujours en quête de ce qui est beau et bon, courageux, hardi, persévérant, pourchasseur étonnant, toujours ourdissant quelque intrigue, désireux de savoir et ingénieux pour apprendre, philosophant toute sa vie, merveilleux ensorceleur, magicien et sophiste. Il n'est par lui-même ni mortel ni immortel. Dans le même jour, il fleurit et il vit tant qu'il est dans l'abondance : il meurt lorsqu'il est satisfait; mais il renaît à nouveau grâce à la nature de son père.

Citons encore une page où Balzac montre comment, dans l'amour de l'homme supérieur, l'indigence et l'égoïsme cèdent la prépondérance à l'abondance et au don. Louise de Macumer écrit à Renée de l'Estorade :

De tout ce que tu m'as écrit il ressort un principe cruel : il n'y a que les hommes supérieurs qui sachent aimer. Je sais aujourd'hui pourquoi. L'homme obéit à deux principes. Il se rencontre en lui

le besoin et le sentiment. Les êtres inférieurs ou faibles prennent le besoin pour le sentiment; tandis que les êtres supérieurs couvrent le besoin sous les admirables effets du sentiment : le sentiment leur communique par sa violence une excessive réserve et leur inspire l'adoration de la femme. Évidemment, la sensibilité se trouve en raison de la puissance des organisations intérieures, et l'homme de génie est alors le seul qui se rapproche de nos délicatesses... (*Mémoires de deux jeunes mariées.*)

La grande affaire sera, dans le développement de l'amour et ses métamorphoses, d'assurer la prépondérance du principe de générosité sur le principe d'égoïsme. Nous l'avons déjà remarqué : plus l'objet de la convoitise est élevé, plus l'amour procède de la plénitude et moins il procède de l'indigence; aussi est-il clair qu'il y a normalement moins d'égoïsme dans la convoitise des biens spirituels que dans la convoitise des biens sensibles.

Ce qu'il faut maintenant observer, c'est que la convoitise n'est en réalité que la forme secondaire de l'amour; l'amour se divise, à raison de son mouvement même et non plus à raison des choses aimées, en convoitise et en amitié. Aimer, c'est vouloir du bien à quelqu'un, soi-même ou un autre. Le bien *que* l'on veut, tel est l'objet de la convoitise; *celui pour qui* l'on veut du bien, tel est l'objet de l'amitié. Cette division n'est pas une division par parties égales, il y a un ordre entre ses parties; nous entendons que l'amitié réalise mieux la notion d'amour que ne le fait la convoitise. Le véritable amour est un amour d'amitié. On n'aime vraiment que ce que l'on aime d'amitié. C'est pourquoi l'amour d'autrui, même porté jusqu'à la passion, reste compatible avec un égoïsme parfait s'il n'est qu'amour de convoitise. Prenons l'exemple des parents qui laissent un enfant malade manquer des soins nécessaires parce qu'il faudrait

lui infliger un traitement pénible et qu'ils répugnent le voir souffrir : il est clair qu'ils chérissent leur enfant non pour lui, mais pour eux-mêmes, et qu'ils n'aiment en fin de compte, qu'eux-mêmes. On comprend ainsi certaines formes subtiles de l'égoïsme qui se glissent aisément jusque dans les vies en apparence les plus dévouées. Parmi les professionnels de l'amour des hommes, combien accepteraient les sacrifices que leur vie comporte si leurs bonnes actions pouvaient être ignorées de tous, ignorées d'eux-mêmes et ne les payer d'aucune consolation ?

On aperçoit clairement maintenant les analogies existant entre l'amour d'amitié, entre le véritable amour, et la connaissance fidèle à sa loi. Connaître, c'est s'effacer devant la vérité, s'oublier pour elle, soi et ses intérêts, ses passions, ses besoins, y compris les besoins de son intelligence; aimer d'amitié, c'est se donner à un autre, se perdre pour un autre; dans la connaissance la subjectivité est mise en échec par un objet, dans l'amour par un autre sujet.



Cette analyse permet de mieux comprendre l'inspiration de la doctrine morale enseignée par saint Augustin et par saint Thomas. Au sens où l'on dit que la morale kantienne est une morale de l'obligation et la morale nietzschéenne une morale de la grandeur, la morale de saint Augustin et de saint Thomas est une morale de la béatitude.

Ce mot de béatitude prête à de redoutables équivoques. La béatitude se confond-elle avec le plaisir ou la joie ? S'il en était ainsi, la morale de la béatitude ne serait qu'une morale d'égoïsme. Mais la joie présuppose

la conjonction du désir et du bien désiré; elle est un accomplissement éprouvé qui résulte d'un accomplissement réel, une perfection empirique causée par une perfection métaphysique. La béatitude consiste d'abord dans la possession du souverain bien, secondairement dans la joie qui accompagne cette possession.

Ce n'est pas assez dire. Vouloir par-dessus tout la perfection de mon être, son épanouissement, son salut, n'est-ce pas demeurer dans la ligne de l'égoïsme? Mais les créatures raisonnables ont ce privilège de trouver leur perfection dans l'exercice des fonctions les plus généreuses, la connaissance et l'amitié. Leur perfection se confond avec la gloire de l'objet qu'elles connaissent et qu'elles aiment. La vie bienheureuse, qui consiste dans la vision de Dieu, est tout entière suspendue et rapportée à Dieu. L'homme ne sauve son âme que s'il consent à la perdre. La morale de la béatitude est, en fin de compte, une morale de la gloire de Dieu.

YVES SIMON.

CONGRÈS CATHOLIQUES

I

Anniversaire de l'A.C.J.B.

J'ai été sur le point de donner comme titre à ces notes « Maturité de l'Action catholique ». L'A.C.J.B. (Association catholique de la Jeunesse belge) fête le vingt-cinquième anniversaire de sa fondation qui est, en réalité, celui du départ de l'Action catholique en Belgique. En fait, l'A.C.J.B. n'est qu'un groupe que la jeunesse masculine belge d'expression française, soit un quart de la jeunesse catholique du pays; mais c'est par elle que l'Action catholique a commencé, c'est d'elle que les autres mouvements se sont inspirés; c'est donc bien le jubilé de l'Action catholique en Belgique qu'elle célèbre en fêtant le vingt-cinquième anniversaire de sa naissance.

Dirigée par son second président, Pierre Harmel (un nom qui retentit encore au cœur des catholiques français), et par son troisième aumônier, le chanoine Vieujean, l'A.C.J.B. a voulu faire de cet anniversaire, avant tout, une année de réflexion. C'est pourquoi le point culminant de l'ensemble des manifestations de l'année se trouve dans le congrès doctrinal de Liège, des 29, 30 avril et 1^{er} mai, consacré au thème : « La jeunesse au service du pays. »

Congrès de dirigeants. L'A.C.J.B. n'a pas essayé d'attirer la foule. Mais ces journées permettent de mesurer et de compter les militants. Il en est venu de quinze cents à deux mille; et il ne serait pas possible d'exprimer l'atmosphère de sé-

eux, de sincérité, de générosité et de simplicité qui se dégageait de cette jeunesse.

D'ailleurs c'est la joie qu'on éprouve à tous les congrès et maines d'étude d'Action catholique. Il y a une atmosphère Action catholique, qui est faite avant tout du désintéressement et de la pureté d'esprit chrétien de ceux qui s'y conencent. L'Action catholique ne mène à rien de temporel; elle procure ni argent, ni puissance, — rien que le règne de eu. Ceux qui se dérangent pour l'Action catholique, qui consacrent leur temps, leurs peines, même leur argent, peuvent le faire que pour le service de Dieu. Cela seul et dans ces réunions un climat de pureté morale qu'on trouve aussi dans des congrès eucharistiques ou dans des lieux saints comme Lourdes, mais qu'on ne peut trouver dans les assemblées où se débat le temporel.

Le congrès doctrinal de l'A.C.J.B. avait comme thème : *La jeunesse au service du Pays*. Congrès touffu, réparti en sept sections et soixante et onze rapports. Jamais, jusqu'ici, l'Action catholique ne s'était mise plus délibérément en face des questions profanes.

Le seul intitulé des sections suffit à le manifester : *Vie religieuse, Vie culturelle, Vie physique, Vie militaire, Vie sociale, Vie internationale, Histoire*. Certaines d'entre elles manifestent un effort de pensée vraiment remarquable en vue d'appliquer l'esprit chrétien à des problèmes qui sembleraient, il y a un quart de siècle seulement, sans intérêt proprement catholique ou sans aspect religieux.

Je n'en prendrai comme exemple que la section *Vie militaire*. Peut-être l'objet en paraîtra-t-il moins neuf à des catholiques français préoccupés depuis longtemps de la vie militaire; mais en Belgique il est très neuf.

À côté de rapports sur la *préparation morale et civique au service militaire*, sur le *devoir d'état du militaire*, on en trouve d'autres sur le *rôle de l'armée dans la nation*, sur *l'action catholique à l'armée*, le *rôle social de l'officier* et le *service militaire, temps de formation*, qui expriment la volonté de prolonger l'Action catholique dans l'action des catholiques par delà la vie proprement religieuse, pour imprégner d'une âme catholique la vie publique et nationale tout entière.

De l'ensemble des rapports et des discours prononcés aux

séances générales s'est dégagée une pensée fondamentale propre à la conjoncture belge d'aujourd'hui, celle de la formation d'une communauté populaire wallonne, la communauté des Belges de langue française, apte à collaborer avec la communauté populaire flamande en vue de faire une Belgique nouvelle qui réalise le destin historique de la Belgique, terre de marches, aux confins de la latinité et de l'Allemagne, trait-d'union de l'une à l'autre.

Ceci est un problème proprement belge, et le problème essentiel de la Belgique actuelle. Il est difficile à saisir pour des étrangers auxquels le mouvement flamand reste fermé, du seul fait de la langue dans laquelle il s'exprime.

L'originalité de la Belgique vient de sa dualité de langues. La renaissance flamande a réagi contre le mouvement qui tendait à faire de la Belgique un état unitaire de langue française. Le pays flamand étant revenu à une culture flamande homogène, la Wallonie sent le besoin d'affirmer son âme propre, qui s'exprime en français, mais qui charge le français de toute une affectivité, d'une tournure de pensée de traditions propres à nos provinces. Et les jeunes catholiques comprennent qu'il leur appartient de prendre en main cette formation de l'âme wallonne pour en faire le pendant de la Flandre dans une Belgique renouvelée.

Dès le premier soir, le cardinal archevêque de Malines attirait l'attention « sur le devoir urgent de favoriser spécialement l'esprit d'union entre nos deux grandes communautés culturelles au sein de la Belgique ». Le lendemain matin, S. Exc. Mgr Ladeuze, recteur de l'Université catholique de Louvain, attirait l'attention sur le même problème dans la section de la *Vie culturelle*. L'assemblée générale du soir y était entièrement consacrée, et l'écho s'en faisait entendre partout le dernier jour. Cette orientation nationale du congrès semble pleine de promesses d'avenir.

Abbé JACQUES LECLERCQ.

II

Les universitaires catholiques et la liturgie

Le mercredi 20, le jeudi 21 et le vendredi 22 avril ont eu lieu à Rennes, les *Dix-septièmes Journées universitaires catholiques*. On sait ce que sont ces « Journées » : un vaste rassemblement de professeurs appartenant aux différents degrés de l'enseignement officiel, et qui, chaque année, se retrouvent en une ville d'Université, non seulement pour donner collectivement un témoignage public de leur foi chrétienne, mais pour créer entre eux, suivant l'heureuse formule de leur fondateur Joseph Lotte, « des liens d'amitié, une aide mutuelle de foi et de prières ».

Les Journées de Rennes se sont déroulées suivant un rythme désormais traditionnel. Dès le premier matin, dès la première messe, l'« atmosphère » était créée. A l'autel, M. Exc. Mgr Mignien célébrait les mystères. L'immense cathédrale était pleine : les Universitaires étaient là, plus d'un millier, unis par une même foi et par une même prière. Répondant aux prières du célébrant, récitant avec lui les grandes invocations qui implorent la pitié de Dieu et qui chantent sa gloire au plus haut des cieux, avec lui ils proclamèrent solennellement leur foi, avec lui ils rendirent grâces et offrirent le sacrifice, avec lui enfin, dans une interminable théorie, ils consommèrent le Corps vivant du Fils de Dieu. Fonction solennelle dont le caractère émouvant fut encore accentué par la méditation de M. Paris : commentant le *Communicantes*, l'*In mei memoriam* et l'*Unde et memores*, il rappela à ces hommes et à ces femmes venus des coins les plus reculés de la France la haute signification de « souvenir en commun » que prenait une telle assemblée.

A 5 heures, le salut réunissait encore à la cathédrale les paroissiens universitaires ». Le soir enfin, la récitation

des complies les voyait une dernière fois assemblés dans la prière commune. Encadrées par ces cérémonies liturgiques, deux séances d'études occupèrent chacune des deux premières journées. La première séance fut présidée par Mgr Milgrien. A ces professeurs catholiques qu'il avait déjà rencontrés comme évêque de Montpellier, l'archevêque de Rennes voulut témoigner l'estime et l'affection qu'il leur porte; il leur dit le souvenir ému qu'il avait conservé du rapport de Martel sur la charité; la joie qu'il avait à les accueillir dans la capitale de la catholique Bretagne, et après avoir solennellement invoqué le nom de Dieu; il fit descendre sur eux la grande bénédiction pontificale.

Ainsi se sont déroulées les deux premières journées. Faut-il le dire? Nous n'y avons pas toujours retrouvé l'élan, la jeune vigueur, la force d'espérance des années précédentes. Si les cérémonies religieuses ont été aussi intensément vécues, il n'en a pas été de même des séances d'étude qui furent marquées par une extrême sagesse et où par moments nous sentions peser comme une sorte d'ennui. Il serait certes injuste d'en rendre responsables les différents rapporteurs qui furent au contraire aussi précieux aussi vivants, aussi émouvants que leurs prédécesseurs. Mais les « Journées » vieillissent. Elles se répètent pour la dix-septième fois. Elles risquent de devenir une institution établie. Les puissances de renouvellement de la prière et des cérémonies liturgiques sont inépuisables. Ce n'est pas là qu'est le danger; mais ne pourrait-on donner aux séances d'études une vie nouvelle en laissant s'exprimer plus librement les différents points de vue, en accordant à la discussion un temps un peu plus large? Peut-être aussi, en faisant davantage participer la masse à l'organisation même du mouvement, libérer, dit-on, celui-ci d'un certain traditionalisme routinier, d'un certain ritualisme administratif qui risqueraient, à la longue, d'étouffer la vie profonde qu'il porte en lui.

Aucune des réserves que nous venons de formuler ne porte sur le troisième jour, celui qui fut rempli par le « pèlerinage de l'Ange » au Mont Saint-Michel. Là nous avons retrouvé pleinement l'atmosphère exaltante des « Journées ». Tout au long des sentiers qui gravissent la montagne sacrée, la théorie des pèlerins s'allongeait. De ces innom-

brables poitrines sortaient des chants d'allégresse, des supplications alternées aux saints de France et aussi à ces « saints et saintes de l'Université » que les professeurs catholiques invoquent comme des intercesseurs qui leur sont propres. Puis, dans l'antique abbaye qui depuis cent cinquante ans n'avait pas vu se presser autour de ses pilliers romans une foule aussi dense, les chants retentirent qui faisaient résonner en ce haut-lieu une espérance et une foi toujours jeunes.

Après de longues heures consacrées à la visite de la Merveille et à des promenades sur les grèves, après les vêpres solennelles où Mgr l'Évêque de Coutances, en un langage d'une étonnante vigueur, exalta devant ces jeunes universitaires, leur dignité d'hommes et leur fierté de baptisés; le pontife sortit de l'abbaye sur la vaste plate-forme qui domine l'espace infini, et là, entouré de tout le peuple chrétien, il bénit la mer.

Ce fut la fin de cette inoubliable journée. Dans ce vieux rite si simple tout n'était que grandeur. Grandeur des éléments, le vent, la mer, le soleil, le rocher; grandeur de l'homme contemplant les flots vaincus et la pierre asservie, du haut de cette masse architecturale qui lui fournit la preuve la plus éclatante de son génie, grandeur de Dieu surtout vers qui le même homme, conscient de son humilité, faisait monter l'adoration de la terre.



Les quelques notes qui précèdent tendraient peut-être à faire croire que dans ces réunions où l'amitié et la communion spirituelle occupent une place de premier plan, les réunions d'études n'ont qu'une importance très secondaire. Ce serait une erreur. Erreur d'autant plus grave cette année où le sujet proposé était la Liturgie, et où séances d'études et cérémonies religieuses étaient le prolongement naturel les unes des autres.

Il était en quelque sorte fatal qu'un jour vînt où ce grand sujet serait abordé par les Universitaires catholiques. Tout les amenait, non seulement le patronage spirituel de Péguy qui voyait dans la liturgie le plus vivant des traités de théologie,

mais aussi et surtout la haute et profonde influence de ce prêtre savant et mystique qu'est M. Paris à qui tant d'entre nous doivent une intelligence plus parfaite et parfois une réelle découverte des beautés et des grandeurs les plus pures de nos mystères, et qui aime à s'intituler lui-même : *Curé de la paroisse universitaire*.

Or cette paroisse universitaire a sa liturgie vivante. Il y a déjà longtemps qu'elle s'efforce de réaliser pleinement celle qui lui est proposée par l'Eglise universelle. Mais elle fait plus encore. Pour retrouver les grandes sources de la vie spirituelle, elle s'est tournée vers la Tradition, riche de tant de trésors oubliés. C'est ainsi qu'elle a fait revivre l'admirable Anaphore de Sérapion de Thmuis. « Nous louons, Père invisible, chorège de l'immortalité; ami des hommes, ami des pauvres, nous te prions; donne-nous l'esprit de lumière... » Ces paroles si pleines d'allégresse et de jeunesse, spontanément jaillies du cœur d'un évêque égyptien du IV^e siècle, des Universitaires français du XX^e les ont reprises comme un chant de victoire. Mais que serait la vie sans l'invention, sans l'acte créateur? Aussi la liturgie de la paroisse universitaire s'enrichit-elle volontiers de rites nouveaux. Nous avons déjà parlé de ces originales « litanies des saints de France » — et de cette invocation — qui n'est pas sans surprendre quelques oreilles profanes — aux « Saints et Saintes de l'Université »; mais de tous ces rites qui lui sont propres, le plus émouvant peut-être est ce chant de *In Paradisium* et du *Levavi oculos*, après la messe du deuxième jour, où tous les fidèles assemblés prient pour l'âme de leurs collègues défunts.

On comprend dès lors avec quel intérêt ont été suivis les rapports; celui de M. Bourgey, professeur de philosophie au lycée de Saint-Étienne, qui s'intitulait si justement : *Méditation philosophique sur le sens et la portée des rites*, et qui se termina par une véritable « Élévation sur les mystères » profondément émouvante. Celui de M. Henry, professeur d'histoire au lycée de Tourcoing, qui évoqua pour nous les rites de l'Eglise à cette époque du IV^e siècle où ils atteignirent une forme déjà presque parfaite. Celui enfin de Mme Rousseau, qui devait à son double titre d'institutrice et de mère de famille de nous parler de *la liturgie dans la vie de l'enfant et dans la vie familiale*. Elle le fit avec délica-

esse, avec intelligence et avec un très vif sentiment des réalités concrètes.

Mais celui des quatre rapports qui devait éveiller le plus l'attention, et par moments même passionner le public, fut celui de M. R. Flacelière, professeur à l'Université de Lyon, sur *la vie liturgique dans une paroisse de chrétienté*. Très surageusement, au début de son rapport, M. Flacelière hésita pas à montrer l'antinomie qui peut surgir entre la vie paroissiale trop facilement avilie par la routine ou détrempée par des soucis purement administratifs et ces « mouvements spécialisés » où une vie liturgique authentique a connu au cours de ces dernières années une éclosion nouvelle. Sans vouloir entrer dans le détail d'un aussi vaste débat, M. Flacelière affirma cependant, d'une part, sa conviction que la paroisse ne pourrait pas disparaître, qu'elle est la cellule-mère de cet organisme vivant qu'est la chrétienté, et, d'autre part, sa foi en un renouvellement possible de la vie paroissiale par la liturgie. Il apporta comme preuve d'exemple vivant de plusieurs paroisses françaises actuelles et en particulier celle à laquelle il a le bonheur d'appartenir : Notre-Dame de Saint-Alban, récemment fondée dans la banlieue lyonnaise et qu'anime M. l'abbé Laurent Rémilleux. L'un de ses caractères les plus originaux est, on le sait, la complète élimination à l'intérieur de l'église de toute question d'argent; l'autre (et c'est celui sur lequel insiste le conférencier) est un effort aussi intense que possible pour mener les fidèles à l'intelligence des mystères, du sacrifice de la messe et des sacrements, et par là à une participation collective à tous les rites liturgiques. Ainsi s'est créée une véritable communauté chrétienne, qui participe tout entière à l'activité *apostolique* du curé et des vicaires. Chaque fidèle est en quelque sorte un vicaire, chaque laïc a sa fonction dans la communauté paroissiale. Et, par cette seule mise en lumière, aux yeux des croyants comme des incroyants, des réalités les plus vivantes de notre foi, cette paroisse exerce autour d'elle un rayonnement spirituel profond, dont les résultats dès maintenant sont extrêmement concrets.

On imagine sans peine les réactions provoquées dans l'auditoire par cet exposé. Pendant une heure, on sentit dans la salle comme un frémissement d'émotion. Chaque phrase

éclatait — sans que le rapporteur l'ait voulu — comme explosif; à chaque instant, les faits évoqués suscitaient d'terminables applaudissements. C'est qu'en effet, chacun ces auditeurs n'était pas seulement un membre de ce idéale « paroisse universitaire », mais aussi d'une vraie paroisse, d'une de ces églises de village où ne vont plus que quelques vieilles femmes, d'une de ces églises de grande ville où, dans un inaccessible sanctuaire, un prêtre dit la messe, et comme pour lui seul, une messe que personne ne comprend ni ne suit, tandis que des suisses empanachés frappent de grands coups de crosse sur les dalles pour réclamer l'argent à des fidèles inattentifs et pressés...

Ces paroles faisaient donc naître en nos cœurs des sentiments de tristesse et des sursauts d'espérance. Ce qui est possible ici, pourquoi ne le tenterait-on pas ailleurs? Sans doute, n'est-ce pas le rôle des simples fidèles que de transformer les habitudes d'une paroisse. L'initiative doit venir de plus haut, et c'est à la hiérarchie qu'il appartient de favoriser et de créer ce grand mouvement de rénovation liturgique. Du moins notre rôle à nous n'est-il pas sans utilité sans grandeur. Il nous convient d'abord d'exprimer notre désir et notre espérance. N'est-ce pas une formule chère à l'Église que *Vox populi, vox Dei*? Il nous appartient aussi de seconder les curés dans leurs initiatives. Celles-ci ne seront pas toujours comprises par la masse — du moins pendant les premiers temps. Il faudra que dans chaque église quelques fidèles se groupent qui se fassent les entraîneurs de la foule et qui lui donnent à leur tour cette intelligence des mystères qu'ils ont eu la grâce de recevoir.



Lorsque, au pied du Mont Saint-Michel, nous assistions à la dispersion de la paroisse universitaire, aucune mélancolie n'opprimait nos cœurs, mais au contraire une grande joie. Vers tous les villages, et vers toutes les cités de France, nous semblait voir partir une troupe d'ardents missionnaires : les *Missionnaires de la Vie liturgique*.

BERNARD GUYON.

III

Le Congrès national de la J. E. C. F. des Lycées et Facultés

Il s'agit de jeunes filles, femmes demain. Elles ne sont point en un milieu dit « protégé ». Elles savent que si elles ne rendent pas témoignage dans leur lycée, leur vie chrétienne personnelle finira elle-même par disparaître. Et puis, elles ont dit, avec Jeanne et Péguy : On ne se sauve pas tout seul.

Cette année, elles ont creusé en elles-mêmes le sillon de la pureté, elles ont été aux sources de la vie claire et droite. Dirais-je qu'elles ne se sentent point d'attraits pour les sous-entendus, qu'elles savent prier la Vierge qui nous a donné de ses entrailles le Christ Sauveur ? Ajouterai-je qu'elles n'ont point de goût pour une pureté négative — barbelés sur champ de rétréci —, et qu'elles veulent donner toutes leurs forces à leur vocation ? Pourquoi pas ? Les mams de demain — ou les âmes données en des tâches d'amour, jusqu'au total renoncement, s'il plaît à Dieu — toutes ont appris que l'égoïsme ne sauve rien. Joie, pureté, action, pensée — la vie est belle. D'ailleurs tout cela est prière. Au cours d'une récollection, l'aumônier demande, après une instruction sur Jésus, homme et Dieu, si un court cercle d'études ne permettrait pas d'éclaircir certains points difficiles. On lui répond : nous aimons mieux prier maintenant.

L'an prochain, les jécistes axeront leur effort sur la culture intellectuelle. Loyales à l'Université, elles veulent profiter pleinement et chrétiennement de ce qu'elle leur offre. Davantage encore, elles se savent disciples du Verbe de Dieu, conduites par ce Maître Intérieur qui est toute Lumière. Il faut, en Lui et par Lui, qu'elles s'enrichissent de toute l'œuvre humaine.

Il faut signaler encore le congrès de la J.E.C.F. des E.P.S. ces E.P.S. (écoles primaires supérieures) ont un milieu plus dur que les lycéennes; souvent elles doivent réapprendre à qui de droit que laïcité doit signifier liberté et que l'école n'a pas été instituée pour tuer la vie religieuse de ses élèves. Leur mouvement est fort bien mené, conquérant et joyeux.

L'observateur informé constate partout à la J.E.C. et à la J.E.C.F. de notables progrès. Les grandes vacances marqueront certainement une nouvelle avance, grâce aux camps et centres de militants ou de militantes. Décidément, « la vie est belle ».

R. B.

A TRAVERS LES REVUES

Centenaire de Moehler

Plusieurs revues ont célébré le centenaire du théologien allemand Moehler, mais aucune avec la générosité de la revue des sciences philosophiques et théologiques. Les différentes études qu'elle a publiées, en particulier sous la signature de R. P. Gosselin, constituent une excellente introduction à l'œuvre de Moehler et « il en était bien, certainement l'opportunité de la récente traduction de *L'Unité de l'Église* », la trad-œuvre de Moehler. Il semble que l'éminent préfacier de tout le contenu de pensée religieuse et de l'Église de l'époque ait été avec une reconstruction nouvelle et profonde et personnelle, un réflexe de dévotion pour une théologie universelle et une religion de tout monde à représenter. Toujours, en effet, « la reconnaissance des valeurs spirituelles et communautaires est au plus profond de son être. Le respect en honneur de la religion et de l'Église conduit à un épanouissement « idéaliste » spirituel théologique ». Moehler est, à cet égard, théologien universel du Corps mystique, et tous ceux qui regardent le monde avec l'Église catholique pour qu'elle soit à l'origine d'une véritable communauté humaine et spirituelle témoignent en lui le maître qu'ils ont longtemps aimé. Mais, plus encore peut-être que l'aspect communautaire, c'est le sens du développement organique et hiérarchique de cette communauté chrétienne que nous devons retenir au théologien allemand.

Ce qui constitue souvent le plus profondément à faire le monde chrétien et à le différencier, c'est la mesure dans laquelle nous le rapport du fini à l'infini, du temporel à l'éternel, en particulier du temps ecclésiastique lui-même à l'éternité de l'Église, au temps évangélique (selon

de la fondation de l'Église). En ce sens, il est bien vrai dire qu'un christianisme eschatologique est le complément appelé par un christianisme étroitement évangélique. *L'histoire qu'est l'Église* se voit, en une telle perspective, volatilisée et privée de sa consistance intrinsèque au profit de deux temps forts et privilégiés qui sont le commencement et la consommation de cette Église (1).

Il est à peine besoin de faire remarquer qu'en pareille matière particulièrement, la position théologique commande de la manière la plus immédiate un comportement spirituel et une attitude chrétienne. Il y a une utilisation du passé chrétien qui révèle une intelligence aussi courte de l'histoire de l'Église que le primitivisme évangélique contre lequel s'est élevé Moehler, il y a une utilisation proprement malhonnête de l'histoire de l'Église, considérée comme le lieu majeur de la réflexion chrétienne, aux dépens de ce qui est, *hic et nunc*, la vie de la chrétienté. Moehler eut le sens aigu de l'équilibre à tenir. Dans ses beaux articles d'introduction, le R. P. Chaillet montre dans quelle atmosphère intellectuelle a germé la pensée de celui que M. Goyau appelait à tort « le plus autodidacte des théologiens ». Parmi les maîtres de Moehler, il semble qu'au premier Drey, dont le R. P. Chaillet traduit un long et suggestif fragment, le plus profond ait été Franz von Baader, que nous citerons pour terminer, abrégeant à regret des développements dont aucun ne réclame de commentaires pour les lecteurs de cette revue :

... J'appelle révolutionnaire cette forme de l'activité qui, au lieu de se développer dans le prolongement normal de la tradition,

(1) Un tel traitement, si radical, est fréquent. Nous n'en voulons pour preuve que ce texte tiré du livre récent, et par ailleurs à tant d'égards remarquable, de R. Aron : *Introduction à la philosophie de l'Histoire* : « Pour qu'une histoire fût proprement religieuse, il faudrait que les Églises fussent changeantes dans leur signification essentielle ou que l'élan des hommes vers la foi fût l'essence de la religion. Mais les Églises conservent et transmettent une révélation immuable. Les dialogues d'individus solitaires avec leur Dieu, dispersés à travers le temps, ne forment pas un tout. Et la foi n'est pas religieuse si elle ne vient pas de Dieu. En ce sens, la dimension historique s'oppose de manière fondamentale à une philosophie de la transcendance » (p. 130).

se retourne et s'élève contre elle. Dans cette révolte contre le passé, le révolutionnaire est incapable d'assurer une évolution positive, il ne peut aboutir qu'à la négation destructrice...

... J'ai illustré l'idée de dogme par la notion de type organique dont la permanence est le contraire de la conservation figée, et la vivante évolution le contraire de la dissolution. Tout vieillissement (devenir temporel) est en effet mutation, mais ce changement est alors altération, corruption, transformation. Or, c'est précisément la fonction de l'active tradition vivante de maintenir constamment l'intemporel (l'Eglise qui apparaît dans le temps, mais n'est pas née du temps) dans son intemporalité (sa pureté) par une incessante purification. Suivant Maître Eckart, en effet, ce qui entre dans le temps et vient du temps participe à son vieillissement, est destiné à la mort; mais ce qui est dans le temps sans être du temps n'est pas mesurable par le temps et ainsi échappe à l'offense du temps.

... L'expression « moderne » est souvent employée comme si, en fin de compte, la nouveauté (l'apparition récente) était une tare, comme si l'art, la science et même l'Eglise avaient, à partir d'une certaine date, cessé d'être productifs, comme si la « classicité » s'opposait à la « génialité », comme si, dans tout développement, il ne devait pas y avoir à la fois des éléments régulateurs et des éléments stimulants...

Memento des Revues

Nouvelle Revue Théologique (avril). — Un admirable article du R. P. Lebreton : *La doctrine du renoncement dans le Nouveau Testament*. L'article développe une note parue en 1930 dans les *Recherches de Science religieuse*, et qui donnait une interprétation profonde du *centuple promis* par le Seigneur à ceux qui se quittent pour le suivre. Il n'y a pas de doctrine exposée à plus d'incompréhension de la part des incroyants que celles de la béatitude et du renoncement chrétiens. Nous espérons pouvoir trouver commodément l'article dans un livre dont il semble faire partie.

Études (20-4) : R. P. DILLARD, *Les données chrétiennes du problème français*. — C'est la réponse à l'article de P. Baudouin, paru dans la *Revue de Paris*, sur le problème français. Article profondément sympathique, d'un optimisme peut-être un peu facile.

LE MOIS RELIGIEUX

CITÉ DU VATICAN. — Le Saint-Père est parti le 30 avril pour Castel-Gandolfo, trois jours avant l'arrivée de Hitler à Rome. M^{GR} Fontenelle écrit à *La Croix* (29 avril) : « Le fossé est, hélas, plus profond que jamais entre le Saint-Siège et le III^e Reich. Et il est fait que le Führer ignorera le Pape, en venant en Italie, ne laissant pas de consommer le divorce. » Et il ajoute : « Déjà le peuple italien n'est pas sans ressentir l'affront fait ainsi au chef de la chrétienté : ce n'est pas précisément ce qui échauffera un enthousiasme qui semble ne devoir être que de commande. »

— Le samedi 23 avril, le Souverain Pontife, au cours d'une audience, a déploré les ravages de la guerre. Il a déclaré notamment : « Nous voyons continuellement comment les hommes savent gâcher et miner tout, au point de se massacrer entre eux. Qu'est-ce donc, en effet, que cette guerre dont nous recevons des nouvelles d'Orient et d'Occident, sinon des hommes qui cherchent des hommes pour tuer des hommes, pour les massacrer de la pire manière possible ? »

ALLEMAGNE. — La situation de l'Église protestante en Allemagne est la suivante : Dix pasteurs de l'Église confessionnelle sont détenus dans des camps de concentration ou en prison; soixante-dix pasteurs sont suspendus; quatre-vingt onze ont été expulsés de leurs paroisses; trente-sept ont interdiction de prendre la parole.

ANGLETERRE. — Le cardinal Hinsley, lors du meeting annuel des éclaireurs de la « Catholic Scout Guild », a regretté qu'en plusieurs pays le mouvement des scouts soit « utilisé à des fins non plus religieuses mais militaires... Il est actuellement des pays qui ne travaillent plus en vue de cet idéal de fraternité internationale, mais qui ne visent qu'à établir la suprématie de leur propre nation. La jeunesse porte des fusils et des baïonnettes. Nous ne voulons rien de tel dans notre pays. »

AUTRICHE. — L'*Osservatore Romano* rend compte de la dissolution de nombreuses organisations catholiques en Autriche (78 cercles catholiques universitaires; la Fédération de gymnastique chrétienne allemande avec ses 38.000 adhérents; la société Saint-Georges des éclaireurs catholiques avec 5000 membres; la Ligue de la Jeunesse

catholique (60.000 membres et 15.000 aspirants); l'Association de la Jeunesse catholique féminine (60.000 membres); les organisations ouvrières, sans être encore officiellement supprimées, ont vu certains de leurs groupes dissous.

ESPAGNE. — L'*Osservatore Romano* annonce que 1379 prêtres et religieux appartenant à vingt-sept Ordres et Congrégations, ont été assassinés en Espagne. Ce chiffre ne comprend pas les prêtres séculiers qui ont été tués par centaines par les marxistes.

SUISSE. — La jeunesse communiste de la Suisse ayant, par une lettre ouverte, fait offre de collaboration à la jeunesse catholique helvétique, celle-ci a répondu par un refus. Elle s'oppose, comme les communistes, au national-socialisme, mais pour autant « il ne peut être question d'une collaboration ». « Quiconque veut préserver notre pays du danger extérieur ou intérieur, d'une catastrophe et de la menace d'un terrorisme antichrétien, doit élever des digues aussi bien contre la marée rouge que contre la marée brune... » Ceci dit, la lettre ajoute : « Comme chrétiens et catholiques, nous sommes tenus, selon la parole de Jésus-Christ, notre Seigneur et notre Maître, de nous aimer comme hommes et de prier même pour les communistes qui font souffrir nos frères dans la foi...! »

U.R.S.S. — Au dernier congrès des sans-Dieu, il avait été reconnu que les masses ne montraient que défaveur à l'égard du mouvement et que de nombreuses défections se produisaient. Des mesures ont été prises, et désormais tout communiste russe devra faire partie de la ligue des sans-Dieu, sous peine d'exclusion du parti pour indiscipline. — Ainsi, dans les trois mois, la ligue comptera 500.000 membres nouveaux.

DOCUMENT

Un défi à l'esprit

Donc, Hitler arrive à Rome le 3 mai. On remarquera la coïncidence. L'Église célèbre, en effet, ce jour-là, l'Invention de la vraie Croix. Elle chante, en paroles immortelles, l'étendard de notre salut, notre unique espérance, notre force invincible. Elle présente le bois de la croix et met en fuite ses adversaires. *Ecce crucem Domini...* Un poète regarde la croix, comme Claudel, avec le génie de la foi et de l'amour, mais il est, des siècles avant et des siècles après précédé et suivi de toute l'humanité rachetée qui ne peut désormais trouver sa gloire, dit saint Paul, qu'en la croix de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Or, cette venue de Hitler à Rome n'est pas le moindre épisode de la guerre des deux croix. Car cette guerre est déclarée. Elle couvait dès les origines troubles du national-socialisme, avec son emblème caricatural : la croix gammée. Elle se camoufla, un moment, sous le manteau d'un Concordat. Puis, son but atteint, elle rejeta le masque et s'attaqua ouvertement à la croix. Une Passion commença pour l'Église en Allemagne. Le *kulturkampf* bismarckien n'avait été qu'un jeu d'enfant. Un nouveau paganisme se dressa maintenant sous la forme grimaçante d'une croix défigurée. Mon Dieu, il n'est pas excessif d'y voir une sorte d'antéchrist. L'encyclique *Mit brennender Sorge* l'a d'ailleurs dénoncé, voici un an : « Celui qui, dans une sacrilège méconnaissance des différences essentielles entre Dieu et les créatures, ose dresser un mortel, fût-il le plus grand de tous les temps, aux côtés du Christ, bien mieux, au-dessus de lui ou contre lui, celui-là mérite de s'entendre dire qu'il est un prophète de néant, auquel s'applique le mot effrayant : Celui qui habite dans les cieux se moque d'eux ! » En attendant, le néo-paganisme se vautre dans l'ordure des fameux procès de moralité, dont on sait ce qu'il faut penser ; il ferme les écoles confessionnelles, il dissout les Jeunesses catholiques, il bafoue la foi chrétienne, il traque et ridiculise Jésus-Christ dans ses prêtres : c'est la scène du prétoire qui recommence, avec la flagellation carnavalesque et le crucifiement peut-être demain. Mais c'est précisément là que ses ennemis mordront la poussière : *Ecce crucem Domini, fu*

pate, partes, adversae, vicit leo de tribu Juda, radix David, alleluia!

La croix gammée a donc fait son entrée à Rome en la fête de l'Invention de la vraie Croix? Comment l'Italie n'en a-t-elle pas frémi? Aurait-elle à ce point perdu sa sensibilité catholique? Nous ne lui ferons pas l'injure de le croire. Mais la presse est muette; il en résulte, à la longue, une anesthésie du sens chrétien. C'est ainsi qu'on a feint d'ignorer, ces derniers temps, une série de vrais scandales qu'une simple pratique des mœurs chrétiennes n'eût supportés en aucun temps. Bien plus, les autorités publiques elles-mêmes s'y sont associées avec une « prépotence », disons avec une conscience — pour ne pas juger des intentions — qui n'en mesure pas moins l'abîme entre les deux rives du Tibre. Épinglons seulement ces trois faits : lorsque vint à Rome le ministre Beck, doublement apostat à l'égard de son foyer et de sa religion, ne le fit-on pas participer, et non point seul, comme une élémentaire étiquette, à défaut de sens moral, l'eût exigé, aux réceptions officielles du Quirinal? Les journaux ont trouvé cela très naturel et même très bien, avec photographies à l'appui. Tout récemment, c'était le mariage du roi Zogou. « Mariage » est un bel euphémisme! Pourquoi, comment l'Italie, qui a inscrit au fronton de l'ordre social — et c'est ce qui fait sa force et son honneur — le caractère essentiellement, uniquement sacré du mariage, pourquoi l'Italie a-t-elle pris part avec cette ostentation aux prétendues noces albanaises, jusqu'à y envoyer son ministre des Affaires étrangères comme témoin, oubliant que le mariage est une institution sacrée ou n'est pas, ou n'est qu'une de ces choses honteuses que saint Paul préfère qu'on ne nomme point? Or, tel fut le spectacle que la première page entière des journaux a donné à des millions de catholiques. C'est ainsi qu'on en arrive insensiblement aux dérisions provocantes de la croix gammée, à Rome même, dans la capitale de la chrétienté, dont la vocation est pourtant soennellement reconnue dans les accords de Latran : « En considération du caractère sacré de la Ville Éternelle, y est-il dit, siège épiscopal du Souverain Pontife, centre du monde catholique et but des pèlerinages, le gouvernement italien aura soin d'empêcher tout ce qui pourrait y contredire. » Pour de deuil pour l'Église, comme pour l'Italie après l'Anschluss! *Onus Ecclesiae, onus Italiae!* eussent crié les

prophètes. La croix gammée partout, à la gare, sur les murs de Rome, oh ! sans doute à cause des engagements pris, tenus bien à regret, en vertu de l'axe. Car ces pompes sont, en vérité, qu'un cauchemar contre quoi l'âme italienne et catholique, dans son fond, proteste irrésistiblement. Les fanfares, les illuminations, les revues n'y changent rien. On a confusément senti que, quand la croix cettrefaite, tourniquant sur ses bras tordus, dépassait l'arc Constantin — marqué, *instinctu divino*, comme dit son inscription lapidaire, pour d'autres triomphes — et défilait par la *via dell' Impero*, les martyrs du proche Colisée, qui sont morts pour elle, se dressèrent au milieu de l'arène déserte et se blottirent, pour la défendre une fois de plus, autour de la croix, la vraie, celle qui ne souffre pas d'ersatz.

Et Pierre a quitté la ville, qu'un tel étalage humilie et profane. Il est monté prier et pleurer sur les monts Albains. Qu'est Rome sans le Pape, qui donne son sens éternel à la ville ? Cette absence est plus qu'une protestation, elle est pour l'Italie un remords vivant. Malgré les manœuvres intéressées de la dernière heure, Pie XI ne recevra pas Hitler. Le Vatican lui sera fermé. Si le Führer pénètre dans la ville, *della Conciliazione*, ce sera pour rebrousser chemin devant la vision béatifiante de Saint-Pierre. Ce péché contre l'Église, un roi d'Afghanistan lui-même — nous fûmes témoins naguère de sa visite au Père de tous les fidèles — se fût bien gardé de le commettre. Or, il s'agit aujourd'hui d'un chantage d'État en relations diplomatiques avec le Saint-Siège. *Dominationem spernunt*, disait saint Jude, *majestatem blasphemant*.

Nous en étions là de nos réflexions lorsque, remontant les pentes du Quirinal, nous arrivâmes au pied du palais royal, bâti par trois Papes, où se tinrent tant de Conclaves et dont un reître est, ce soir, l'hôte jupitérien. L'*Ave Maria* sonnait à cent campaniles. De là, une vue grandiose s'étendait du côté du Monte-Mario, où le soleil couchant allumait un vaste incendie. Or, dans cette pourpre, une tiare idéale se détachait, tout irradiée : la coupole de Michel-Ange apparaissait comme dans une vision d'au-delà. Les deux croix se regardaient, face à face, mais celle-là jouit des promesses d'éternité. Ici, le Führer au balcon du Quirinal, et là-bas — *beata pacis visio* — Saint-Pierre de Rome, où il n'ira pas...

(*La Croix*, 4 mai.)

MGR FONTENELLE.

L'ÉGLISE ET LES ÉVÊQUES D'AUTRICHE

Les réactions de l'épiscopat autrichien en face de l'Anschluss et l'intervention du Saint-Siège ont provoqué partout, chez les catholiques comme chez leurs adversaires, une vive émotion.

Le dossier qui a été ici constitué permettra, beaucoup mieux que les articles polémiques, de se faire une opinion raisonnée. C'est, à notre connaissance, la première étude d'ensemble, avec les principaux documents à l'appui, qui ait été écrite à ce sujet.

I. — AVANT L'ANSCHLUSS

- *Le message des évêques allemands.*
- *Les évêques autrichiens et le national-socialisme avant l'Anschluss.*
- *L'attitude des nazis envers les évêques autrichiens avant l'Anschluss.*
- *Qui sont les évêques autrichiens ?*
- *Entre le 12 février et le 12 mars.*

II. — L'ANSCHLUSS EST FAITE

- *L'Autriche mise au pas.*
- *Une protestation contre le cardinal Verdier.*
- *Les évêques après le coup d'État.*

III. — LE CARDINAL INNITZER

- *Les premières déclarations du cardinal Innitzer.*
- *Les déclarations connues des évêques autrichiens.*
- *« Le vrai et le faux catholicisme politique ».*
- *La seconde lettre du cardinal au Gauleiter.*
- *Le cardinal Innitzer à Rome.*

IV. — LES ÉVÊQUES ET LE PLÉBISCITE

- *La campagne plébiscitaire et les catholiques autrichiens.*
- *Les évêques allemands et le cardinal Innitzer.*
- *Le Concordat autrichien.*

V. — REGRETS

- *La grande confusion.*
- *La fermeté, la tactique et le martyre.*

L'Église et les événements d'Autriche

AVANT-PROPOS

Dans l'étude documentaire qui suit, nous nous sommes efforcé de rassembler avec une objectivité absolue les principaux faits et documents sur les derniers événements dans la mesure où ils concernent la situation de l'Église en Autriche et les réactions des catholiques en face du coup de force hitlérien. La presse mondiale commenté les choses avec beaucoup de passion et souvent avec peu de tact. Exemple : l'attitude de certains quotidiens italiens. Le *Regime Fascista* a écrit : « Aujourd'hui, une polémique oppose l'*Osservatore Romano* à l'épiscopat autrichien. Nous autres, nous sommes neutres. Restons à la fenêtre. » Ainsi, les journalistes se tiennent à la fenêtre où ils espèrent pouvoir assister à un triste spectacle dont l'autorité et l'honneur de l'Église devraient payer les frais... Eh bien ! non, l'*Osservatore Romano* l'a déjà fait remarquer à ses confrères en chemise noire, ce spectacle-là n'aura pas lieu. Les questions de principe et de conscience posées par ce qui s'est passé en Autriche sont trop graves pour pouvoir faire l'objet de jugements sommaires et de causeries faciles. S'il s'est démontré une fois de plus que les enfants de ce siècle sont plus habiles entre eux que les enfants de lumière, il n'est pas moins vrai qu'il ne s'agit pas d'« incidents » sensationnels, mais de problèmes extrêmement complexes et délicats, qui ne cesseront d'

se poser encore à l'avenir. L'attitude qu'on adopte à l'égard de ces problèmes est en tout cas lourde de conséquences. Nos coreligionnaires d'Autriche ont droit à notre sympathie, mais surtout à notre prière. Prions pour l'Église en Autriche, pour ses évêques, ses prêtres et pour ses soldats inconnus.

I. AVANT L'ANSCHLUSS

LE MESSAGE AUX ÉVÊQUES ALLEMANDS

Sous le titre « *Jeteurs de boue — Un sport favori des évêques autrichiens* », le *Völkischer Beobachter* du 19 décembre 1937 contenait une caricature montrant des évêques en costume ecclésiastique, à physionomie stupides et enragées, jeter des boulettes de boue contre un poteau de frontière allemand, décoré de l'aigle et de la croix gammée. C'était la réponse des nazis à un message que les évêques autrichiens avaient adressé aux évêques du Reich.

En novembre 1937, tous les évêques autrichiens s'étaient réunis à Vienne sous la présidence du cardinal Innitzer. A la fin de leurs délibérations, ils rédigèrent trois lettres dont la première était adressée au Saint-Père, la seconde aux évêques d'Espagne et la troisième aux évêques d'Allemagne. Elles ne furent pas publiées en Autriche à ce moment-là, mais l'*Osservatore Romano* prit l'initiative de les communiquer au public (dans son numéro du 3 décembre). Dans leur message aux évêques du Reich, les pasteurs des diocèses autrichiens expriment l'espoir que l'Autriche ne tombe jamais sous un régime naziste. Le document est assez important pour être reproduit *in extenso*. Le voici, traduit d'après l'*Osservatore Romano* :

En ce moment d'affliction grave pour la foi catholique à laquelle sont exposés le clergé et le peuple des fidèles du Reich alle-

mand, nous, les évêques d'Autriche, réunis pour notre conférence annuelle, considérons comme un devoir de dire combien nous sommes émus par ce qui se passe dans le Reich où l'État, usant d'une puissance qui s'est très développée pendant les dernières années, s'achemine méthodiquement et sans arrêt vers des résolutions extrêmes, afin de réduire et de faire reculer, dans le Reich, la religion chrétienne et notamment l'Église catholique — et tout cela avec une telle violence que toute défense active est réprimée par de nouvelles violences et persécutions.

Pourtant, si grand soit l'orgueil de cette puissance et si forte soit l'action entreprise, cette œuvre ne durera pas, elle ne saura troubler ou détruire l'espoir que nous avons que l'Église catholique se maintiendra dans le Reich allemand.

Aujourd'hui s'accomplit en vérité la parole du divin Sauveur : « Dans le monde, vous aurez des tribulations », mais aussi l'autre parole : « Ayez confiance, j'ai vaincu le monde », ainsi que cette parole du prophète Isaïe dans l'Ancien Testament (Is., LI, 7-8) : « Ne craignez pas les injures des hommes et ne vous effrayez pas de leurs outrages ! Car la teigne les dévorera comme un vêtement, et la gerce les rongera comme la laine. Mais ma justice subsistera à jamais et mon salut jusqu'aux siècles des siècles. » C'est pourquoi nous associons dans cette détresse, avec une grande confiance, nos prières aux vôtres et nous exhortons le peuple croyant à prier beaucoup pour vos intérêts si importants, qui sont aussi les nôtres. A ce propos, nous pensons toujours naturellement aux admonitions que le Saint-Père, extrêmement attristé par cette situation de l'Allemagne, a adressées au monde catholique :

Mais si nous prenons une très vive part à ce qui vous touche, c'est aussi parce que beaucoup de gens tâchent de créer également dans notre État des conditions semblables à celles qui se sont développées dans votre pays et de mener l'impiété à la victoire. Mais nous espérons que ces tentatives resteront sans succès et que nous pourrions à l'avenir comme aujourd'hui vous donner notre soutien et notre consolation. La mer mouvementée qui menace la barque de Pierre est aussi celle qui doit la porter, et la barque ne périra pas, quels que soient les efforts faits pour la faire couler. Nous partageons avec vous l'espoir que l'Église catholique obtiendra un succès d'autant plus grand que la haine de la religion aura été plus acharnée à l'anéantir jusqu'aux racines.

C'est cela que nous avons voulu vous dire dans un moment si difficile, à vous, nos frères dans la foi, à vous, les confesseurs du

Christ, à vous, les victimes des persécutions, à vous qui avez un droit particulier à la bénédiction du Christ, à mesure que les afflictions qu'on vous a préparées se font sentir plus vivement. *Plus toute défense paraît être impossible, plus l'aide de Dieu se révélera puissante.*

Nous sommes convaincus avec vous que, dans de pareilles circonstances, il faut penser à la parole de saint Pierre, prince des apôtres : « Voici le temps où le jugement va commencer par la maison de Dieu. Et s'il commence par nous, quelle sera la fin de ceux qui n'obéissent pas à l'Évangile de Dieu ? Et si le juste est sauvé avec peine, que deviendra l'impie et le pécheur ? Que ceux qui souffrent selon la volonté de Dieu lui confient leurs âmes comme au Créateur fidèle, en pratiquant le bien » (I Petr., iv, 17-19). Dans de telles épreuves, c'est en Jésus-Christ qu'habite toute la plénitude de la divinité, comme dit saint Paul (Col., ii, 9), c'est en Lui qu'habite toute la plénitude de la justice et de la sainteté de Dieu, mais aussi toute la plénitude de la bonté et de la miséricorde, et l'amour de Dieu est tout près de nous. Recommandons Lui toutes nos peines et toutes ces graves douleurs, toute notre cause commune, et ayons pleine confiance en Lui.

Dans leur lettre commune adressée au Souverain Pontife, les évêques autrichiens remerciaient le Père de tous les fidèles des encycliques qu'il avait promulguées en 1937, et parmi lesquelles l'encyclique *Mit brennender Sorge* était d'un intérêt particulier pour eux. Extrayons quelques phrases de cette adresse :

Avec une vive reconnaissance, nous assurons Votre Sainteté que les encycliques qu'Elle a promulguées, surtout celles de cette année, nous ont donné beaucoup de lumière, de consolation et d'encouragement. Dans toutes les occasions, Votre Sainteté a adressé aux pèlerins d'Autriche des paroles pleines d'amour, en faisant comprendre au peuple catholique d'Autriche combien Votre Sainteté nourrit la confiance que le peuple et l'État en Autriche puissent être et soient en effet comme une bénédiction au centre de l'Europe. C'est pour Nous et pour Notre peuple un nouvel encouragement à travailler incessamment à la christianisation de toute la société selon l'idée de l'Action catholique. Nous élevons nos prières au ciel pour la santé de Votre Sainteté. Nous nous adressons instamment à la Sainte Trinité, à Jésus-Christ, notre

Seigneur et Roi, à la Très Sainte Vierge et Mère de Dieu, Marie l'auguste Patronne de l'Autriche, *afin que les sans-Dieu soient efficacement tenus éloignés de notre peuple et de notre État, afin que la foi catholique y soit conservée et que s'y développe un zèle toujours plus ardent dans la pratique des vertus chrétiennes...*

LES ÉVÊQUES AUTRICHIENS ET LE NATIONAL-SOCIALISME AVANT L'ANSCHLUSS

Avant le 12 mars 1938, les évêques autrichiens ont toujours pris position contre le national-socialisme dont ils dénonçaient en termes énergiques les erreurs philosophiques et religieuses. Bornons-nous à reproduire la partie essentielle de leur lettre pastorale commune du 24 décembre 1933 :

A la doctrine du national-socialisme nous opposons *quatre vérités fondamentales* :

Première vérité :

L'humanité est une famille indivisible, fondée sur la justice et la charité. C'est pourquoi nous condamnons *l'orgueil racial national-socialiste qui ne peut pas ne pas provoquer la haine raciale et des conflits internationaux*. Nous condamnons également la loi de *stérilisation*, qui est antichrétienne et qui est une violation insupportable du droit naturel et du christianisme catholique.

Deuxième vérité :

Le véritable socialisme national chrétien est voulu par Dieu et approuvé par l'Église; car l'amour qu'on porte à son propre peuple et à sa patrie est fondé dans la nature humaine.

C'est pourquoi nous prêchons la vertu du *patriotisme chrétien* et condamnons la *trahison à la patrie* autant que *l'antisémitisme raciste et extrémiste*.

Troisième vérité :

La nation et l'État sont des réalités différentes, et l'État est au-dessus de la nation.

C'est pourquoi nous condamnons le principe national *extrémiste*. Nous défendons les droits historiques de notre patrie et nous approuvons joyeusement la propagande de l'idée autrichienne.

Quatrième vérité :

Au-dessus de tout nationalisme, il y a la religion, qui n'est pas nationale, mais supra-nationale. La religion ennoblit toute nation. Elle est donc une bénédiction pour chaque peuple. Elle est l'origine et la propagatrice d'une véritable culture dans chaque peuple. Elle n'est cependant pas limitée à un seul peuple, mais a la vocation d'apporter à toutes les nations l'évangile du salut, et de contribuer en même temps au bien-être terrestre.

C'est pourquoi nous condamnons toutes les idées et tous les efforts qui doivent fatalement mener à une Église nationale et finalement à une rupture avouée avec l'Église catholique.

Nous savons très bien que tous les adhérents du national-socialisme n'adhèrent pas à ses erreurs religieuses, mais nous regardons plus profond et voyons plus loin et nous avons raison de craindre que la logique des idées et des faits, abstraction faite des influences de puissances extérieures, ne finissent par mener à un résultat que tous les catholiques loyaux, ensemble avec nous, évêques, sont obligés de réprouver.

Faut-il rappeler que l'épiscopat autrichien a toujours soutenu Dollfuss et Schuschnigg ? Le fait est trop notoire pour avoir besoin d'une grande documentation à son appui. Contentons-nous de deux petites citations. Dans leur lettre pastorale de 1933, les évêques autrichiens disaient :

En se défendant contre le national-socialisme, le gouvernement chrétien de l'Autriche ne protège pas seulement ses droits politiques et ses intérêts légitimes, mais il érige aussi une puissante barrière contre la pénétration continuelle des erreurs religieuses du parti (national-socialiste).

Dans un discours prononcé à Linz le 10 juin 1935, le cardinal Innitzer dit :

Nous autres, en Autriche, nous continuons l'œuvre de notre chancelier héroïque Dollfuss, de ce martyr et grand homme qui savait ce qu'il voulait et qui était convaincu que sans une synthèse de la foi et de la patrie, sans le véritable patriotisme, une nouvelle Autriche ne pourrait pas être construite et ne pourrait pas être heureuse.

L'ATTITUDE DES NAZIS ENVERS LES ÉVÊQUES AUTRICHIENS AVANT L'ANNSCHLUSS

Le jour même où le chancelier Schuschnigg rendait visite au chancelier Hitler à Berchtesgaden, le *Völkischer Beobachter*, « feuille de combat du mouvement national-socialiste de la Grande Allemagne », publiait une série de caricatures intitulée « *Le chemin d'un État corporatif — Un pasteur et une bergerie* ». Le premier tableau montre des ouvriers et des paysans au travail tandis que le sombre personnage d'un prêtre s'avance. Au tableau numéro deux, il y a déjà deux prêtres, ensuite trois. Au quatrième tableau, on ne voit presque plus les autres, et au cinquième tout est noir. (*Völkischer Beobachter*, 13 février 1938.)

Quelques jours auparavant (le 9 février), le même journal hitlérien lança en première page une furieuse attaque contre le cardinal Innitzer et l'épiscopat autrichien parce qu'ils avaient organisé une réunion de propagande pour le projet de l'Université catholique de Salzbourg. Voici un extrait de l'article dont le titre était souligné en rouge :

UNE MANIFESTATION CLÉRICALE DANS LA HOFBURG DE VIENNE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE SALZBOURG DOIT DEVENIR UN FIEF DU CATHOLICISME

(Correspondance spéciale du *Völkischer Beobachter*)

Vienne, 8 février.

Une manifestation du cléricalisme sous le signe du Pape, voilà le sens d'une réception que les évêques catholiques, sous la direction du cardinal-archevêque, Dr. Innitzer, et du prince-évêque de Salzbourg, Waitz, viennent d'organiser dans le palais impérial (*Hofburg*) de Vienne, afin de battre le tambour de propagande pour l'Université catholique qu'on projette à Salzbourg et dont le Vatican désire la fondation pour un moment aussi prochain que

possible. La population, qui ne veut rien savoir de ce projet favori du Pape, qui va engloutir de grandes sommes, et qui, considérée dans la détresse économique qui existe en Autriche, sait bien qu'il y aurait de meilleurs placements pour cet argent, était scandalisée par le luxe que les évêques déployaient pendant que des centaines de milliers de Viennois ne mangent pas à leur faim.

Les évêques avaient distribué plus de quatre mille invitations aux cléricaux solvables à travers toute l'Autriche, mais mille seulement étaient venus. Le journal judéo-maçonique *Neues Wiener Tagblatt* qui, d'après le modèle de ses chroniques carnavalesques, écrivait tous les détails de la réception, s'excuse de ne pas pouvoir rendre compte de tous les costumes parce que les dames avaient dû venir toutes vêtues de noir. Il nous raconte ensuite que le noir des dames et le violet des prêtres constituaient les couleurs de base et que la draperie pourprée de l'estrade épiscopale et les uniformes des officiers y introduisaient une note plus gaie. Il va sans dire qu'avec les chefs de l'Action catholique et avec l'ancienne noblesse de cour à tendance légitimiste, il y avait aussi bon nombre de hauts militaires accourus, sous la direction du général Trenchowsky, chef d'état-major général, pour faire leur révérence au pape... Quand le président fédéral Miklas et le chancelier fédéral Tauschnigg firent leur entrée dans la salle, les évêques s'avancèrent jusqu'au milieu de la salle pour leur souhaiter la bienvenue.

Dans son allocution d'ouverture, le cardinal Innitzer affirma que c'était le désir le plus cher du Pape de voir l'érection de l'Université catholique s'accomplir encore de son vivant. « Au milieu d'une Europe déchristianisée », dit-il, « c'est Dollfuss qui s'est forcé de créer en Autriche une citadelle du catholicisme » dont l'Université catholique devait constituer la partie centrale.

Puis des fanfares entonnèrent l'hymne papal, et le prince-évêque de Salzbourg lut un télégramme du cardinal Pacelli... Waitz ajouta que le Pape considérait l'Université catholique comme un puissant et indispensable rempart contre les influences désastreuses que l'influence de notre temps exerce sur la civilisation de l'Europe. L'Université doit porter le nom d' « Université de Saint-Albert-Grand et est érigée en l'honneur de la Sainte Trinité »...

Dans beaucoup de milieux de la population on craint que l'Université ne doive pousser encore plus loin la cléricatisation de l'Autriche et qu'elle ne doive devenir une libre tribune pour l'agitation haineuse d'apôtres émigrés, de la catégorie du P. Mucker-ann.

Les quelques exemples que nous avons donnés et qui seraient facile de multiplier suffisent à démontrer quel était l'attitude des évêques autrichiens envers le national-socialisme, et quels étaient les sentiments des nazis envers les évêques autrichiens et particulièrement envers le cardinal Innitzer.

QUI SONT LES ÉVÊQUES AUTRICHIENS ?

L'Autriche compte huit diocèses, ou plutôt deux archidiocèses, cinq diocèses et un territoire gouverné par un administrateur apostolique. Les deux archevêques et deux d'entre les évêques ont droit au titre « prince-archevêque » et « prince-évêque ». Le diocèse d'Innsbruck-Feldkirch n'a pas de titulaire et est administré par l'archevêque de Salzbourg. Le Burgenland, détaché des diocèses hongrois de Győr et Szombathely, a l'archevêque de Vienne comme administrateur apostolique.

Il y a donc six évêques autrichiens, le cardinal Innitzer, prince-archevêque de Vienne et administrateur apostolique du Burgenland; Mgr Waitz, prince-archevêque de Salzbourg et administrateur apostolique du diocèse d'Innsbruck-Feldkirch; Mgr Pawlikowski, prince-évêque de Seckau (avec résidence à Gratz), chargé en même temps des fonctions d'évêque-aumônier de l'armée; Mgr Hefter, prince-évêque de Gurk (avec résidence à Klagenfurt); Mgr Gfoellner, évêque de Linz (Haute-Autriche); Mgr Memelauer, évêque de Saint-Pölten (Basse-Autriche).

Des six évêques autrichiens, trois sont nés en dehors de l'Autriche actuelle. Le cardinal Innitzer est originaire de Bohême et est donc ce qu'on appelle aujourd'hui *Sudetendeutscher*, un Sudète. Mgr Waitz est un Tyrolien du Sud, sa ville natale Brixen (Bressanone) est

présent italienne. Mgr Hefter, enfin, est originaire de la Bavière.

Le cardinal Innitzer est né le 25 décembre 1875 à Veipert (Tchécoslovaquie). Prêtre depuis 1902, il était de 1913 à 1932 professeur à l'Université de Vienne où il tenait, dans la faculté de théologie, la chaire d'exégèse du Nouveau Testament. Il était aussi secrétaire général de la Société Léon XIII (*Oesterreichische Leo-Gesellschaft*) qui groupe dans ses onze sections les savants, les écrivains et les artistes catholiques. En 1928, Mgr Innitzer fut élu recteur de l'Université de Vienne. De 1929 à 1930, il était ministre de la Prévoyance sociale dans le cabinet Schober qui avait une orientation assez angermaniste, mais qui fut forcé, en septembre 1930, de démissionner pour laisser la place au premier gouvernement où les *Heimwehr* étaient officiellement représentées, c'est-à-dire au cabinet Vaugoin-Seipel-Staremberg. C'est Mgr Innitzer, ministre de la Prévoyance sociale, qui confia au jeune Engelbert Dollfuss sa première position dirigeante à Vienne (comme directeur des assurances sociales pour les ouvriers agricoles). Au gouvernement, Mgr Innitzer représentait le parti chrétien-social, mais il se tenait quand même assez éloigné des luttes politiciennes. Après la mort du cardinal Piffl, Mgr Innitzer fut nommé, en 1932, archevêque de Vienne; en 1933, il reçut des mains du Souverain Pontife la pourpre cardinalice. Avec un grand zèle, le cardinal Innitzer se mit à l'œuvre. N'oublions pas que Vienne est une des villes les plus déchristianisées de l'Europe. La construction de nouvelles églises, l'organisation de l'Action catholique, la fondation d'œuvres spécialisées, voilà quelques-uns des mérites du Cardinal. Suivant les traces du cardinal Faulhaber, le cardinal Innitzer se lança aussi dans le mouvement pour la paix. Comme orateur dans des meetings organisés par la Société autrichienne pour la S.D.N., le cardinal Innitzer prononça quelques-unes des plus courageuses condam-

nations du militarisme qui soient jamais venues d'une personnalité ecclésiastique si hautement placée. Il s'inspirait du livre du P. Stratmann, O. P., et des sermons du cardinal Faulhaber. Mais une chose que les nazis lui reprochaient plus que tout le reste, c'était la fondation de l'*Œuvre de Saint-Paul* (*Pauluswerk*) qui s'occupait des Juifs et de la question juive. L'abbé Johannes Esterreicher, un prêtre d'origine juive (il se trouve maintenant en prison), en était le directeur et dirigeait une excellente revue, *Die Erfüllung*. Pour le premier numéro, le cardinal Innitzer écrivit une préface où il dit : « *Die Erfüllung* veut être, dans ce temps de confusion et de l'obscurité, une voix de l'esprit et de la vérité. Elle a pour but de faire voir aux Juifs et aux chrétiens la signification *religieuse* du judaïsme. Elle a donc la vocation d'abattre des murs que les hommes ont érigés par l'ignorance et la discorde, par l'erreur et le péché. Elle servira la paix, — rien n'est plus nécessaire aujourd'hui, — non pas une fausse paix, mais la véritable paix qui vient de la Vérité de Dieu. » — Le cardinal Innitzer a toujours été une personnalité irénique. Quant à la politique, il a depuis longtemps recommandé au clergé de s'en tenir éloigné dans la mesure du possible.

Mgr Waitz, prince-archevêque de Salzbourg, est d'un tempérament plus combattif. Ancien éducateur de l'empereur Charles, il n'a jamais caché ses sentiments libéraux et libéralistes. Évêque-journaliste et évêque-conférencier, il a collaboré par de nombreux articles aux journaux et revues catholiques et a pris la parole dans des réunions et des congrès, un peu partout en Europe et aussi aux États-Unis. Mgr Waitz est l'auteur d'un grand nombre de livres et s'est surtout intéressé à la question sociale. Né à Brixen (aujourd'hui Bressanone) le 29 mai 1861, prêtre depuis 1886, il devint en 1899 professeur au séminaire de Brixen, en 1913 évêque auxiliaire et vicaire général pour le Vorarlberg. Depuis 1918, il était l'administrateur apostolique de cette partie du diocèse

était restée autrichienne. En 1934, il fut nommé évêque d'Innsbruck-Feldkirch. La même année, le chapitre métropolitain de Salzbourg l'a élu, sur une liste de trois candidats rédigée par le Saint-Siège, prince-archevêque de Salzbourg et primat de la Germanie. Récemment encore, Mgr Waitz prononça un sermon très énergique contre le national-socialisme.

Parmi les autres évêques autrichiens, Mgr Gfoellner était le plus antinaziste.

ENTRE LE 12 FÉVRIER ET LE 12 MARS

Dans les semaines décisives qui s'écoulèrent entre la rencontre de Berchtesgaden et le coup de force du 12 mars, les évêques autrichiens émirent des appels à leurs diocésains et les exhortèrent à soutenir les efforts du chancelier Schuschnigg. Le 26 février 1938, le cardinal Innitzer publie un appel où il dit :

Jeudi dernier, dans son grand discours devant l'Assemblée fédérale, *le chancelier Schuschnigg a prononcé des paroles vraiment libératrices qui firent frémir de joie les cœurs de tous les véritables Autrichiens.* Il nous a montré la haute culture pour laquelle nous, Autrichiens, avons à travailler, fiers de notre vieille tradition...

Dans l'esprit de ces paroles, nous catholiques voulons travailler avec un dévouement total pour notre patrie bien-aimée, pour notre peuple et pour la véritable culture chrétienne. Dans la loyauté et dans le travail, personne ne doit nous dépasser. Cela, nous voulons le prouver, quel que soit le lieu où Dieu nous a placés...

Pour implorer la bénédiction de Dieu sur l'œuvre de nos chefs et de leurs collaborateurs, nous voulons prier, au cours du Carême, que Dieu accomplisse l'œuvre de la paix en Autriche et dans le monde entier.

Je désire aussi qu'il y ait désormais chaque mois, et dans toutes les paroisses, selon les possibilités, une *messe célébrée spécialement pour la paix et la liberté de notre patrie autrichienne.*

THEODOR, cardinal INNITZER, archevêque.

Presque le même jour, le prince-archevêque de Salzbourg ordonna des prières spéciales « *pour la liberté, l'indépendance et le caractère catholique de l'Autriche*. Voici quelques extraits du mandement :

Le moment est grave. Dans les États autour de nous, les armements de guerre sont renforcés par tous les moyens. Certains événements politiques ont des conséquences très sérieuses. Personne ne peut nier qu'il existe le danger d'une nouvelle guerre; si elle venait, ce serait une guerre mondiale d'une énorme étendue d'une nature si terrible qu'il serait difficile de s'imaginer quelque chose de pire. Tout cela devient encore plus fatal par le fait que l'incroyance menace d'inonder toute l'Europe...

En vue de cette situation menaçante, j'ordonne que le Saint Sacrement soit exposé dimanche prochain dans toutes les églises pour une adoration de dix heures et que, dans la grand'messe, la cérémonie de la consécration au Sacré Cœur de Jésus soit renouvelée d'une façon solennelle. *Qu'en souvenir du chancelier décedé Dollfuss tout le peuple implore la Sainte Vierge : « Sainte Marie, puissante mère de l'Autriche, priez pour nous ! »*

Plus un peuple s'efforce de devenir saint, plus l'aide de Dieu est certaine. *Multiplions les prières pour le maintien de la paix entre les nations, pour le bien-être de notre patrie, pour le gouvernement qui, dans un moment si grave, conscient de sa lourde responsabilité, fait des efforts pour sauvegarder la liberté, l'indépendance et le caractère catholique de l'Autriche.*

II. L'ANSCHLUSS EST FAITE

L'AUTRICHE MISE AU PAS

Nos lecteurs connaissent les événements des 11, 12 et 13 mars. Par un coup de force, préparé de longue main à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Autriche, les nazis balayèrent toute résistance et occupèrent les postes de commandement. Un ouragan d'enthousiasme naziste se déferla sur le pays. Il est cependant nécessai-

mettre ce terme d'« enthousiasme » entre guillemets, dans le régime totalitaire ce n'est point une explosion spontanée de la joie, mais un phénomène plutôt complexe, produit méthodiquement selon les règles de l'art de manier des masses. La peur y joue un très grand rôle. Peut-être ceux qui crient le plus haut et poussent le plus fanatiquement leur *Heil Hitler* sont-ils ceux qui ont les plus grandes craintes pour leur avenir. Ils veulent faire oublier leur attitude passée et veulent faire battre leurs battements de cœur et leur désespoir. Une nouvelle va commencer. Qu'y deviendrons-nous si nous ne sommes pas du côté des puissants ? Il y a, n'est-ce pas, des camps de concentration, des « suicides », la détention protectrice », il y a une *Gestapo*, il y a du froid d'un côté et la famine de l'autre. Hurlons à pleine voix, crions *Ein Reich, Ein Volk, Ein Führer*, peut-être nous pardonnera-t-on aujourd'hui de ne l'avoir pas crié plus tôt. Faisons ce que tout le monde fait, et appelons-le « la voix du sang ». — Parce que personne n'aime à avouer qu'il est devenu lâche, beaucoup finissent par croire véritablement à ce slogan. Ainsi la voix de la peur se transforme en « voix du sang ».

En Autriche, les méthodes de « synchronisation » qui avaient fait leurs preuves dans le Reich furent immédiatement employées. Les dirigeants du Front patriotique furent incarcérés, « suicidés » ou poussés en exil. Les organisations furent dissoutes, des maisons occupées, des journaux « mis au pas ». Immédiatement après le coup d'État, les immeubles des journaux catholiques furent occupés par des troupes d'assaut hitlériennes. Les directeurs et les rédacteurs trop compromis furent arrêtés s'ils n'avaient pas réussi à franchir la frontière. Les « commissaires d'État » nazistes prirent la direction en main. Parmi les rédacteurs catholiques, on en trouva toujours quelques-uns qui affirmaient avoir eu depuis longtemps des sympathies pour le national-socialisme ; il y en avait certainement qui, pour quelque rai-

son que ce soit, avaient été en mauvais termes avec le rédacteur en chef et qui attribuèrent maintenant cette querelle personnelle à la « voix du sang ». Les journaux catholiques, à commencer par la *Reichspost* de Vienne (dont le directeur, le docteur Friedrich Funder, avait gagné la Hongrie), se mirent donc immédiatement à chanter les louanges des « libérateurs » nazistes et à citer l'Évangile et saint Thomas d'Aquin pour prouver des choses qu'ils avaient condamnées hier comme hérétiques et dangereuses.

Dans plusieurs cas, les nazis locaux avaient, dans la première hâte révolutionnaire, supprimé purement et simplement les journaux catholiques. Cela ne correspondait pas aux intentions du parti qui voulait s'en servir encore pour « synchroniser » les abonnés bien pensants de cette presse. Au bout de quelques jours, tous les quotidiens existaient de nouveau, tous mis au pas, tous présentant un national-socialisme 150 pour 100. Seulement dans le cas de la *Salzburger Chronik*, les nazis n'ont pas changé le titre ; elle s'appelle maintenant *Salzburger Zeitung*. Pour justifier l'infâme méthode de nazifier le peuple par une presse qui continuerait à passer pour catholique, et souvent à l'aide de rédacteurs qui avaient depuis toujours milité dans les rangs des unions catholiques, les nazis avaient un beau prétexte : Il s'agissait de sauver le travail du nombreux personnel des quotidiens catholiques.

Disons quelques mots au sujet du docteur Franz Riedl qui dirige maintenant, à titre de « commissaire d'État national-socialiste, la *Reichspost*, jadis le plus important journal catholique de l'Europe centrale. Riedl avait été du mouvement de jeunesse catholique *Neuland* et s'était spécialisé depuis longtemps dans ce qu'on appelait *Volksdeutsche Arbeit*, c'est-à-dire la collaboration avec les populations allemandes des différents pays. Il est l'auteur d'un livre sur Mgr Seipel, qu'il présente comme un champion du germanisme, et de nombreux arti-

qui sont parus en Autriche et en Allemagne. Il faisait partie du comité de rédaction de la grande revue *Stimmen der Jugend* qui était un organe commun des jeunes catholiques allemandes des différents pays et des différentes tendances et organisations. Quand les *Stimmen der Jugend* firent paraître, en janvier 1931, un numéro spécial consacré à l'Autriche, c'est Franz Riedl qui lui obtint, entre autres, un article venant d'un jeune Tyrolien qui s'appelait Kurt von Schuschnigg et habitait Innsbruck. Schuschnigg y parle d'ailleurs sur un ton assez nationaliste, en rejetant le parlementarisme et le « pacifisme bêlant ». Schuschnigg préconise, dans cet article, une politique catholique « révolutionnaire » et « radicale » et rejette Marx et Hitler au même titre. A ce moment-là, Riedl n'était pas encore naziste, mais il était déjà sur la voie qui devait le mener à son attitude actuelle. On éprouve un sentiment assez mélancolique quand on regarde ce vieux numéro des *Stimmen der Jugend* (qui devaient se transformer plus tard en *Die Junge Front* et en *Michael*). Schuschnigg est en « détention protectrice » tandis que Riedl est « commissaire d'État » naziste d'un journal ex-catholique. Un autre membre du comité de rédaction, Franz Steber, se trouve dans une maison de correction où il est devenu aveugle grâce au traitement que le régime brun lui a infligé; un troisième, Wilhelm Solzbacher, vit en exil, d'autres continuent à travailler en Allemagne pour ce qui est resté des organisations catholiques autrefois si florissantes. Il est vrai que Franz Riedl n'est pas le seul d'entre ses anciens collègues qui ait fait carrière; un autre a obtenu une position bien payée à la direction d'un poste de T.S.F., où il s'efforce par tous les moyens à faire oublier son passé « suspect »...

Dans l'*Osservatore Romano* du 24 mars, le comte Dalla Torre a publié un intéressant article sur la nouvelle attitude de la *Reichspost*, et, le lendemain, le col-laborateur de l'organe du Vatican qui signe « G. G. » a

repris le même sujet pour aboutir à la conclusion que l'article de la *Reichspost* sur *Der Katholik im neuen Reich* (« Le catholique dans le nouveau Reich ») fait penser à ce que le Souverain Pontife, avec une profonde amertume, disait aux fidèles dans l'encyclique *Mit breitem Namen* : « Mille bouches répètent aujourd'hui à vos oreilles un évangile qui n'a pas été révélé par le Père céleste. Des milliers de plumes écrivent au service d'un semblant de christianisme qui n'est pas le christianisme du Christ. »

L'article de la *Reichspost* mérite cependant d'être pris au sérieux. Il devait montrer aux catholiques autrichiens comment une véritable trahison peut se justifier par de tels arguments pseudo-chrétiens. On y trouve des affirmations venues de l'arsenal de propagande du national-socialisme totalitaire. Certes, à grands renforts d'arguments, on peut leur donner une interprétation qui est en deçà de la ligne de l'hérésie. Il est cependant évident que ce n'est pas l'interprétation « officielle » des dirigeants nazistes qui, après une courte période de transition, assurent eux-mêmes la prédication de leur doctrine et ne laissent rien subsister des discrètes réserves de leurs propagandistes catholiques.

L'Action catholique, qu'est-elle devenue sous le nouveau régime en Autriche ? Il est trop tôt pour dresser un bilan des pertes. Mais il est certain que presque rien ne subsistera. Plusieurs organisations catholiques ont été dissoutes entièrement et irrévocablement sur tout le terrain de l'ancienne Autriche. Ce sont :

a) La Fédération chrétienne de Gymnastique (*Christlich-deutsche Turnerschaft Österreichs*) qui comptait 265 associations locales et paroissiales avec 35.000 membres;

b) La Fédération des Scouts catholiques de Saint Georges (*Pfadfinderkorps Sankt Georg*) avec 155 groupes et presque 5000 membres;

c) Toutes les associations d'étudiants (elles étaient nombreuses et confédérées dans la *Katholische Deutsche Hochschülerschaft Österreichs*).

Quant au *Reichsbund* (Association Catholique de la Jeunesse Autrichienne), au *Gesellenverein* (Société Kolping, œuvre sociale de la jeunesse ouvrière et artisanne) et aux associations féminines, la situation est encore peu éclaircie. Des groupes locaux et régionaux ont été dissous, des maisons leur appartenant ont été confisquées et transformées en centres d'organisations nazistes, des chefs ont été incarcérés; mais ces mesures ne paraissent pas avoir été prises sur tout le territoire de l'ancien État autrichien, et aucun décret définitif n'a été émis.

Les écoles se sont toutes orientées vers la propagande du national-socialisme, un changement du personnel dirigeant a été effectué; mais l'ensemble de l'organisation scolaire n'a pas encore été « réorganisé ». Bien entendu, le projet de l'Université catholique à Salzbourg n'a plus de chances d'être réalisé.

UNE PROTESTATION CONTRE LE CARDINAL VERDIER

Au moment où prenait fin l'indépendance autrichienne, le cardinal Verdier, archevêque de Paris, fit la déclaration suivante :

Notre devoir, à cette heure tragique, est de dire toute notre sympathie émue et profonde pour l'Autriche catholique. Peut-être, si la France était plus prospère et plus forte, pourrait-elle empêcher de si tristes événements. Aussi je ne puis qu'émettre le vœu que notre cher pays trouve dans l'union de tous les bons Français le secret de son prestige et de sa force et le moyen de secourir tous les opprimés.

Sous le titre « *Le cardinal-archevêque de Paris trouble-fête* », le Bureau de Presse catholique « *Deo et Patriae* » de Berlin (cette étrange succursale du ministère

de la Propagande où malheureusement quelques prêtres, malgré l'interdiction de leur évêque, Mgr Preysing, continuent à collaborer) publia une réponse que nous citons d'après l'édition française de son bulletin hebdomadaire :

Un curé catholique-romain du diocèse de Berlin nous écrit : « Le cardinal-archevêque de Paris, Son Éminence Verdier, publie dans la presse française une déclaration d'après laquelle c'est un devoir à cette heure de tristesse d'assurer l'Autriche catholique de la sympathie et de la solidarité de la France catholique. Si la France était plus forte, il eût été peut-être possible d'empêcher ces événements tragiques. Pour le moment, il ne reste au cardinal que de souhaiter que la France, grâce à l'union de tous les bons Français, puisse retrouver la force *pour pouvoir bientôt venir au secours de l'Autriche opprimée* »

Voilà le langage d'un serviteur du Christ. Voilà ce que dit le chef officiel de l'Église catholique en France. J'espère que le Saint-Père fera comprendre à S. Éminence Verdier que par cette déclaration il n'a rendu de service ni à la sainte Église ni à la France ni à l'Autriche. *C'est effrayant de penser qu'il y a des cardinaux faisant fi de la doctrine chrétienne, de l'amour du prochain, de la paix sur la terre, possédés qu'ils sont d'une soif de sang tout à fait antichrétienne et anticatholique.*

Je proteste contre la déclaration du cardinal-archevêque de Paris et j'en ai informé le Vatican.

Cette lettre se passe facilement de commentaire.

LES ÉVÊQUES APRÈS LE COUP D'ÉTAT

Dès le 13 mars, l'*Osservatore Romano* reproduisit une note de l'agence Stefani d'après laquelle Mgr Waitz aurait été arrêté. Quelques jours plus tard, l'organe de la Cité du Vatican précisa que le palais archiépiscopal avait été fouillé par les nazis et que Mgr Waitz avait été soumis à une surveillance spéciale. Il fut gardé à vue par un groupe de S.S. Quand le prince-archevêque voulait partir pour Vienne où il devait assister à la réu-

On des évêques autrichiens, il demanda la protection de la police pour se rendre à la gare. Mais la police commença par fouiller la personne de l'archevêque sous l'énorme prétexte qu'« il pourrait porter sur lui des documents prouvant ses relations avec le communisme (!) français et belge ».

La presse publia des notes d'après lesquelles Mgr Zellner, évêque de Linz, et Mgr Pawlikowski, prince-évêque de Seckau, auraient été arrêtés. A Graz (voir *Osservatore Romano* du 24 mars), des manifestants nazis auraient pénétré dans le palais épiscopal et auraient emporté des livres et des documents. L'après-midi du 13 mars, Mgr Pawlikowski aurait été amené en prison, au milieu d'une foule hostile, et aurait été soumis à une série d'interrogatoires de police. Finalement, un commissaire de police berlinois se serait excusé auprès de lui, en affirmant qu'il n'aurait pas été arrêté pour quelque délit qu'on lui reprochait, mais seulement pour le mettre à l'abri d'éventuelles agressions de la part des... communistes.

Il est très difficile de vérifier les détails de ces comptes rendus (les évêques en question se sont bien gardés de confirmer ou de les démentir), mais il est évident qu'envers les évêques autrichiens les nazis ont employé leurs méthodes usuelles, qui commencent par l'intimidation et le déploiement de la force et qui se poursuivent par les belles promesses.

III. LE CARDINAL INNITZER

LES PREMIÈRES DÉCLARATIONS DU CARDINAL INNITZER

Le 12 mars, les troupes allemandes commencèrent l'occupation militaire de l'Autriche. Le soir du même jour, le cardinal Innitzer publia l'appel suivant :

Les catholiques de l'archidiocèse de Vienne sont invités à prier

le dimanche 13 mars pour remercier Dieu Notre-Seigneur de ce que la grande révolution politique s'est accomplie sans effusion de sang. Qu'ils prient aussi pour un avenir heureux de l'Autriche. Il va sans dire que tous les ordres des autorités doivent être accomplis volontairement et de bonne foi.

Cet appel ne trouva pas la sympathie du *Schwarzer Korps*, organe de la plus pure élite hitlérienne, qui, le 17 mars, fit remarquer :

Le cardinal Innitzer, pasteur ecclésiastique de Vienne, s'adressé par un appel à ses ouailles pour les inviter à obéir aux autorités et à prier pour l'Autriche. *Le peuple allemand prie pour l'Allemagne, mais il prie, d'après son habitude, par l'action.*

Que Dieu protège l'Autriche! disait — n'était-ce pas avant-hier — M. Schuschnigg, et Dieu l'a miraculeusement protégée après de longues années de tribulation, il vient de la protéger définitivement — contre ses ennemis. Leurs prières n'ont eu aucun succès.

Le catholicisme politique qui se réfugie maintenant en Autriche comme chez nous dans les équivoques, qui veut à présent remercier Dieu de ce que la Révolution nationale s'est accomplie sans effusion de sang bien qu'il était hier encore sur le point de noyer l'Autriche dans une mer de sang — le catholicisme politique, disons-nous, le plus infâme de tous les systèmes politiques vient de subir, sur la terre d'Autriche et dans le cœur des Autrichiens, la plus terrible défaite qu'il ait jamais connue et que nous voulons décisive.

Après l'entrée triomphale d'Adolf Hitler à Vienne, le cardinal Innitzer rendit visite au Führer, et le *Deutsches Nachrichten-Bureau* en parla dans un communiqué dont les termes provoquèrent partout une grande surprise. Voici :

Mardi, le cardinal Innitzer, archevêque de Vienne, rendit au Führer une visite à l'hôtel Impérial. *Il manifesta sa joie de l'union de l'Autriche allemande avec le Reich ainsi que la volonté des catholiques autrichiens de collaborer activement à l'œuvre de reconstruction allemande.*

La conversation dura vingt minutes, M. von Pape

Mgr von Jauer y assistaient. Le lendemain, le cardinal Innitzer émit des directives (*Richtlinien*) que le clergé et le peuple de l'archidiocèse de Vienne et du Burgenland devaient suivre :

1. *Les prêtres et les fidèles soutiennent sans réserves l'État Grand-Allemand et ses dirigeants, car la lutte, sur l'échelle de l'histoire mondiale, contre la frénésie criminelle du bolchevisme et pour la sécurité de la vie allemande, pour la création de pain et de travail, pour la puissance et l'honneur du Reich et pour l'unité du peuple allemand, est visiblement bénie par la Providence.*

2. *La seule tâche des prêtres est la charge des âmes, la célébration de la sainte messe et l'exercice des autres fonctions ecclésiastiques, comme l'administration des saints sacrements et la prédication de la parole comme nous l'avons reçue de la sainte Écriture et de la tradition.*

3. *C'est pourquoi les prêtres doivent spontanément se tenir éloignés de toute politique et regarder l'avenir avec confiance.*

4. *La foi en l'union intérieure des âmes a cette conséquence que les chrétiens sont convaincus que la communauté naturelle de la nation est le moyen de réaliser une idée divine, d'où il s'ensuit que la pratique des vertus naturelles est la condition d'une vie religieuse authentique.*

5. *Je recommande aux dirigeants des organisations de jeunesse de préparer l'incorporation de leurs mouvements dans les organisations de jeunesse du Reich allemand.*

« *L'Église n'aura pas à regretter sa fidélité envers l'État Grand-Allemand* », — cette parole-là du Führer garantit que l'Église peut accomplir sa véritable tâche.

Les catholiques dans leur ensemble feront de leur mieux pour servir le bien-être du Reich, du peuple et de la patrie.

Ces *Richtlinien* vont plus loin que tout ce qu'on a vu jusqu'ici, même beaucoup plus loin que les déclarations épiscopales qui devaient jouer un rôle si important dans la campagne plébiscitaire. Elles n'ont pas été publiées dans la presse quotidienne allemande. On attendait sans doute que les autres évêques autrichiens les prissent à leur compte. Mais tous se montraient plus prudents et se contentaient de recommander à leurs diocésains de se

montrer loyaux et obéissants envers les nouvelles autorités (1).

(1) *Une mise au point du cardinal Innitzer.* — Trop tard pour en tenir compte dans notre étude documentaire sur « L'Église et les événements d'Autriche », nous avons eu connaissance d'une lettre du cardinal Innitzer adressée à un journal qui avait publié les *Richtlinien* que le cardinal-archevêque aurait communiquées à son clergé. On verra que cette mise au point diminue d'une façon importante la portée des *Richtlinien* qui, tout en ayant été rédigées par le cardinal, sont restées à l'état de projet et n'ont pas été effectivement communiquées au clergé. Le journal auquel le cardinal Innitzer a fait parvenir cette explication avait notamment critiqué le cinquième point où le projet demandait aux chefs de la jeunesse catholique de préparer l'incorporation de leurs œuvres dans la Jeunesse hitlérienne. Voici la lettre :

L'ARCHEVÊQUE DE VIENNE.

Vienne, le 28 mars 1938.

Monsieur le Directeur,

A propos de l'article paru dans le numéro 5 de votre journal, je tiens à vous faire remarquer que le texte en question était un *projet* qui n'a été publié nulle part à l'intérieur de notre pays. Il n'a pas été envoyé au clergé ou lu au prône. Ce n'est que par l'indiscrétion d'un correspondant qui a trouvé des moyens pour se le procurer qu'il est parvenu à l'étranger. Après cette mise au point, il n'est sans doute pas nécessaire de revenir au cinquième point des consignes.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

THEODOR, card. INNITZER.

Les *Richtlinien* ont été reproduites dans de nombreux journaux catholiques et non-catholiques en dehors de l'Autriche et de l'Allemagne. Nous regrettons cette large diffusion d'un texte non officiel et nous nous réjouissons que ces « directives » qui allaient considérablement plus loin que tout le reste n'aient pas été adoptées. Nous avons dit que la « déclaration solennelle » des évêques autrichiens paraît avoir été un compromis entre les *Richtlinien* du cardinal Innitzer et les opinions plus modérées des autres évêques. La vérité est que le cardinal lui-même a renoncé à ce texte malheureux.

LES DÉCLARATIONS COMMUNES DES ÉVÊQUES AUTRICHIENS

Probablement le cardinal Innitzer soumit les *Richtlinien* à la conférence épiscopale. Dans ce cas, la « déclaration solennelle » du 18 mars serait un compromis entre les *Richtlinien* du cardinal Innitzer et l'attitude plus modérée des autres évêques.

Le dimanche, 27 mars 1938, trois déclarations épiscopales furent lues dans toutes les églises autrichiennes. Toutes les trois ont rapport au même sujet. La première porte la date du 18 mars et les signatures de tous les évêques, la deuxième porte la date du 21 mars et les signatures des deux archevêques seulement, la troisième est datée du 25 mars et signée par chacun des évêques. Les deux premières déclarations ont été publiées, en reproductions photographiques, sur la première page de tous les journaux allemands et ont été affichées partout en Autriche et dans le Reich sur les colonnes de publicité et les panneaux de la campagne plébiscitaire. La troisième n'a été publiée nulle part en Allemagne et n'est connue que grâce à l'*Osservatore Romano* du 27 mars.

Pourquoi trois déclarations au lieu d'une seule ? Sans doute parce que certaines choses s'étaient passées entre le 18 et le 21 et entre le 21 et le 25 mars. Entre le 21 et le 25, s'était sans doute produite une intervention soit du pape apostolique, soit du Saint-Siège directement. Entre le 18 et le 21, il y a eu de nouvelles négociations avec le Haut Commissaire national-socialiste au Plébiscite, le *Gauleiter* Buerckel, qui était évidemment déjà intervenu avant la rédaction du premier texte.

Voici les trois déclarations épiscopales (traduction littérale) :

DÉCLARATION SOLENNELLE

Par conviction intime et de notre propre volonté, nous, évêques des provinces ecclésiastiques d'Autriche, déclarons, à l'occasion

des grands événements historiques que vient de vivre l'Autriche allemande, ce qui suit :

Nous reconnaissons avec joie que le mouvement national-socialiste, dans le domaine de la reconstruction raciale et économique aussi bien que de la politique sociale, a accompli et accomplit tous les jours des choses remarquables pour le Reich et le peuple allemand et notamment pour les éléments les plus pauvres de la population. Nous sommes convaincus aussi que l'activité du mouvement national-socialiste a écarté le péril du bolchevisme athée et destructeur.

Les évêques accompagnent le programme pour l'avenir de leur peuple, leurs meilleurs vœux et bénédictions, et exhortent les fidèles dans ce sens.

Le jour du plébiscite, ce sera pour nous, évêques, un devoir national évident de nous rallier comme Allemands au Reich allemand, et nous attendons de tous les chrétiens croyants qu'ils sachent ce qu'ils doivent à leur peuple.

Vienne, le 18 mars 1938.

*Signatures du cardinal INNITZER et
NN. SS. WAITZ, HEFTER, PAWLICKI,
SKI, GFOELLNER et MEMELAUER.*

AVANT-PROPOS A LA DÉCLARATION SOLENNELLE DES ÉVÊQUES AUTRICHIENS AU SUJET DU PLÉBISCITE

Après un débat approfondi, nous, évêques d'Autriche, face à ces grandes heures historiques que vit le peuple autrichien et dans le sentiment que dans ces jours l'aspiration millénaire de notre peuple vers l'union dans un grand Reich des Allemands trouve son accomplissement, avons décidé d'adresser l'appel suivant à tous nos fidèles.

Nous pouvons le faire sans inquiétude, d'autant plus que le délégué du Reich pour le plébiscite en Autriche, le Gauleiter Burckel, nous a fait connaître la ligne loyale de sa politique qui est pour mot d'ordre : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Vienne, le 21 mars 1938.

*Pour la Province ecclésiastique
Vienne : THEODOR, card. INNITZER
Pour la Province ecclésiastique
Salzbourg : SIGISMUND WAITZ,
prince-archevêque.*

DÉCLARATION SUPPLÉMENTAIRE

Afin d'éviter tout malentendu au sujet de la déclaration qui sera lue demain, dimanche, il faut encore faire remarquer qu'elle est, bien entendu, sous la pleine garantie des droits de Dieu et de l'Église.

Vienne, 25 mars 1938.

THEODOR, card. INNITZER.

A MM. les doyens et curés de l'archidiocèse de Vienne.

Le 18 mars, c'est-à-dire une dizaine de jours avant la publication de la « déclaration solennelle », le cardinal Innitzer en envoya le texte à M. Buerckel, accompagné de la lettre suivante :

L'ARCHEVÊQUE DE VIENNE.

Vienne, le 18 mars 1938.

Monsieur le Gauleiter,

Je vous transmets la déclaration ci-jointe des évêques. Vous pouvez en conclure que nous autres, évêques, avons spontanément et sans contrainte accompli notre devoir national. Je sais que cette déclaration sera suivie d'une bonne collaboration.

Avec l'expression de ma considération distinguée et avec *Heil Hitler*,

THEODOR, cardinal INNITZER.

De cette lettre aussi, une reproduction photographique fut publiée dans la presse autrichienne et allemande et sur des milliers de panneaux d'affichage. La lettre est écrite à la machine, mais le *Heil Hitler* y est ajouté de la main du cardinal.

L'*Osservatore Romano* n'a publié ni la « déclaration solennelle », ni l'« avant-propos », ni la lettre au Gauleiter Buerckel. Mais le 2 avril, il publia en première page, sous une forme typographique qui en fit ressortir le caractère officiel, la note suivante :

A la suite d'interprétations différentes, souvent tendancieuses,

même de côtés d'où l'on ne l'aurait pas attendu, à propos de la déclaration bien connue de l'épiscopat autrichien, nous sommes autorisés à communiquer, à titre de constatation de fait, et sans attraction faite de toute considération ou question d'ordre politique, qu'elle fut formulée et signée sans aucune entente préalable, approbation postérieure du Saint-Siège, et sous la seule responsabilité de l'épiscopat lui-même.

« LE VRAI ET LE FAUX CATHOLICISME POLITIQUE »

Le soir du vendredi, 1^{er} avril, le poste radiophonique du Vatican diffusa une conférence sur « le vrai et le faux catholicisme politique » qui, sans nommer les évêques autrichiens, fit allusion à leur attitude en la critiquant d'une façon assez vigoureuse. Cette conférence provoqua une vive sensation dans l'opinion publique de tous les pays, et la presse en publia des extraits qui ne donnaient cependant pas tout le sens de cette étude. Elle ne semble être assez intéressante pour être reproduite intégralement.

Das Schwarze Korps du 17 mars 1938, en commentant la première déclaration du cardinal-archevêque de Vienne sur la situation nouvelle en Autriche, écrivait ceci : « Le catholicisme politique, le plus infâme de tous les systèmes politiques, vient de surgir sur la terre d'Autriche et dans les cœurs des Allemands, la plus terrible défaite qu'il ait jamais connue et que nous voulons défaire. A partir d'aujourd'hui, nous considérerons toute tentative de faire quand même cette politique comme un acte purement criminel. »

Du point de vue des principes, il faut répondre à cette remarque du *Schwarzes Korps* de la façon suivante :

D'abord : D'après l'opinion des adversaires de l'Église, le terme « catholicisme politique » veut dire que le Pape, les évêques et les fidèles feignent de s'inspirer, dans leurs aspirations civiques et sociales, de principes purement religieux et moraux, mais qu'ils veulent en réalité obtenir ou maintenir des avantages terrestres et des positions de puissance.

Cette conception du catholicisme politique se trouvait déjà chez les libéraux bourgeois et les marxistes, en sorte que le national-socialisme, qui fait tant d'efforts pour se déclarer antilibéral et antimarxiste, parle ici le même langage que les libéraux et les marxistes avec lesquels il se trouve dans ce domaine, comme dans d'autres, dans le même front culturel.

Le catholicisme politique authentique — si l'on veut se servir d'un terme si impropre et tellement susceptible de provoquer des malentendus — veut dire que le Pape, les évêques et les fidèles doivent avoir pour but que *les principes du Créateur et Sauveur du monde soient mis en pratique partout, même dans le domaine de la vie étatique et sociale*.

C'est pourquoi ce catholicisme politique est, dans son sens le plus profond, une chose religieuse et chrétienne. Si l'on veut le qualifier de « criminel », cela veut dire qu'on abuse de la puissance de l'État pour combattre le christianisme. Au service de ce « catholicisme politique », le magistère ecclésiastique, notamment le Souverain Pontife glorieusement régnant, a pris position dans de solennelles encycliques et déclarations qui concernent les bases morales de la vie politique et sociale. Au service du même « catholicisme politique », les fidèles, conscients de l'obligation qu'ils ont contractée par le baptême et la confirmation, se sont groupés dans les différents pays sous des formes diverses pour travailler à la réalisation des principes chrétiens.

L'Action catholique elle aussi — si elle veut rester fidèle à la volonté de son fondateur — ne peut renoncer à l'effort de pénétrer tous les domaines de la vie terrestre, sans aucune exception, des principes de l'ordre moral divin. Une méconnaissance de cette vérité, une limitation de l'activité catholique au domaine soi-disant purement religieux — pour employer cette formule équivoque si chère à certaines gens — serait une hérésie, une erreur dogmatique.

Il y a sans doute aussi un faux catholicisme politique. Mais ce n'est pas la chose chimérique que les nationaux-socialistes, selon l'exemple des libéraux et des marxistes, s'imaginent. *Ce faux catholicisme politique inspire au contraire la conduite de certains catholiques — qu'ils soient simples croyants ou occupent des charges dans la vie politique — conduite fondée sur une prudence et une habileté exagérées, sur la lâche adaptation aux circonstances existantes ou prévues pour l'avenir. Au cours de l'histoire, un tel catholicisme politique a certainement fait beaucoup*

de mal à l'honneur et à l'autorité de l'Église, et par cela aussi au ministère des âmes, surtout dans les temps où les adversaires du christianisme se vantent de leur dévouement à leurs propres principes et où ils reprochent aux chrétiens de manquer de caractère et de force morale.

Le mal devient d'autant plus grand si ceux-là mêmes qui ont la vocation de veiller sur la consolidation de l'ordre moral divin subissent la contagion de ce faux catholicisme politique ou tombent sous l'influence des puissants et des événements du jour. Il arrive alors que les yeux de pareils pasteurs ne distinguent plus, comme il serait leur devoir, le loup sous ses vêtements de brebis et qu'ils croient aux promesses de certains hommes contre lesquels ils auraient dû déjà être mis en garde par les tristes expériences des autres et même par la parole du Pasteur suprême.

La conséquence de cette attitude sera toujours que de tels pasteurs pourront être accusés d'un déplorable abus de leur puissance spirituelle parce qu'ils s'avancent sur le terrain de la politique pure. Ils utilisent par exemple leur autorité religieuse et morale pour persuader les fidèles de la vérité de certaines affirmations concernant seulement les choses de la vie pratique, politique et sociale, même quand ces affirmations et les faits qui sont à leur base sont jugés différents par beaucoup d'hommes raisonnables et compétents.

Il n'appartient pas aux autorités ecclésiastiques de prononcer des affirmations qui n'apprécient que la politique économique et sociale ou bien les résultats de la politique ethnique d'un gouvernement. Aucun catholique n'est obligé, dans sa conscience, de reconnaître ou suivre le jugement d'une telle autorité ecclésiastique et de s'y conformer pour user de ses droits politiques.

Quelle perversité et quelle indignité si ce faux catholicisme politique prévalait, si en même temps les simples fidèles de toutes les classes avaient à souffrir parce qu'ils défendent courageusement les principes de l'ordre divin et surtout du droit naturel, tandis que les pasteurs se rallieraient immédiatement au succès du jour !

Tous les hommes droits et de bonne foi, dont on trouve un grand nombre à l'extérieur de l'Église, regarderont l'attitude de ces pasteurs comme un manque de loyauté et de dignité.

Évidemment, les intentions personnelles peuvent être bonnes mais ce fait ne saurait modifier notre jugement. Les adversaires de l'Église peuvent triompher parce que le lien qui unit dans une confiance sans réserves le pasteur et le troupeau risque de se déchirer.

Une telle forme du catholicisme politique constituerait une étrange réalisation de l'Action catholique qui vise la collaboration des laïcs à l'apostolat hiérarchique. Il en résulterait une situation où toutes les charges de l'action seraient exclusivement imposées aux laïcs.

Il faut donc toujours et partout condamner et stigmatiser ce faux catholicisme politique. Ce catholicisme politique ne serait certainement pas qualifié de faux par le national-socialisme, et les Schwarze Korps se garderait bien de l'appeler « criminel » ; au contraire, on s'en servirait pour tromper des catholiques qui ne s'en doutent pas. Mais, devant le tribunal du Christ, le faux catholicisme politique ne peut pas se justifier. Il ne le peut plus devant le tribunal de la fiancée du Christ, de l'Église — quoi qu'il advienne — reste pour tous les fidèles catholiques infiniment élevée au-dessus de toute lâcheté humaine.

Rejetons donc le faux catholicisme politique. Mais vive le vrai catholicisme politique, même si ce terme est mal choisi !

Contrairement à ce qu'on pensait d'abord, cette conférence radio-diffusée n'avait pas de caractère officiel. *Osservatore Romano* du 4-5 avril inséra une « mise au point nécessaire ». La voici :

De nombreux quotidiens ont rendu compte, dans des dépêches, agences et des correspondances romaines, d'une conférence faite par le poste de T.S.F. du Vatican, le soir du vendredi 1^{er} avril, sur le sujet dont on parle depuis un certain temps : le « catholicisme politique ». On a voulu lui donner une importance extraordinaire et même la présenter comme un prolongement autorisé du communiqué officiel que notre journal a publié le même jour.

Nous n'avons pas l'intention d'entrer ici dans la discussion de la conférence qui traitait le problème si délicat du « catholicisme politique », autour duquel il y a de si vives controverses. Mais il nous semble opportun de faire remarquer qu'il s'agissait d'une conférence de théorie et d'initiative privée qui n'était donc ni officielle, ni inspirée, et dont le Saint-Siège, comme pour toutes les autres causeries de ce genre, n'entend pas assumer la responsabilité. Les moyens dont le Saint-Siège se sert pour faire connaître sa pensée et ses directives sont bien connus : parmi eux, quand il s'agit de communications officielles à la presse et au public en général, se trouve notre journal.

Nous pouvons ajouter qu'il n'y a aucune connexion, contrairement à ce que certains ont voulu voir, entre la conférence radiophonique en question et le communiqué officiel paru le même jour dans l'*Osservatore Romano* et reproduit dans les principaux journaux du monde parmi lesquels il faut bien dire que nous n'avons pas remarqué les quotidiens de Rome.

Le 8 avril, l'*Osservatore* revint au même sujet pour constater que la « mise au point » ne signifiait pas désaveu de la conférence radiophonique qui avait simplement qualifiée, comme toutes les causeries de même genre, de non officielle et privée. Il était d'ailleurs ridicule de parler, comme certains journaux l'ont fait, d'un « manque de surveillance » ou d'une « absence de directeur de la radio ». D'autres ont voulu faire croire que le P. Immer, S. J., qui lit en général les communications allemandes à Radio-Vatican, serait l'auteur de l'étude sur « le vrai et le faux catholicisme politique » comme si, dit l'*Osservatore*, les *speakers* devaient tous les jours être les auteurs de ce qu'ils communiquent.

Ajoutons, pour notre part, que les auditeurs catholiques attribuent naturellement une grande autorité aux conférences du poste à ondes courtes de la Cité du Vatican. Ces conférences sont presque toujours anonymes. On est fondé à croire que l'élaboration des programmes est confiée à des personnalités ecclésiastiques qualifiées. Il va sans dire que le cardinal Secrétaire d'État ne peut pas assumer la responsabilité de tout ce qui est dit là, comme il ne le peut pas pour toute la presse paraissant dans l'*Osservatore*.

LA SECONDE LETTRE DU CARDINAL AU GAULEITER

Le 31 mars, en pleine campagne électorale, le cardinal Innitzer adressa une seconde lettre au gauleiter Buerckel. Toute la presse allemande fut contrainte de

reproduire, en général sous le titre : « *Le cardinal Innitzer repousse des mensonges étrangers — Une nouvelle profession de foi pour le sang allemand commun* » (*Völkischer Beobachter* du 3 avril). La lettre est ainsi conclue :

L'ARCHEVÊQUE DE VIENNE.

Vienne, le 31 mars 1938.

Monsieur le Gauleiter,

Je me sens obligé de vous faire parvenir quelques remarques destinées à mettre au point et à rectifier un compte rendu dont j'ai pris connaissance et que le correspondant de l'agence Havas à Berlin a diffusé le 28 mars, au sujet de l'appel des évêques autrichiens.

Le correspondant de l'agence Havas prétend qu'on peut mettre en rapport la déclaration épiscopale et la visite que le nonce apostolique à Berlin a rendue, il y a deux jours, à M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich.

A cet égard, je déclare que la déclaration solennelle des évêques n'a aucun rapport avec la visite du nonce apostolique. Elle a, au contraire, été adoptée spontanément, à l'heure décisive de la réunion de l'Autriche avec le Reich allemand. Cela est rendu absolument clair par l'avant-propos que les évêques ont donné à leur déclaration.

Il me faut repousser aussi l'affirmation du correspondant de l'agence Havas qui dit dans le même compte rendu que l'appel des évêques doit être considéré comme un geste destiné à amener une réconciliation; je considère comme au-dessous de ma dignité de faire des gestes dans une situation si importante.

Je souligne une fois de plus qu'il faut considérer la déclaration des évêques et notre attitude envers le plébiscite comme une déclaration de principe et comme une profession de foi, venant seulement de la voix de notre sang allemand commun.

Je vais plus loin et je voudrais vous exprimer très franchement mon désir intime, et cela dans ces jours historiques, que la déclaration des évêques puisse marquer un tournant dans la vie religieuse et culturelle de notre peuple tout entier et qu'elle soit suivie d'une ère de plus grande pacification et réconciliation intérieure de l'Église, de l'État et du parti.

J'espère que cette lettre est à même de démentir pour l'avenir, dès maintenant, toutes les affirmations erronées et incorrectes parlées ou écrites, d'où qu'elles viennent.

Avec l'expression de ma considération distinguée et *Heil Hitler*

† TH., card. INNITZER, archevêque.

Quant au deuxième point de la protestation du cardinal Innitzer, il s'explique simplement par sa connaissance insuffisante du français. En français, le mot « geste » n'a pas le sens péjoratif qu'il a souvent en allemand.

LE CARDINAL INNITZER A ROME

On a dit que dans les jours décisifs les nazis rendirent impossible aux évêques autrichiens toute communication téléphonique avec le Saint-Siège. Il est, en effet, difficile d'imaginer qu'on ait voulu soumettre les déclarations épiscopales à un dignitaire du parti naziste, mais non pas au cardinal-secrétaire d'État. Après la publication des déclarations, le cardinal Innitzer dépêcha un de ses collaborateurs à Rome. Mais il paraît qu'à Rome cela fut considéré comme insuffisant et que le Souverain Pontife désirait voir le cardinal personnellement. Il arriva à Rome le 5 avril pour partir dès le 6. Les mêmes jours, l'évêque de Munster-en-Westphalie, Mgr von Galen, séjournait à Rome. Est-ce que son voyage avait été provoqué par les déclarations du cardinal Innitzer ? par l'usage que le parti national-socialiste en faisait ? Nous l'ignorons, mais il est certain que la présence d'un des plus courageux évêques du Reich au centre de la chrétienté ne pouvait être qu'utile à ce moment.

A Rome, le cardinal Innitzer publia dans l'*Osservatore Romano* une déclaration qui constitue, en fait, un

certain changement d'attitude, provoqué évidemment par ses conversations avec le Saint-Père et le cardinal-secrétaire d'État. En voici le texte :

La solennelle déclaration du 18 mars de l'Épiscopat autrichien ne voulait évidemment pas être une approbation de ce qui n'était pas et n'est pas compatible avec les droits de Dieu et la liberté de l'Église catholique. Cette déclaration ne doit pas être interprétée par l'État et par le parti comme une obligation de conscience et elle ne doit pas être utilisée dans un but de propagande.

Pour l'avenir, les évêques autrichiens demanderont :

a) que, dans toutes les questions concernant le Concordat avec l'Autriche, il n'y ait aucun changement sans entente préalable avec le Saint-Siège;

b) qu'en particulier, l'application de toutes les règles relatives à l'école et à l'éducation, ainsi qu'à la formation de la jeunesse, corresponde aux droits naturels des parents et à la formation religieuse et morale de la jeunesse catholique, selon les règles de l'Église catholique.

c) l'interdiction de toute propagande hostile à la religion et à l'Église;

d) le droit des catholiques de prêcher, de défendre et de réaliser la foi catholique et les principes chrétiens pour tous les aspects de la vie humaine et par tous les moyens correspondant au niveau de notre culture.

Rome, le 6 avril 1938.

TH., card. INNITZER,
également au nom de tout
l'épiscopat autrichien.

Cette déclaration n'a pu être publiée ni en Allemagne ni en Autriche, ni par la presse ni par d'autres moyens. Les catholiques autrichiens l'ignorent absolument. Et le jour même où le cardinal Innitzer déclara à Rome que la déclaration ne devait pas être interprétée comme une obligation de conscience, la *Semaine Religieuse* de Vienne publia un article qui affirmait précisément le contraire. Nous ne savons pas si le cardinal Innitzer a

fait des efforts pour porter sa déclaration romaine à la connaissance de ses diocésains. S'il l'a essayé, il s'est sans doute heurté au même refus qui rend toujours la publication des encycliques du pape et des lettres pastorales des évêques allemands impossible dans le Troisième Reich.

Le jour du plébiscite, le cardinal salua plusieurs fois à l'hitlérienne, et la presse s'empressa de publier de jolies photographies. Le soir du 9 avril, le cardinal Innitzer avait rendu une seconde visite au chancelier Hitler. Rien n'a été publié sur les résultats de cet entretien.

IV. LES ÉVÊQUES ET LE PLÉBISCITE

LA CAMPAGNE PLÉBISCITAIRE ET LES CATHOLIQUES AUTRICHIENS

Nous n'exagérons pas si nous constatons que la « déclaration solennelle » des évêques autrichiens a été un des arguments les plus exploités dans la campagne plébiscitaire et électorale. La déclaration romaine du cardinal Innitzer, d'après laquelle elle ne devait pas être « utilisée dans un but de propagande », ne changeait rien au fait que la propagande était la seule chose que les nazis avaient eue en vue en cherchant une telle déclaration. Les évêques avaient pensé qu'en fournissant au parti national-socialiste un pareil instrument de propagande ils avaient des chances d'obtenir en échange des concessions pour leur ministère ecclésiastique.

La déclaration des évêques donna à certains prêtres le signal de choses encore plus fortes. Voici, par exemple, ce qui s'est passé dans le diocèse de Linz.

Le *Linzer Volksblatt*, quotidien ex-catholique, publia un « appel au clergé catholique », où les prêtres furent invités à collaborer activement comme orateurs de propa-

agande dans les meetings électoraux. L'appel était signé du R. P. Nicolussi, O. S. A., professeur de théologie au monastère de Saint-Florian. C'est à lui que les prêtres devaient s'inscrire pour être comptés sur la liste des « orateurs ». L'appel disait textuellement : « Nous voulons la paix. *Il est nécessaire de délivrer le peuple de peur que la religion soit en danger.* » N'a-t-on donc jamais lu à Saint-Florian une certaine encyclique *Mit Brennender Sorge* ?

L'appel fut suivi d'une déclaration du *Gauleiter* du parti hitlérien, M. Eigruber, qui remercia les prêtres qui lui avaient déjà offert de collaborer comme propagandistes.

Là-dessus, l'évêque de Linz, Mgr Gfœllner, fut obligé de publier une déclaration qui signifiait, au fond, que c'est l'évêque seul (et non le P. Nicolussi ou le parti national-socialiste) qui est autorisé à donner des directives au clergé diocésain. Quant au plébiscite, il dit : « Le clergé séculier et régulier se rendra au scrutin du 10 avril, *suivant la communication de la conférence épiscopale du 27 mars*; les religieuses sont comprises dans le présent appel. » Pour le reste, les directives de Mgr Gfœllner se distinguaient d'ailleurs considérablement des *Richtlinien* du cardinal Innitzer.

Dans son numéro pour le jour du plébiscite, le *Wiener Kirchenblatt*, organe hebdomadaire officiel de l'archidiocèse de Vienne, écrivait, *contrairement aux déclarations romaines du cardinal Innitzer* :

Le 10 avril, des élections doivent confirmer solennellement la union de l'Autriche avec l'Allemagne qu'Hitler a réalisée le 12 mars. Pour tout Autrichien, il n'y a évidemment aucun doute possible. C'est *un devoir net de dire « oui » selon les directives des dirigeants ecclésiastiques.*

Avec ce « oui », il y a quatre devoirs qu'il faut accomplir :

1. L'obéissance envers la nouvelle autorité temporelle,
2. la collaboration dévouée et loyale à la mission de la patrie grande-allemande,

3. la pratique du catholicisme dans la situation nouvelle,
4. la prière quotidienne pour le Reich grand-allemand et pour ses dirigeants.

Mgr Moerzinger, le directeur du *Kirchenblatt*, avait adressé au *Gauleiter* Buerckel la lettre suivante :

Je suis toujours sous l'impression de votre magnifique discours du 23 mars. Plein de joie et d'émotion, j'ai envoyé une grande somme pour les fonds de la *Volksspende* et j'ai mis l'automobile du *Kirchenblatt* à la disposition de la campagne électorale. Dès maintenant, ma mission qui me remplit de joie sera d'enthousiasmer les lecteurs pour le magnifique et grand Reich allemand et de renforcer de plus en plus la confiance au *Führer* que j'ai sincèrement admiré depuis de nombreuses années. Les enfants doivent prier pour que Dieu bénisse encore davantage le grand Reich et son *Führer* qui est plein de la grâce de Dieu (!). Tous les jours, je me souviens à l'autel de votre grande activité bénie par Dieu et génératrice de joie.

C'est un des chanoines du cardinal Innitzer. Autrefois, il écrivait dans le même style à MM. Dollfuss et Schuschnigg. Maintenant, fidèle aux directives qui lui imposent de « se tenir éloigné de toute politique », il met l'automobile de la *Semaine Religieuse* de l'archidiocèse de Vienne à la disposition du parti national-socialiste.

LES ÉVÊQUES ALLEMANDS ET LE CARDINAL INNITZER

Après les nombreux documents que nous venons de soumettre à nos lecteurs, il n'est pas difficile de s'imaginer les sentiments des évêques allemands. Parmi eux aussi, il y en a quelques-uns qui avaient eu des illusions sur le national-socialisme. Cinq années d'expérience douloureuses et de persécutions diaboliques leur ont appris une amère vérité : celle que le Saint-Père a formulé

ée si magistralement dans l'encyclique *Mit brennender Sorge*, où il dit : « Les expériences des dernières années ont rendu plus claires les responsabilités. Elles ont révélé des *machinations qui, depuis le début, ne connaissaient pas d'autre but que la lutte pour l'anéantissement.* »

Dans leurs lettres pastorales de carême, tous les évêques allemands ont parlé des terribles persécutions et de l'absence complète de liberté dont l'Église souffre, de la déchristianisation systématique de la jeunesse, de la suppression des écoles catholiques, des infâmes campagnes de diffamation... Et, dans un tel moment, les évêques autrichiens font une incroyable volte-face et parlent un langage qui est emprunté à celui des déchristianisateurs. Dans la « déclaration solennelle » des évêques autrichiens, il n'y a pas un seul mot sur les dangers religieux du national-socialisme. Dans le premier projet de rédaction, il y a peut-être eu des allusions à ces questions délicates. Mais le *Gauleiter* Buerckel n'a sans doute pas manqué de dire au cardinal Innitzer qu'une déclaration qui contient la moindre réserve ne vaut rien aux yeux des nazis, et qu'ils ne pourraient rien donner en échange d'un pareil document, résolument inutile. Le cardinal a fini par faire ce qu'on attendait de lui.

La comédie plébiscitaire et électorale du 10 avril avait d'ailleurs un double sens : le JA fut compté en même temps comme approbation de l'*Anschluss* et comme vote pour la liste naziste de candidats au Reichstag. *Il n'y avait aucun moyen de voter pour l'une chose et de ne pas le faire en même temps pour l'autre.* Or, la liste de candidats contient les noms des pires agitateurs anti-chrétiens et des pires persécuteurs. Voter « oui », comme les évêques autrichiens le recommandaient, c'était voter pour Alfred Rosenberg, précepteur officiel du néopaganisme, pour Baldur von Schirach, qui a anéanti les œuvres de Jeunesse catholiques, pour Hans Bauer, chef de la campagne d'extermination contre les écoles catholiques, pour Julius Streicher, le dégoûtant pornographe,

pour les Himmler et Heydrich, chefs de la *Gestapo* et assassins notoires des chefs catholiques Klausener, Probst et Gerlich, pour le comte von Reventlow, un des fondateurs du Mouvement de la Foi allemande, pour le docteur Gœbbels qui interdit les encycliques du Pape de la même façon que les déclarations romaines du cardinal Innitzer.

Les évêques allemands ont pensé à tout cela — et ont décidé de garder un digne silence et de ne dire rien sur le sujet du 10 avril. A l'exception du coadjuteur de l'évêque de Fulda, aucun évêque du Reich n'a recommandé à ses diocésains d'aller voter pour Hitler. On dit même que Mgr Sproll, l'évêque de Rottenbourg, a refusé de se rendre au scrutin. La déclaration du coadjuteur de Fulda est d'ailleurs très différente de celle de l'épiscopat autrichien. Mgr Dietz y exprime l'espoir que « le fondateur de la nouvelle et irrévocable Grande-Allemagne fasse suivre l'union nationale d'une généreuse pacification religieuse, et qu'il mette ainsi au comble la joie du nouveau et plus grand peuple allemand ». Par cette petite réserve, la déclaration était devenue irrecevable pour les nazis qui n'en pouvaient faire aucun usage dans leur propagande.

Par la déclaration des évêques autrichiens et les lettres du cardinal Innitzer, les nazis exerçaient une forte pression sur les évêques allemands. On les voulait contraindre à publier un appel semblable. Le *Gauleiter* Wagner mit en demeure le cardinal Faulhaber de suivre l'exemple de son plus jeune confrère de Vienne. Dans plusieurs meetings il déclara qu'il était prêt à tendre sa main au cardinal Faulhaber pour une paix — évidemment une paix à l'hitlérienne. Mais le cardinal Faulhaber ne bougea pas.

Dans tous les journaux, sur tous les panneaux d'affichage et sur toutes les colonnes de publicité, les Allemands ont lu les déclarations des évêques autrichiens. Le parti naziste contraignit les *Semaines Religieuses* à

joindre à leurs numéros un supplément contenant les déclarations épiscopales autrichiennes et les lettres munies du *Heil Hitler* du cardinal Innitzer. Mais les fidèles ne pouvaient pas ne pas remarquer que leurs propres évêques restaient silencieux.

Bien entendu, la situation des évêques allemands a été rendue difficile par l'attitude de l'épiscopat autrichien. Les nazis diront désormais : « Le cardinal Innitzer, c'est un représentant du catholicisme religieux; mais le catholicisme du cardinal Faulhaber, c'est le catholicisme politique que nous combattons. » L'attitude du cardinal-archevêque de Vienne a déjà eu une conséquence fatale en Tchécoslovaquie, où Mgr Hilgenreiner a décidé le parti allemand chrétien-social à se dissoudre pour se joindre aux nazis de Konrad Henlein, en disant : « Personne n'a besoin d'être plus catholique que l'archevêque de Vienne. » La même formule sera certainement utilisée ailleurs, et les évêques allemands s'y heurteront souvent quand ils voudront combattre des influences dangereuses. Mais nous sommes sûrs que ce qu'ils n'ont pas appris par l'exemple des autres, les évêques autrichiens vont en faire l'expérience douloureuse. L'antichristianisme fatal du national-socialisme ne restera pas longtemps timide en Autriche, et le moment viendra bien vite où l'on n'aura plus besoin de « déclarations épiscopales ». La persécution religieuse sera en Autriche aussi terrible que dans le reste du Reich Grand-Allemand, et les évêques adopteront alors la même attitude que leurs frères dans l'épiscopat.

La presse mondiale a parlé d'une conférence épiscopale extraordinaire qui se serait tenue à Fulda et où les évêques allemands ne seraient pas parvenus à se mettre d'accord sur l'attitude à adopter en face du 10 avril. Une telle conférence n'a pas eu lieu. A Fulda, il n'y a eu qu'une conférence des trois évêques de la province ecclésiastique de Paderborn (comprenant l'archidiocèse de Paderborn et les diocèses de Hildesheim et Fulda).

LE CONCORDAT AUTRICHIEN

Le chancelier Dollfuss avait conclu le 5 juin 1933 un Concordat avec le Saint-Siège, qui fut ratifié le même jour (le 1^{er} mai 1934) où la nouvelle Constitution autrichienne fut proclamée. A ce moment-là, les chefs nazis annoncèrent qu'ils considéreraient le Concordat comme inexistant. Après la disparition de l'Autriche indépendante, la question du Concordat est évidemment devenue très délicate. D'une part, le Reich, en incorporant l'Autriche, a certainement dû prendre à sa charge les obligations juridiques que l'Autriche avait envers l'Église. D'autre part, les changements politiques qui ont eu lieu changent tellement la situation que certaines stipulations du Concordat ne pourraient pas être maintenues, même si le Reich était un État respectant l'inviolabilité des traités. Dans sa déclaration romaine, cardinal Innitzer a demandé que, « dans toutes les questions concernant le Concordat autrichien, il n'y ait aucun changement pris sans entente préalable avec le Saint-Siège », en d'autres termes, qu'en principe le Concordat reste en vigueur, mais que certaines stipulations devenues inapplicables ou incompatibles avec la nouvelle situation seraient modifiées par la voie d'accords bilatéraux. Les nazis admettront-ils cette façon de voir ? En fait, de nombreux accords du Concordat autrichien (par exemple la liberté de l'Action catholique et de la presse catholique) ont déjà été abolis. Les nazis qui ne respectent pas le Concordat du Reich qu'ils ont signé eux-mêmes, respecteront-ils un traité signé par leur adversaire et leur victime, Dollfuss ?

Le Concordat autrichien va beaucoup plus loin que le Concordat du Reich. Il donne à l'Église un véritable droit de surveillance sur l'enseignement de la religion dans les écoles, rend l'enseignement du catéchisme obligatoire pour tous les élèves catholiques, reconnaît

mariage religieux et l'indissolubilité du mariage catholique, etc.

V. REGRETS

LA GRANDE CONFUSION

Personne ne niera que les dernières déclarations des évêques autrichiens et les *Richtlinien* et lettres du cardinal Innitzer aient produit une grande confusion dans les esprits et une véritable consternation. Tâchons de résumer brièvement les principaux motifs de cette confusion et les raisons qui ont pu amener les évêques autrichiens à leur volte-face.

Il y a d'abord certaines contradictions évidentes. L'archevêque de Salzbourg qui, en février 1938, fait dire des prières spéciales pour l'indépendance de l'Autriche signe, en mars 1938, une déclaration où la disparition de cette indépendance est qualifiée d' « accomplissement d'un désir millénaire ». Le cardinal Innitzer, qui disait autrefois : « Nous continuons l'œuvre de notre chancelier héroïque Dollfuss, ce martyr et grand homme... », va voir le chancelier Hitler pour lui exprimer sa « joie » de ce que l'œuvre de Dollfuss ait été anéantie. Les évêques autrichiens qui, en novembre 1937, dans leur lettre aux évêques allemands, disaient du national-socialisme qu'il « mène l'impiété (*die Gottlosigkeit*) à la victoire », commencent à chanter les louanges de ce national-socialisme et à s'y rallier. Entre novembre 1937 et mars 1938, rien ne s'est passé qui pourrait justifier une modification de vues sur les dangers religieux du national-socialisme. Il est vrai que le chancelier Hitler a donné au cardinal Innitzer certaines assurances, et peut-être même des promesses précises. Mais le cardinal Innitzer ne peut pas ignorer que les assurances que le gouvernement hitlérien a données au Saint-Siège en 1933, dans le Concordat et ailleurs, ont été considérablement plus so-

lennelles et plus précises et que, néanmoins, elles ont été constamment violées.

Certains termes des déclarations épiscopales ont été extrêmement mal choisis. Les évêques disent qu'ils regardent vers l'avenir « sans inquiétude » (*unbesorgt*). Il y a un an, le Souverain Pontife commença son encyclique par les termes « Avec une brûlante inquiétude » (*Mit brennender Sorge*). Ce sont là de simples querelles de mots? Dans des circonstances normales, elles le seraient, mais dans des cas si délicats, il faut soigneusement choisir ses mots. Les évêques autrichiens ne sont d'ailleurs certainement pas « sans inquiétude », et leur *unbesorgt* est au moins exagérée. La même chose est vraie pour les *Richtlinien* du cardinal Innitzer qui demandent au clergé de soutenir « sans réserves » (*bedingungslos*) le Reich Grand-Allemand et ses dirigeants.

Quelques semaines après la publication de plusieurs lettres pastorales d'évêques allemands, qui protestent contre la dissolution des Jeunesses catholiques, les *Richtlinien* du cardinal Innitzer demandent aux dirigeants de la Jeunesse catholique autrichienne de « préparer l'incorporation » de leurs unions dans la Jeunesse hitlérienne. Les paroles magnifiques que le Souverain Pontife a adressées, dans l'encyclique *Mit brennender Sorge*, à la jeunesse catholique et les protestations graves du Pape contre ce qui se passe dans la Jeunesse hitlérienne seraient-elles donc déjà périmées?

Quant aux fameux mérites des nazis dans la lutte contre le bolchevisme, il n'est pas nécessaire de reprendre ici un sujet dont nous avons parlé déjà à plusieurs reprises.

Abordons maintenant les points les plus graves. Le reproche le plus sérieux qu'on puisse faire aux évêques autrichiens concerne le fait qu'ils semblent prendre leur compte certaines formules pseudo-religieuses de la propagande national-socialiste. Pour les nazis, Hitler a été envoyé par Dieu pour sauver l'Allemagne. Hitler lui

même n'est pas soumis à la loi morale qui vaut pour les simples mortels. Servir Hitler, c'est servir Dieu. Les succès de Hitler prouvent que l'aide de Dieu est avec lui. Or, les évêques autrichiens se servent de formules qui peuvent être interprétées comme une approbation de cette dangereuse mystique. Le cardinal Innitzer dit que l'œuvre du Führer « a visiblement sur elle la bénédiction de la Providence ». Si le succès était une preuve de la bénédiction de Dieu, Staline pourrait avec le même droit dire que son œuvre a visiblement sur elle la bénédiction de la Providence. Le directeur du *Wiener Kirchenblatt*, Mgr Mœrzinger, — le même d'ailleurs qui publiait jusqu'à ces dernières semaines des articles hebdomadaires du P. Muckermann *contre* le national-socialisme, — dit dans sa lettre au *Gauleiter* Burckel qu'il considère Hitler comme un homme « plein de la grâce de Dieu » (*gottbegnadet*). Il est vrai que de pareils termes sont parfois employés dans un sens métaphorique. Mais si un prêtre — et même un protonotaire apostolique ! — se sert de termes théologiques, il doit être prudent.

Ajoutons, toutefois, que Mgr Gfœllner, évêque de Linz, se sert d'un langage moins équivoque. Dans ses consignes au clergé, il s'exprime ainsi : « On fera en sorte d'apporter l'apaisement au sein des masses en rappelant aux fidèles l'intervention de la Providence divine dans les événements de ce monde. » En effet, la pensée de la Providence divine doit être une *consolation* dans les confusions et désespoirs du temps présent. Bien entendu, Hitler joue un rôle dans la Providence divine, comme Staline et Mussolini, le général Franco et le président Négrin, MM. Léon Blum, Édouard Daladier et Maurice Thorez entrent dans les plans de la Providence divine sans avoir pour cela droit au titre d' « homme plein de la grâce de Dieu ».

Sans doute, la tempête d'enthousiasme qui a déferlé sur l'Autriche et la « voix du sang » qui a fait entendre ses hurlements pendant des semaines, du haut de tous

les haut-parleurs et de toutes les tribunes peuvent avoir exercé une certaine influence sur les évêques autrichiens. Voyant les foules emballées et embrigadées par les formations du national-socialisme intégral, ils ont pensé qu'il était de leur devoir de ne pas perdre le contact avec ces masses parmi lesquelles ils ont à exercer leur mission apostolique. Les évêques ne pouvaient pas abandonner leurs ouailles et se réfugier à Prague, Budapest ou Paris, ils ne pouvaient pas non plus continuer une résistance absolue contre le national-socialisme vainqueur. Après le 12 mars 1938, on ne pouvait pas attendre d'eux qu'ils ordonnassent pour le 13 mars la lecture dans toutes les églises, de l'encyclique *Mit brennender Sorge*. Mais aujourd'hui la confusion paraît être assez grande pour justifier quelque chose de cette sorte. Même la « voix du sang » ne dispense pas du devoir de prêcher la Vérité opportune importune.

Le cardinal Innitzer a parlé de sa « profession de foi pour le sang allemand commun ». Il a fait un long pas vers le racisme. Qu'on relise le quatrième passage de *Richtlinien*. On me dira que les phrases sont assez obscures. Ce n'est pas la faute du traducteur; le sens est déjà obscur dans l'original allemand. Mais ces phrases peuvent être interprétées comme acceptant l'idéologie raciste. « La communauté naturelle de la nation a la vocation de réaliser une idée divine. » Eh bien! mais auparavant le cardinal Innitzer croyait que l'Autriche indépendante réalisait une idée divine. Une phrase est aussi correcte que l'autre.

LA FERMETÉ, LA TACTIQUE ET LE MARTYRE

La question de principe et de conscience qui domine toutes les autres dans un cas comme celui des événements d'Autriche est de savoir où est la limite entre la tactique nécessaire et la fermeté indispensable, entre la

rudence et la lâcheté. Pour ceux qui sont loin du danger et des responsabilités immédiates, les choses revêtent un aspect qu'elles n'ont pas pour ceux qui ont à prendre des décisions lourdes de conséquences. Où il y a à choisir entre la guerre et la paix, il faut choisir la paix. Mais si la paix est au prix de conditions qui pourraient se révéler plus tard comme une trahison? A-t-on le droit ou même le devoir de fermer les yeux tant qu'il y a encore une toute petite chance, peut-être seulement imaginaire, d'en sortir honorablement?

Au deuxième Livre des Macchabées, nous lisons l'histoire du vieil Éléazar et des Sept Frères et de leur mère qui se laissaient martyriser parce qu'ils ne voulaient pas manger de la chair de porc. En lisant cela, nous sommes tout pleins d'émotion et d'admiration. Mais si nous étions dans la même situation, est-ce qu'un seul d'entre nous agirait comme eux? La mort pour une chose qui semble avoir si peu d'importance? Dans un pareil dilemme, est-ce que nous ne choisirions pas une petite *reservatio mentalis* et non pas le martyre? Le vieil Éléazar refusa même de manger de la viande permise qu'on voulait lui apporter. Il ne voulut même pas *feindre* d'agir contre la loi du Seigneur.

J'écris ceci sous l'impression de la Passion du vendredi saint. Même saint Pierre devient faible dans l'heure du danger et renie le Seigneur. Mais quand on lui demande : « N'es-tu pas, toi aussi, de ses disciples? », n'a-t-il pas le droit de se dire que la vie du futur chef de l'Église est trop précieuse pour être mise en danger sans raison grave? Est-ce que le coq n'aurait pas chanté si, au lieu de répondre « non », Pierre avait dit « Quelle drôle d'idée! » et s'il s'était servi d'une de ces formules évasives que nous employons si fréquemment?

Si l'on porte la responsabilité d'une famille ou même d'un diocèse et si l'on risque, par une attitude intransigente, de causer d'énormes difficultés à d'autres qui

n'ont peut-être pas la force de les supporter, quelle attitude faut-il choisir ?

S'il s'agit de prendre parti pour ou contre le Christ la décision du chrétien est facile. Mais les choses ne sont pas si simples, elles sont souvent si compliquées que le fameux principe du moindre mal entre en jeu. En face d'une révolution totalitaire, en face du dynamisme fanatique et démoniaque du national-socialisme vainqueur en face de la défaite écrasante des forces matérielles et morales qu'on a voulu lui opposer, en face d'un ensemble de promesses et de menaces, de déclarations rassurantes et de persécutions évidentes, il n'est pas facile de garder le sang-froid et d'adopter une attitude indépendante.

Mais quelle que soit la gravité du temps présent, nous savons que l'Église n'est pas entre les mains d'hommes qui peuvent se tromper et devenir faibles, mais sous le souffle vivifiant du Saint-Esprit. Les paroles de la consolation que les évêques autrichiens adressaient, il y a cinq mois, aux évêques allemands n'ont rien perdu de leur valeur et de leur brûlante actualité. Terminons donc cette étude par les mêmes paroles du prophète Isaïe que les évêques de l'Autriche libre rappelaient à leurs frères persécutés :

Ne craignez pas les injures des hommes,
et ne vous effrayez pas de leurs outrages!
Car la teigne les dévorera comme un vêtement,
et la gerce les rongera comme la laine.
Mais ma justice subsistera à jamais,
et mon salut jusqu'aux siècles des siècles!

KURT TÜRMER.

QUESTIONS SOCIALES ET POLITIQUES

CIVIS. *L'hymne à la production.*

« Il y avait une manière moins sordide de nous parler, même de notre économie... »

.-L. TAPIÉ. *Les Allemands de Slovaquie.*

Dans son discours du 24 avril, Henlein déclarait : « Nous ne voulons la guerre ni à l'intérieur ni à l'extérieur, mais nous ne pouvons pas souffrir plus longtemps un état de choses qui, pour nous signifie la guerre dans la paix. »

Un spécialiste examine ici les éléments historiques et démographiques de « l'état de choses » en question.

I. JACQUES. *Chronique de politique étrangère.*
Défense de l'Occident.

. CARDIÈGES. *Le nouveau plan de redressement financier.*

C'est malheureusement sans ironie que le présent article annonce une suite. « Nous en sommes aujourd'hui à la cadence d'un plan par mois... » L'auteur présente aujourd'hui celui d'avril, et dans quinze jours nous annonce celui de mai.

Livres.

Le mois social.

DOCUMENT

Le Proche-Orient.

I. — Liban.

II. — Détroits.

III. — Bibliographie.

L'hymne à la production

Dieu sait si nous sommes partisans de l'Union des Français et si nous en apercevons dans ce moment la nécessité et les avantages ! Nous voyons bien aussi quels obstacles se dressent à sa réalisation, et la difficulté de trouver un terrain d'accord entre des esprits très profondément divisés. Celui qui prend en main la tâche de la réconciliation éprouve bien naturellement la tentation de borner l'entreprise aux remèdes des commandés par les maux urgents. Il faut lui ouvrir un large crédit d'indulgence et saluer bien bas sa bonne volonté. De tout cœur nous souhaitons que les moyens proposés conduisent au résultat que l'on attend et qui ne sera point entièrement négligeable. Cependant, nous ne pouvons taire notre déception des premiers mots qui sortent de la bouche du Président du Conseil, et qui résument les consignes données au pays dans un hymne à la production si crue. A l'heure solennelle qui sonne et pour un but aussi grand, nous doutons que l'union entre les Français soit facilement cimentée par cette évocation de machines et de combatoirs. Il est fâcheux qu'on n'ait trouvé que cette consigne pour leur donner, comme on dit, du « cœur au ventre ». Certes, nous n'oublions pas que l'accroissement de production est imposé par la nécessité que nous subissons de porter nos armements au degré voulu par le devoir de la défense nationale. Produire est donc en partie un geste où l'amour de la patrie — ou au moins la crainte de la voir asservie — spiritualise les mots et les projets. Mais ils gardent néanmoins une résonance assez pauvre.



« Il n'y a pas de salut sans l'accroissement indispensable »

de la production », a dit M. Daladier. Ce terme presque sacré de « salut », qui retentit jusqu'au plus profond des âmes chrétiennes, forme un singulier assemblage avec celui qui évoque la matière manufacturée, associée aux manœuvres financières du crédit et du profit. Encore si l'on avait nommé la noblesse et le méritoire effort du labeur humain ! Le premier programme du gouvernement retentit surtout d'un bruit de gros sous. Sans doute, il faut sauver le franc en rétablissant l'équilibre budgétaire. Si l'on peut décourager la thésaurisation et engager les capitaux exportés à revenir se livrer au fisc, le résultat ne sera pas mince. On ne pourrait assurément trop aider l'industrie et le commerce analysés par la mévente et la concurrence étrangère. Et que nos colonies puissent devenir une source nouvelle de richesse pour la mère-patrie, c'est le souhait de tout bon citoyen. Mais si la prépondérance des puissances d'argent et la volatilisation du travail manuel en valeurs spéculatives est une des plaies de notre civilisation, une cause certaine des progrès du socialisme et du communisme, un motif humiliant de comparaison avec d'autres pays, on ne voit pas que le programme d'union ait dessein d'y porter remède. Au contraire. Il est tout rempli du désir de se concilier les bonnes grâces de la finance. Vous me dites que son appriovissement est la garantie de notre relèvement monétaire. Vous avons besoin de capitaux, je le sais bien, mais accordez-moi que le programme de réconciliation, en leur faisant une place un peu envahissante, doit accroître singulièrement des rancœurs qui acceptent aujourd'hui de faire silence. Et puis, production ! production ! si cela s'entend pour les usines de guerre dont l'État est le client assuré, quel son ce mot rend-il aux oreilles des milliers d'industriels qui, faute de commandes, font travailler seulement vingt-cinq à trente heures par semaine ? Ce n'est pas la bonne volonté de nos gouvernants qui ramènera sur notre marché les soies de l'Asie, ou les acheteurs étrangers éloignés par les prix de nos cotonnades. N'est-ce pas mettre le salut à des conditions bien chanceuses que de le fonder si ruymment sur la galvanisation de l'industrie ?



Je crois qu'il y a tout de même une façon de parler aux

Français pour en être sûrement entendu. La mystique de production c'est peut-être bon — et je n'en suis pas sûr — pour les peuples condamnés aux travaux forcés des plans de cinq ans ou de quatre ans. Si leurs gouvernements n'avaient pas d'autre idéal à leur proposer, je doute qu'ils mettraient tout leur cœur. Il y aurait une manière moins sordide de nous parler, même de notre économie. On a eu peine à nous convaincre qu'il était impossible de trouver une note mieux accordée à la sensibilité de l'âme française.

Malgré nos erreurs, nous avons conscience d'être encore les gardiens de valeurs spirituelles dont le défaut ou l'oubli constituent la plus dangereuse défaillance de notre temps. Quand tous les chefs d'État parlent à leurs peuples de la vocation de leur pays, le moment serait mal choisi de laisser croire que nous avons perdu la fierté de la nôtre. Voilà la corde dont il faut réveiller la vibration au fond des consciences.

D'ailleurs, nous en convenons, un programme est un programme. Ce n'est pas le lieu des périodes oratoires et des trémolos de tribune. Nous avons grand besoin de l'énoncé précis des mesures à prendre et du travail à entreprendre. Encore est-il permis de souhaiter qu'on y mette l'accent qui convient. Il ne s'agit pas de grandes phrases, et nous serions presque tentés de raccourcir les textes, puisque nous regrettons que l'accroissement de la production ait été représenté comme le salut. Nous ne nous sauverons pas à ce prix si médiocre. L'unanimité des Français à travailler avec le même courage, et le front soucieux du même souci, a plus de valeur salulaire. Peut-être sommes-nous trop exigeants. Le marteau du carrier ne fait sortir du roc que des éclats de pierre. Pour en faire jaillir une source il y faut la baguette inspirée du prophète. Et il est indubitable, hélas ! que les prophètes sont absents.

Cependant, notre résolution de travailler à l'union nationale sera pas ébranlée par ces regrets. Qu'on ne voie dans leur expression que le désir de la rendre plus solide et plus durable en demeurant fidèle à notre devoir de rappeler les vérités qu'on oublie.

Sans doute, il faut vivre avant de philosopher.

Mais un peuple ne vit pas seulement de pain.

Sur les Allemands de Slovaquie

L'opinion française semble n'avoir découvert que depuis quelques semaines le problème des Allemands en Tchécoslovaquie ou, comme l'on dit, des Sudètes. Que ce problème soit actuel, qu'il soit grave et d'une terrible complexité, tout le monde est d'accord là-dessus. Malheureusement, en dehors d'un cercle restreint de spécialistes, on en parle avec une surprenante légèreté. Mieux, on laisse se répandre ou l'on contribue à répandre des erreurs et des légendes, quand on répète ce qu'ont dit certains articles retentissants, prétendus révélateurs et qui contenaient, mêlées à des renseignements exacts, des affirmations extravagantes et quelques-unes même contraires à la vérité. C'est par la vérité seule que peut être dégagée une politique digne des intérêts français et susceptible de répondre à la situation actuelle. Cette vérité n'est sans doute pas tout entière agréable aux Tchécoslovaques, mais elle comporte aussi tant de choses à leur honneur qu'ils peuvent l'entendre sans crainte. En attendant de revenir sur ce sujet, je voudrais me borner à donner ici les résultats d'une enquête, à vrai dire un peu ancienne, mais qui n'a point encore perdu de son actualité. Sans doute faut-il l'éclairer par quelques précisions.

J'ai fait en Tchécoslovaquie, depuis 1921, des séjours nombreux et prolongés. J'y ai passé une année entière,

du début de septembre 1933 à la fin d'août 1934 : c'était le moment où s'organisait, sous le nom de Front patriotique, « Heimatfront », le mouvement des Sudètes dirigé par M. Konrad Henlein. Je m'intéressais alors, de façon spéciale, à la question allemande en Tchécoslovaquie. Il convient de faire observer que, même en Bohême, le nom de « Sudètes », pour désigner les Allemands de ces régions, est d'importation récente, et que les Allemands qui se trouvent aux pieds des montagnes du quadrilatère de la Bohême, en Moravie, en Silésie, provenant à l'origine de contrées très différentes de l'Allemagne, ne parlant pas les mêmes dialectes germaniques, n'ont qu'à peine depuis peu le sentiment de former un peuple uni, de constituer un groupe cohérent, moralement rattaché à la nation allemande de l'Empire. Il n'est point dans mon intention de nier ou d'atténuer la force que possède au présent cette conscience nationale commune de la minorité allemande dans la partie occidentale de la Tchécoslovaquie qui correspond à l'ancien royaume de Bohême. On doit même inscrire à l'honneur du sentiment patriotique germanique l'effort accompli pour établir, entre ces frères dispersés, les liens de solidarité qui leur donnent une telle puissance aujourd'hui, mais il faut reconnaître que si ce travail, entrepris d'ailleurs avant la guerre, a pu être conduit jusqu'aux résultats actuels, c'est que les Tchèques, ou si l'on veut les Tchécoslovaques, n'ont pas été, depuis vingt ans, les oppresseurs impitoyables de leurs concitoyens allemands que certains nous dépeignent.

En ce qui concerne la partie orientale de la Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les comitats du Nord de l'ancien royaume de Hongrie, que les histoires et les géographies d'autrefois appelaient la Haute-Hongrie, et qui sont peuplés de Slovaques, forment aujourd'hui la Slovaquie

proprement dite, la situation de la minorité allemande qui s'y trouve a une histoire assez différente de celle des Allemands de Bohême. Je dis « assez différente », parce que la civilisation de la Slovaquie a souvent évolué sous l'influence de la civilisation tchèque, et que, n'en déplaise à ceux qui insistent, avec autant de lourdeur dans leur affirmation que de légèreté dans leur information, sur le caractère artificiel de la Tchécoslovaquie (un état composite n'est pas forcément artificiel), l'arbitraire n'est pas d'avoir rattaché les Slovaques aux Tchèques, mais de méconnaître les affinités étroites entre les Tchèques et les Slovaques. Les Allemands qui se sont établis en Slovaquie au Moyen-Age provenaient souvent des colonies allemandes de Bohême : ils ont été les propagateurs de la civilisation de Bohême, répandant, sinon la langue, car en ce temps-là les questions linguistiques n'avaient pas l'importance qu'elles ont prise depuis, du moins les mœurs, les façons de vivre et de penser, et particulièrement le culte des saints tchèques : Ludmila, Wenceslas, Procope. Cependant, ne nous préoccupons pas trop, en ce moment, de ce passé lointain.

Quand donc, en 1934, je me trouvais en Slovaquie pour y étudier le problème de la minorité allemande, j'étais frappé par plusieurs faits :

1° On pouvait observer un réveil de l'élément germanique en ces contrées.

2° Ce réveil de l'élément germanique avait été non seulement toléré par le gouvernement tchécoslovaque, mais favorisé par lui.

3° La propagande du parti Henlein commençait à s'en servir.

J'ai écrit alors les observations qu'on va lire plus loin et que j'avais laissées depuis dans mes cartons. Il m'a paru préférable de n'y rien changer. Elles constituent,

me semble-t-il, un document qu'il n'est pas inopportun de verser aujourd'hui au dossier de la question allemande en Tchécoslovaquie.

Qu'on me permette d'ajouter cependant une précision. L'atmosphère de passion, où les événements nous plongent, fait grand tort à un jugement objectif, et il semble qu'on ne puisse plus constater une chose pour elle-même sans en tirer des arguments contre quelqu'un. Certaines de mes observations pourraient être interprétées comme une condamnation de la politique magyare. Rien ne serait plus éloigné de ma pensée. J'affirme que l'amitié qu'on peut éprouver pour la Tchécoslovaquie ne doit porter aucune atteinte aux sentiments de sympathie qu'inspirent l'État et le peuple magyars. De 1867 à 1918, les Magyars ont appliqué dans leur royaume, dont la Slovaquie faisait partie, une certaine politique qui a eu certaines conséquences : ils avaient leurs raisons pour cela, bonnes ou mauvaises. A partir de 1918, les Tchécoslovaques ont appliqué, dans les mêmes régions, une autre politique qui a eu et a encore certaines conséquences ; ils avaient, eux aussi, leurs raisons pour cela, bonnes ou mauvaises.

Il me suffisait alors de le constater, et cette constatation, que je maintiens, ne me gêne nullement pour formuler le vœu, que je n'ai d'ailleurs jamais cessé de formuler, d'un rapprochement et d'une collaboration entre l'État magyar et l'État tchécoslovaque.

Sur les 2.345.909 habitants que le recensement de 1930 dénombre en Slovaquie, près de 600.000 (exactement 571.988) sont de nationalité magyare et 150.000 (147.501) de nationalité allemande. Les Magyars forment une masse compacte, à la manière des Allemands

de Bohême et de Silésie, et ils s'appuient à la Hongrie, comme ces Allemands au Reich. Mais tandis que les Allemands demeurent dans un État dont ils ont fait partie depuis des générations, les Magyars se trouvent séparés non seulement de leurs frères de race, mais de leurs compatriotes et de leur véritable patrie. Il est malaisé d'adoucir l'amertume d'une incorporation à un État étranger. Les garanties accordées par les lois des minorités méritent le respect pour leurs intentions généreuses, et tout gouvernement qui les applique des louanges pour son esprit de justice et son libéralisme. Mais quelles piètres consolations! On ferait aux Tchèques une injure gratuite en imaginant qu'ils ne comprennent pas la tristesse d'une pareille situation ou qu'ils puissent demander à leurs Hongrois autre chose qu'une attitude loyale et résignée. Mais il fallait, de ce côté, au nouvel État des frontières solides. Celles-ci ont rattaché à la Tchécoslovaquie plusieurs contrées peuplées surtout par des Magyars, tel est le fait. N'ayant pas vécu parmi ces Magyars, ignorant leur langue, je ne me hasarderai point à parler d'eux. Il convenait de ne point les passer sous silence, ni de dissimuler la forte minorité qu'ils constituent au pied des Karpathes, à la frontière méridionale de la Slovaquie.

Très différente, et d'une singulière originalité, est la situation des Allemands dans ces contrées.

Un grand nombre descend d'une émigration de très ancienne date. Les ancêtres furent amenés aux XIII^e et XIV^e siècles, quand on eut besoin de bons ouvriers pour l'exploitation des villes minières de Slovaquie. Plus tard, après les bourrasques des guerres et des révoltes hongroises, lors de la reprise des travaux pacifiques, on fit encore appel à des colons germaniques. Il en vint du pays de Salzbourg, mais aussi d'une Allemagne plus

lointaine, de Souabe et du pays de Bade. Tenaces et laborieux, économes, plaisantés pour cela par les Hongrois et les Slovaques, qui possédaient d'ailleurs des sols plus généreux, ces Allemands s'accrochèrent au terrain qui les faisait vivre chichement, à des cantons isolés de la montagne où leurs maîtres, qui ne les inquiétaient guère, leur laissaient leurs mœurs, leur langue et leurs coutumes. Ils se mariaient entre eux. Ils eussent dû devenir de plus en plus nombreux avec les années. Mais non : beaucoup, qui se détachaient de la communauté mère, étaient perdus pour toujours. S'ils s'enrichissaient, s'ils pénétraient dans les services de l'État, ils devenaient Hongrois ou Polonais — car une partie de ces colonies allemandes, les villes du Zips, furent pendant longtemps sous la domination polonaise. Puis, au XIX^e siècle, commença l'exode vers l'Amérique, à la manière des autres paysans pauvres de Slovaquie. Mais de même que les Slovaques demeuraient de loin fidèles à la mère patrie, ces émigrants d'Amérique furent parmi les moins ingrats.

Quoi qu'il en soit, sur ces territoires slovaques où près d'eux, se multipliaient les Slaves, les Allemands ne cessèrent de décroître. Un historien allemand de Bohême, qui leur a consacré un livre plein d'intelligente attention (1), atteste qu'au XIV^e siècle ils étaient 250.000 pour n'être plus que 150.000 de nos jours, et que dans le comté de Zips, en soixante ans, de 1865 à 1925, ils avaient perdu près de 18.000 âmes.

A présent, leur répartition est assez curieuse : ils ne forment plus que des groupes dispersés, des îlots, mais

(1) Abbé Ed. Winter, professeur à la Faculté allemande de Prague, *Die Deutschen in der Slowakei und in Karpatorassland*, 1926.

dont certains gardent encore assez d'importance pour faire de certains cantons de Slovaquie des petits pays germaniques. On les trouve donc dans la haute vallée de la Nitra, à Nemecké Pravo, qu'ils appellent Deutsch-Proben, puis, tout près, dans la montagne entre la vallée de la Nitra et celle du Hron, à Velké Pole (Hochwies). Ils seraient, dans ce groupe, environ 14.000 : artisans et paysans, plutôt misérables et dans des conditions économiques bouleversées par la crise, souvent sans travail. Un peu plus au nord, non loin de Banská Bystrica, dans l'ancienne région minière de Handlova (Krickherhau) Kremnica (Kremnitz), là où furent exploitées jadis des mines d'or pour les Fugger, ils sont 10.000. Mais les deux groupes les plus importants se trouvent l'un dans la haute vallée du Poprad, l'ancien comté de Zips, et l'autre, à peu de distance de Košice, dans la montagne, le long du torrent Hnilec, affluent de l'Hornad. La population du premier groupe s'élève à environ 25.000 âmes (1), et, sur ce territoire, les belles

(1) Voici, du reste, le tableau qu'on peut établir :

<i>Dans les districts de</i>	<i>Sur une population de ressortissants tché- coslovaques s'élevant à</i>	<i>Ont déclaré la nationalité allemande</i>
Prievidza	67.553	14.030
Kremnica	29.378	10.622
Poprad	26.484	5.259
Kežmarok (Käsmark)	29.817	11.761
Levoca	25.791	1.177
St. Lubovna	22.223	2.575
Ves Spisska Nova	35.811	3.227
Gelnica	27.336	8.545
Roznava	42.131	1.759
Moldava	29.739	3.574
Turcansky Sv. Martin ...	62.218	10.385

Au total : sur 2.345.909 habitants en Slovaquie, 147.501 habitants de nationalité allemande.

villes de Käsmark et de Leutschau s'enorgueillissent de monuments, cathédrale gothique, hôtel de ville, signes d'une ancienne tradition et d'une puissance sociale jamais interrompue. Autour de Gollnitz-Gelnica, Stoss, Schmollnitz, Dobschau, Metzeneifern, on compte près de 14.000 Allemands.

Le XIX^e siècle — siècle du libéralisme et des nationalités — porta les plus rudes coups à l'indépendance spirituelle de ces Allemands de Slovaquie. C'est que l'État, — en l'occurrence c'était l'État magyar — en organisant l'enseignement primaire, en plaçant sous sa surveillance les écoles confessionnelles où les clergés, le catholique et le protestant, avaient maintenu la langue et les traditions du groupe, favorisait désormais la langue officielle aux dépens des idiomes locaux.

Entendons sur ce point le témoignage du professeur Winter : « A l'école, les enfants apprenaient le magyar, à la maison ils parlaient le dialecte allemand de la petite patrie d'origine, difficilement compréhensible. Dans les relations avec leurs voisins, ils employaient le slovaque ou le ruthène, et dans les services religieux ils entendaient enfin le haut-allemand. Ainsi, depuis la plus tendre enfance, les Allemands de la Haute-Hongrie apprenaient quatre langues, mais, au bout du compte, ils n'en possédaient vraiment aucune (1). »

La dénationalisation était avancée au point qu'on vit

(1) De tout temps, d'ailleurs, on dut entendre un curieux baragouin dans cette tour de Babel. M. l'abbé Winter fait état (*op. cit.* p. 13, note 7) d'un souvenir recueilli par Schwab dans son ouvrage *Land und Leute in Ungarn*, Leipzig, 1865. Un bourgmestre fut un jour salué à l'auberge en ces termes où latin, slovaque, allemand, magyar se disputaient la phrase : « Hat servus, bonum mane, pane Consul. Ugyan jak se maju ? Jak oni przisli či na Vorspann, či na eigene Gelegenheit ? »

orsque la République tchécoslovaque réorganisa les services du pays, les Allemands de Kremnitz refuser l'école allemande proposée par le nouveau gouvernement et réclamer le maintien de l'école magyare.

Cependant, pour diminuer l'influence magyare, les Tchécoslovaques avaient intérêt au réveil des traditions allemandes. Dans le Zips, là où l'élément germanique avait atteint le plus haut degré social, ils fondèrent à Deutschau un Staatsrealgymnasium, analogue à celui de Bratislava, et subventionnèrent le lycée évangélique de Käsmark. Pour l'enseignement primaire, les Tchécoslovaques déclarèrent que, sur le territoire de la Slovaquie et de la Russie subcarpathique (cette dernière contrée ayant, elle aussi, une minorité allemande), ils ne trouvaient en 1919 que vingt écoles allemandes, et qu'à la date de 1921 ils en avaient déjà établi cent vingt. En très peu d'années, les résultats espérés furent atteints. Cinq ans après la révolution, on prévoyait déjà que la génération nouvelle serait tout autre que les précédentes, et que, dans les colonies germaniques de Slovaquie, on entendrait de nouveau « *die geliebte Muttersprache* ».

Mais le rattachement de ces colonies à la Tchécoslovaquie allait avoir encore d'autres conséquences. Depuis longtemps, elles avaient pratiquement négligé d'entretenir des relations suivies avec le reste du monde germanique. Même les prêtres catholiques de Slovaquie éprouvaient des répugnances envers un Empire qu'ils pensaient dominé par la Prusse protestante. S'ils avaient cherché des appuis au dehors, c'eût été plutôt en Cisleithanie, à Vienne ou à Graz. Mais la Hongrie n'aimait pas les coquetteries de ses sujets avec ceux de l'autre parti de la monarchie dualiste. Et puis, ces Allemands étaient pauvres, sauf les gens de Zips qui appartenaient à la confession protestante. Néanmoins, des encourage-

ments leur vinrent quand s'affirmèrent les prétentions pangermanistes. En 1912, M. Raimund-Friedrich Kaindl publiait, à Gotha, un petit livre : *Histoire des Allemands de Hongrie (Geschichte der Deutschen in Ungarn)*, dont il ne dissimulait point les intentions de propagande. — « Puisse ce petit livre, écrivait-il, ramener avant tout les Allemands de Hongrie à la fierté des actions de leurs pères, les remplir de résolution et de force afin qu'ils préservent leur caractère germanique pour le bien de leur patrie d'adoption et pour l'honneur du peuple allemand ! » Appel peu entendu alors.

Mais à partir de 1919, les 150.000 Allemands dispersés en Slovaquie se trouvèrent incorporés à un État qui comprenait 3.000.000 de leurs frères de race. De la région des Sudètes, allaient se proposer de nouveaux apaisements. L'entreprise fut longue et patiente. Au printemps de 1934, je demandais à des Allemands de Bratislava s'ils n'observaient pas une influence des Allemands de Bohême sur ceux de Slovaquie. Certains — journalistes, hommes d'affaires, qui appréciaient leur situation améliorée, mais regardaient plutôt vers l'Ouest et négligeaient ces frères perdus des montagnes et des districts orientaux — me répondirent « Non » sincèrement, j'en crois. Même ils témoignèrent quelque surprise de ma question. Dans des milieux catholiques, on me répondit sans hésiter : « Cette influence existe et elle s'accroît de plus en plus. » Un petit journal de propagande catholique, rédigé en Bohême et volontiers lu dans les milieux populaires, *Unser Familienblatt*, consacrait régulièrement une page à la vie catholique dans les districts allemands de Slovaquie et de Russie subcarpathique.

D'autre part, dans les milieux catholiques du Reich, l'Union d'Empire pour les catholiques allemands de l'étranger (Reichsverband für das Katholische Ausland)

deutschtum), dont le président avait été le chancelier
r Marx, et le secrétaire général un dominicain, le
Sinnigen, avait travaillé pendant des années à ce rap-
rochement. Plus récemment, le mouvement politique et
national dirigé par M. Henlein et qu'on sait inspiré de
idéologie hitlérienne, dans son entreprise pour réunir,
sans distinction d'opinions et de religion, tous les Alle-
mands de Tchécoslovaquie en un bloc, ne s'est point dé-
intéressé des colonies de Slovaquie ni de celles de Rus-
sie subcarpathique.

Il a adopté, à leur égard, une politique ingénieuse et
flexible. On est venu au secours de ces paysans de
Deutschproben et de Kremnitz dont j'indiquais plus haut
la situation misérable. On a fait mieux encore. M. Win-
ckler, dans son ouvrage de 1926, signalait avec quelle dif-
ficulté on pouvait recruter parmi les Allemands de Slo-
vaquie le personnel enseignant nécessaire aux nouvelles
écoles primaires et primaires supérieures, et il redoutait
qu'échappés au péril d'une magyarisation, ses compa-
triotes ne fussent exposés à une « slovaquisation ». Les
Allemands des Sudètes se préoccupent de ces écoles.
Leur zèle assure les maîtres nécessaires, mieux, des
maîtres qui ne se bornent pas à une tâche de pédago-
giques, mais travaillent à répandre dans le peuple les idées
nationales allemandes. Les sections slovaques de la Li-
gue de culture allemande (Deutscher National Verband)
et de la société allemande de gymnastique sont autant
de cellules de propagande. Chose singulière : une résis-
tance se dessine parmi les Allemands du Zips qui, dès
les premières années de la République, prirent figure
d'opposants et s'associèrent toujours, contre les Slova-
ques, aux partis magyars. Redoutent-ils de perdre la
prééminence politique qu'ils s'étaient ainsi assurée ? Bour-
geois, s'inquiètent-ils d'une agitation des classes popu-

lares qui pourrait, dans des fiefs électoraux jusqu'ici incontestés, leur susciter des rivaux ?

Il est donc hors de doute que la constitution du nouvel État a rendu la vie à l'élément germanique en Slovaquie. Le régime magyar préparait sa mort, lente et sûre. Probablement sans envisager toutes les conséquences possibles, le régime tchécoslovaque a rendu à ceux qui allaient disparaître le moyen de reprendre conscience d'eux-mêmes et de transmettre à leurs enfants une nouvelle tâche nationale. Les prochains recensements, la révolution politique et intellectuelle de ces contrées ne permettront plus tard d'apprécier l'étendue de cette renaissance. Elle ne saurait, tout de suite, causer aux Slovaques de gêne véritable; mais elle contribuera à compliquer la situation, et elle prolonge désormais, dans l'Europe orientale, des échos du monde germanique qu'on n'y parvenait plus il y a vingt ans.

VICTOR-L. TAPIÉ.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique de politique étrangère

Défense de l'Occident

« Dissocier la France et l'Angleterre » : c'était l'idée maîtresse de *Mein Kampf* ; ce pari-là, du moins, Hitler ne l'a pas gagné.

C'est en 1933, six mois après l'avènement du Troisième Reich, que M. Baldwin put, sans contrarier l'opinion publique de Grande-Bretagne, énoncer ce théorème : « Nos frontières ne sont plus aux falaises crayeuses de Douvres, mais sur le Rhin. »

C'est en 1936, moins de quinze jours après la remilitarisation brutale de la zone rhénane, que M. Eden transforma cette évidence en contrat : « La Grande-Bretagne défendra la France avec toutes ses forces contre toute agression non provoquée. »

C'est en 1938, six semaines après l'annexion violente de l'Autriche par la force armée, que le *Daily Express*, naguère champion du « splendide isolement », salue le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères de France en ces termes : « Amitié. Entente cordiale. N'ayons pas peur des mots : alliance. »

Le sens général de cette alliance est défini, non sans netteté ni courage, par le communiqué officiel publié le 29 avril à l'issue des conversations de Londres entre M. Chamberlain, lord Halifax et leurs collègues français :

« Pour la défense, non seulement de leurs intérêts com-

muns, mais aussi de l'idéal de vie nationale et internationale qui unit les deux pays. »

Voilà la réponse de Sa Majesté George VI au salut hitlérien de M. von Ribbentrop.

*
* *

Le président Daladier et M. Georges Bonnet sont donc allés dans la capitale britannique non pas pour planter l'arbre, mais pour cueillir le fruit. Leur victoire diplomatique n'est pas un tour de force, mais la constatation et la consécration solennelles d'une nécessité. Bacon dit quelque part *Homo naturae non nisi parendo imperat*.

Lorsque la grande presse verse des larmes d'attendrissement sur le dîner de Windsor, l'envie me prend de réciter

Il pleut des vérités premières,
Tendons nos rouges tabliers.

On n'a rien dit en disant que l'Angleterre et la France sont condamnées à l'Entente cordiale. Mieux encore, cela seul ne suffirait pas à troubler les desseins du Reichsführer. Pourquoi l'auteur de *Mein Kampf* voulait-il, en effet, creuser un fossé profond et infranchissable entre Paris et Londres ? Parce qu'il considérait que la France victorieuse, résolue à maintenir sur l'Europe entière une hégémonie de fait et de droit, s'opposerait par les armes à « la conquête de l'Est par le germanisme ». La France était donc « l'ennemi mortelle » qu'il fallait écraser avant tout. Et comment l'écraser sans la séparer de l'Angleterre ? Mais supposons que l'Entente cordiale, restaurée pour la défense des frontières du Rhin, s'interdise explicitement de jouer à l'est du Rhin. Supposons que la France et l'Angleterre alliées donnent au Reich hitlérien libre carrière en Europe danubienne et balkanique. Supposons même que l'Angleterre impose à la France, comme contrepartie de l'assistance qu'elle lui promet en cas d'agression directe, l'abandon des traités qui nous lient à Prague, à Varsovie, à Moscou. Alors, pour quelques années au moins, le pangermanisme serait conciliable avec l'Entente cordiale.



Mais — et cela seul importe — cette hypothèse ne s'est pas vérifiée. En novembre dernier, M. Chamberlain avait dit à MM. Chautemps et Delbos : « Je reconnais que vos traités avec les puissances de l'Europe orientale contribuent au maintien de la paix dans ce secteur du continent. » Cette fois, il est allé plus loin, malgré la démission de M. Eden survenue dans l'intervalle, à cause peut-être de l'Anschluss qui suivit de trois semaines la démission de M. Eden.

Dans son discours du 24 mars, le Premier ministre avait publiquement averti le Reich hitlérien que toute guerre dans laquelle la France serait entraînée s'étendrait nécessairement à la Grande-Bretagne, non pas en vertu d'engagements contractuels, mais par la force même des choses. Courageusement, M. Daladier s'est efforcé de prendre M. Chamberlain au mot. Un seul moyen s'offrait à lui, dont il usa : ne laisser planer aucun doute sur la volonté française d'exécuter les engagements souscrits, de faire honneur à la parole donnée. Huit jours après le discours de Konrad Henlein à Karlowy-Wary, c'est-à-dire après le défi lancé par Berlin à Prague, la précision n'était pas superflue. Aussi rien, ne fut-elle pas vaine. Trente heures après le départ des ministres français, lord Halifax recevait au Foreign Office le ministre de Tchécoslovaquie à Londres, M. Jan Masaryk. Il lui demandait d'abord de transmettre à son gouvernement le désir du cabinet de Londres que les concessions au bénéfice des Allemands sudètes fussent poussées à l'extrême limite du possible. Il ajoutait aussitôt que Berlin serait amicalement saisi par l'ambassadeur d'Angleterre, sir Nevile Henderson, de l'avertissement formulé le 24 mars par le Premier ministre. « En cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, la France serait juge de l'opportunité d'une intervention conforme au traité franco-tchèque ; mais, si la France, comme elle l'annonce sans détour, doit riposter à l'agression par l'assistance militaire, il serait dangereux de compter sur la neutralité britannique. »

Toutefois, cette démarche ne devait être faite que le chancelier Hitler une fois rentré de Rome. Pourquoi ?



Parce que le redressement de la politique britannique est subordonné au revirement de la politique italienne.

Si Rome accepte le marché proposé par Berlin, si le Duce tout en se servant de l'accord anglo-italien pour contenir les ambitions du germanisme, consent à sacrifier la vocation continentale de l'Italie aux exigences de sa vocation méditerranéenne, alors l'Angleterre n'a pas le loisir de veiller au salut de la Bohême : car, dans cette hypothèse, l'invasion de la Tchécoslovaquie coïncidera avec l'invasion de la Tunisie ou de l'Égypte, avec l'agression directe contre les démocraties occidentales ou leurs empires.

C'est avant tout pour sauver l'Autriche menacée que M. Pierre Laval négocia les Accords de Rome de janvier 1935. Mais, le jour même où ils étaient signés, le maréchal de Bono s'embarquait pour l'Afrique orientale avec mission de hâter les préparatifs de la campagne d'Éthiopie. Ainsi comme le maréchal lui-même le confesse ou le proclame dans ses *Commentaires*, la politique dite du « Front de Stresa » n'était qu'une feinte diplomatique, et « la garde sur le Brenner » qu'un trompe-l'œil. Il ne s'agissait alors que d'abuser les puissances pour les empêcher de contrarier l'entreprise africaine du fascisme.

L'Angleterre de Neville Chamberlain n'ignore pas qu'elle court aujourd'hui le même risque que la France de Pierre Laval. Circonstance aggravante : la nouvelle campagne d'Éthiopie a commencé, cette fois, avant les nouveaux accords de Rome.

Nous lisons, en effet, dans la revue romaine *El Mediterraneo*, sous la signature du général Ambrosio Barlatti : « Il est temps que le monde comprenne que la campagne d'Éthiopie est une prolongation de la campagne d'Abyssinie. Il faut imposer notre influence aux Espagnols. Sans cela nous n'obtiendrons jamais que la Méditerranée devienne « le lac italien » dont Mussolini a parlé. C'est pourquoi nous aidons Franco. »



Ainsi, la coopération franco-britannique pour la défense de l'Europe danubienne contre le pangermanisme est su

ordonnée à l'affaiblissement de l'axe Berlin-Rome. Mais cet affaiblissement lui-même n'est possible que si les risques de la vocation méditerranéenne apparaissent au Duce comme supérieurs aux risques de la vocation continentale. En confirmant le pacte franco-tchécoslovaque, M. Daladier a joué et peut-être gagné la première manche. Cette politique appelle un complément logique : une égale fermeté, une égale netteté dans la résolution — non certes de défendre l'un des deux partis espagnols contre l'autre — mais de libérer la sécurité française d'une nouvelle hypothèque et les communications impériales d'une nouvelle menace.

Alors seront remplies les deux conditions d'une entente nécessaire avec Rome.

Alors l'équivoque dont s'entoure encore l'alliance franco-britannique sera dissipée.

Il est bon que la France et l'Angleterre confrontent leurs plans d'états-majors, unifient le commandement de leurs armées, coordonnent le ravitaillement et l'armement de leurs empires.

Il est bon que l'Amérique du Nord et le Canada commencent à leur offrir une seconde ligne industrielle, sorte de certain arsenal à l'abri des bombardements.

Tout cela suffira peut-être à gagner la guerre, mais non pas à sauver la paix. Le voyage du Führer à Rome, au lendemain du voyage des ministres français à Londres, est à la fois une leçon d'humilité et un appel à l'énergie.

Nous connaissons l'enjeu : la défense de l'Occident.

Nous sommes à la veille de Sadowa.

N'attendons pas la veille de Sedan.

2 mai 1938

MAURICE-JACQUES.

Le nouveau plan de redressement financier

Depuis le début de la crise économique en France — c'est à-dire à partir de 1932 —, on a vu se succéder un certain nombre de « plans de redressement financier » qui, pour des raisons diverses, n'ont pas atteint le but recherché. Pendant ce temps les difficultés se sont aggravées singulièrement; aux facteurs purement économiques et financiers se sont ajoutées de nouvelles causes d'ordre international et d'ordre social. Ainsi les remèdes proposés ont-ils dû se renouveler chaque fois plus sévères, et les tentatives se répéter à un rythme sans cesse accéléré. Nous en sommes aujourd'hui à la cadence d'un plan par mois puisque le projet Blum date du début d'avril et qu'en ce commencement de mai sortent du *Journal Officiel* les « premiers trains » du projet Daladier.

On voudrait ici — sans prendre parti — exposer objectivement l'esprit dans lequel paraissent avoir été conçues ces deux tendances, dernières en date.

I. — LE PROJET BLUM : AVRIL 1938

On n'a pas oublié que le projet Blum se présentait d'une façon assez particulière. Conçu en un seul article confiant les pleins pouvoirs au Gouvernement, il était précédé d'un très long *exposé des motifs* qui retraçait, d'une part, les causes et les caractères des difficultés actuelles et indiquait, d'autre part, les grandes lignes de la méthode par laquelle le Gouvernement se proposait d'y remédier.

Le refus des pleins pouvoirs par le Sénat provoqua la chute du cabinet. Le gouvernement Daladier, qui lui succéda, obtint les pleins pouvoirs et la quasi-unanimité des deux assemblées et ce sont les premiers décrets-lois pris

exécution de cette autorisation qui viennent d'être publiés tandis qu'est écrit cet article.

Causes des difficultés financières de la France.

Les philosophes distinguent, sauf erreur, en dehors de la *cause première*, les « causes prochaines » et les « causes lointaines » d'un événement. C'est seulement les causes prochaines — on veut dire celles qui sont d'ordre technique — qu'examine l'exposé du motif du projet Blum.

Il en dégage *deux* : les charges militaires et l'évasion des capitaux. Le poids du réarmement est évalué à 46 % du total des recettes de l'État (ressources de la Caisse d'amortissement comprises); c'est là un chiffre qui, dans sa nudité, apparaît d'une singulière éloquence. Si près de la moitié du revenu de l'État doit être obligatoirement affectée à couler des canons, tourner des obus et construire des abris bétonnés, tous travaux sans doute indispensables actuellement, mais *improductifs*, on voit quelle perturbation est entraînée automatiquement dans l'équilibre financier.

Or, tandis que de telles sommes devaient être ainsi engouffrées dans la course aux armements, on constatait une véritable « hémorragie de capitaux » qui privait le pays de ressources plus nécessaires que jamais. Le document que nous analysons évalue à 40 milliards de francs-Poincaré — soit 80 milliards environ de francs actuels — le total des sommes exportées hors de France ou thésaurisées en or de 1934 à 1937. Que ce chiffre soit exact ou qu'il soit exagéré, on ne saurait ici l'indiquer faute d'éléments. Mais il est incontestable que les sorties de capitaux ont largement contribué à priver les industries nationales des ressources dont elles avaient un besoin de plus en plus urgent.

Moins de capitaux dans le pays. L'État et les industries privées se disputant ceux qui restaient disponibles sur le marché. Il devait en résulter évidemment des embarras sans cesse croissants à la fois pour l'État et pour les trésoreries des entreprises. Des faillites multipliées traduisaient le marasme des affaires dans l'impossibilité d'emprunter. Ces faillites contribuaient à leur tour à diminuer encore la capacité fiscale du pays, obligeaient l'État à emprunter davantage et ouvraient ainsi un cercle infernal dans lequel le pays pouvait d'autant moins donner qu'on lui demandait plus. L'inflation elle-même — à laquelle ont recouru tous les gouvernements depuis 1934 — ne pouvait être un remède, car les capitaux créés par les avances de

la Banque de France à l'État étaient eux-mêmes exportés, et le résultat était seulement de compromettre davantage la tenue du change ou de diminuer les réserves d'or de l'Institut d'émission, déjà dangereusement insuffisantes dans l'éventualité d'une guerre.

Les autres causes ?

Les adversaires du cabinet Blum, tout en rendant hommage à la cohérence de cette analyse — à la vérité une des plus approfondies qui ait été faite depuis quatre ans — lui reprochaient son caractère quelque peu tendancieux.

Oui, le fardeau des armements constitue un des principaux éléments des difficultés françaises, personne ne le conteste.

Mais beaucoup d'hommes politiques, de journalistes et de techniciens se refusaient à admettre que l'évasion des capitaux soit, pour une très grande part du moins, à l'origine des obstacles que trouvaient les entreprises à emprunter. Ils voyaient surtout dans cette évasion ou cette thésaurisation des milliards l'effet des conditions d'insécurité où se trouvaient les capitaux investis dans les entreprises françaises; et cette insécurité elle-même leur semblait le résultat à la fois des prix de revient trop élevés de l'industrie nationale et de l'agitation sociale entretenue depuis quelques mois dans le pays.

Les remèdes du cabinet Blum.

Erreur ou exactitude dans les prémisses ? Le projet déroulait en tout cas avec rigueur les conséquences de l'hypothèse adoptée.

En premier lieu, puisque le fardeau des armements s'avère — provisoirement du moins — incompressible, il faut tirer de ce mal le bien qu'il peut comporter. Il faut essayer d'utiliser l'activité des industries de guerre pour étendre de proche en proche leur prospérité à d'autres branches de l'économie nationale. « L'exemple des nations étrangères, dit l'exposé des motifs, prouve qu'un pays peut connaître dans un système à base de réarmement accélééré, *sinon une prospérité réelle, du moins une activité intense.* » On peut trouver piquante l'attitude de M. Blum s'inspirant de l'exemple d'Hitler pour résorber le chômage

n faisant travailler la nation pour la guerre. Mais nous pensons qu'il serait injuste de ne pas reconnaître l'effort réalisé pour s'adapter aux « réalités » du moment.

Au surplus, la comparaison du système préconisé avec celui qui a été mis en vigueur en Allemagne s'arrête là. Il s'agit, dans l'esprit du Gouvernement, d'un suprême avarer de la fameuse théorie du pouvoir d'achat; et il n'est pas question de rationner le beurre au peuple pour doter la nation de canons. « La France est assez riche, poursuit l'Exposé, [...] elle n'a pas à distraire d'énergies pour la fabrication onéreuse de succédanés. Elle n'a pas à recourir aux interdictions et aux rationnements sévères. »

En somme, Hitler dit : « Des canons ou du beurre. » Le cabinet Blum proposait « d'autant plus de beurre que plus de canons, grâce aux salaires payés ». Provisoirement du moins; car le cabinet ne se dissimulait pas « le caractère artificiel » d'une économie ainsi organisée, non plus que les problèmes redoutables [auxquels conduisait] la liquidation de l'expérience »; il espérait seulement que cette échéance » serait assez lointaine.

Ce n'est qu'un hors-d'œuvre, mais qui correspond bien à la philosophie qui domine tout le projet.

Arrivons, en second lieu, au principal

« Le principal », c'est une *inflation de crédit massive en circuit fermé*.

Expliquons-nous. Puisque le refus des capitaux de s'investir aussi bien dans les affaires françaises qu'en valeurs d'État est à l'origine — pense le gouvernement Blum — des difficultés financières économiques, *il n'y a que deux solutions. Ou bien* provoquer le rapatriement des capitaux et lancer un grand emprunt à long terme qui dispensera l'État de nouvelles opérations de crédit pendant un an ou deux et laissera « souffler » le marché. Ceci, dit le cabinet Blum, *est impossible* : l'instabilité de la situation internationale s'y oppose; M. Chautemps, qui y avait songé en créant la Caisse autonome de la Défense nationale, a reconnu lui-même que l'opération était impraticable.

Ou bien admettre une fois pour toutes que les capitaux nigrés ou thésaurisés *ne reviendront pas*. Et alors en fa-riquer d'autres : organiser le relai en capitaux frais *par inflation et non plus par l'emprunt*. Mais pour que cette inflation soit efficace, il faut deux conditions :

— il faut d'abord ne recourir que dans la moindre mesure possible à la mise en circulation de nouveaux billets de banque; autrement dit, il faut, autant qu'on le peut,

préférer l'inflation de crédit à l'inflation monétaire pure et simple;

— il faut ensuite que les capitaux qu'on va créer soient forcés de s'investir dans l'économie française et ne puissent, eux, s'évader; moyennant quoi, le marché financier retrouvera des disponibilités, et des entreprises pourront regonfler leur trésorerie, recommencer donc à produire; les affaires se ranimant, les rentrées fiscales s'accroîtront, le budget de l'État s'améliorera : le « coup de pompe » ayant réamorcé la circulation, elle se continuera d'elle-même. Pour cela, instituer un contrôle des changes aussi souple que possible; ce contrôle consistera seulement *dans la centralisation des opérations sur devises à la Banque de France*, laquelle demandera aux entreprises et aux banques justification de leurs besoins de change.

Telles sont les lignes maîtresses du projet qu'avait conçu le cabinet Blum au début d'avril. Ranimer la production par l'inflation; et pour que cette inflation soit efficace, empêcher l'évasion des capitaux ainsi créés. — Ce plan s'associait par ailleurs d'autres mesures de moindre importance : on veut dire moins importantes dans l'économie du projet — car les « victimes désignées » n'auraient pas pu manquer, elles, de les trouver *importantes*.

Il s'agissait, en gros, d'alléger certaines dépenses de l'État et d'augmenter ses ressources, *en attendant que les résultats de l'inflation se soient traduits effectivement par la reprise des affaires et le gonflement des rentrées d'impôt.*

On imaginait à cet effet, d'une part, une faillite partielle sous forme de suspension provisoire de l'amortissement de la Dette publique (on aurait payé le *coupon*, mais on aurait reculé à deux ans le remboursement en capital) et d'un impôt — modéré — sur le coupon de rente.

D'autre part, elle s'efforçait de limiter la fraude sur les valeurs mobilières en *supprimant le titre au porteur*, mais en créant par contre un titre nominatif doté de grandes facilités de circulation. Mesure excellente, indispensable, à laquelle il faudra bien revenir un jour ou l'autre.

Enfin, le diable avait soufflé à M. Léon Blum l'idée bien fâcheuse d'un prélèvement sur le capital. On se flattait ainsi de « gager à terme » une partie de l'inflation jugée nécessaire. Mais ces sortes de « gages » ont toujours été illusoire. Et si jamais moment a été mal choisi pour parler d'impôt sur le capital, c'est bien sans doute celui que nous vivons : trésoreries asséchées, capitaux mobiles à l'étranger, propriétaires d'immeubles urbains et paysans lourdement atteints par la crise et condamnés finalement à supporter seuls

roids d'un prélèvement auquel ils ne pourraient soustraire leurs biens « étalés au soleil ».

Tandis que la presse socialiste soutenait ce plan, mais sans grande conviction, semble-t-il, et plutôt dans l'espoir de constituer une plate-forme électorale future, l'opposition se manifestait, violente.

Elle s'élevait, par la voix de M. P.-É. Flandin, contre l'inflation massive qui formait le fond du projet; par la voix de M. Paul Reynaud contre l'amorce d'un contrôle des changes qui, disait-on, ne pouvait qu'engendrer un régime de dictature totalitaire.

Elle s'élevait contre la faillite partielle (suspension de l'amortissement et impôt sur la rente) et contre l'impôt sur le capital, mesures qui surchargeaient les rentiers et les épargnants. Elle s'élevait contre l'absence de toute contribution demandée à la classe ouvrière, à laquelle il n'était même pas proposé de consentir à un assouplissement des quarante heures pour participer au renouveau des affaires et à l'augmentation de la production.

Elle s'élevait enfin contre le « défaitisme » qu'il lui semblait déceler à la base même du plan, et reprochait au Gouvernement d'abandonner prématurément *l'idée d'un grand emprunt de la Défense nationale*; elle pensait que seule la présence des socialistes au pouvoir rendait impossible l'opération — où, techniquement, elle voyait une solution bien préférable à l'inflation.

Une majorité réduite à la Chambre, l'unanimité hostile au Sénat, et ce fut le gouvernement Daladier.

(A suivre.)

PIERRE CARDIÈGES.

LIVRES

Morale sociale

Voici, dans la « Bibliothèque catholique des sciences religieuses », deux précieux petits volumes sur la morale sociale que l'auteur définit « la science de la droite conduite et de l'action humaine dans la société ». Ne cherchons donc en ces pages ni un cours d'économie politique, ni un traité métaphysique, mais des règles de morale permettant de dégager des solutions pratiques valables pour notre époque et notre pays. Si nous ne demandons pas à ce livre ce qu'il ne prétend pas donner, aucune déception ne nous attend, mais seulement la joie d'une belle clarté d'esprit et d'une doctrine aimable autant que sage.

Au surplus, on sait que M. Joseph Folliet ne pèche pas par pédantisme, ce qui, pour une « morale sociale », est une garantie fort estimable. Le travail, la propriété, le change, envisagés dans les faits d'abord, à la lumière des principes catholiques ensuite, il y a là une source précieuse d'éclaircissement pour cette multitude d'honnêtes gens qui dissertent de ces problèmes sans en avoir conçu la moindre idée précise. Désormais, et à peu de frais intellectuels, ils sauront ce que c'est que le juste prix, le juste bénéfice ou profit; ils auront quelques lumières sur la banque, les changes et le crédit — toujours envisagés sous l'angle de la morale catholique. Ils auront aussi à leur disposition un arsenal d'arguments simples et solides sur les doctrines du libéralisme, du capitalisme et du socialisme. Une bonne bibliographie achève de faire de cet ouvrage un manuel pratique où le lecteur ne risquera pas de se perdre en de trop profondes abstractions...

(1) *Morale sociale*, par Joseph Folliet. Éditions Bloud et Gay.

AVRIL. — MOIS SOCIAL

1^{er}. — L'Union parisienne des syndicats chrétiens demande que soit assurée la liberté du travail, gravement menacée par les grèves.

— Les gardiens de la paix, à Paris, ne feront plus que quarante heures : 1500 nouveaux gardiens, soit 30 millions de dépenses de plus.

2. — A Alès, la Fédération du sous-sol (C.G.T.) termine son congrès et examine la question de la nationalisation des mines.

— Pour protester contre les occupations d'usines, les employés et chefs de service des usines Peugeot cessent le travail.

— La Chambre de commerce de Roubaix émet un vœu relatif au financement et à la construction d'habitations à bon marché.

— Le patronat de la métallurgie parisienne refuse l'offre d'arbitrage exceptionnel du gouvernement. Il réclame l'application de la loi.

— L'union interprofessionnelle des syndicats de cadres proteste contre le mouvement de grèves.

5. — Le *Journal Officiel* publie le décret sur le fonctionnement de la nouvelle Cour supérieure d'arbitrage.

— Les syndicats chrétiens de la métallurgie protestent contre l'arbitraire dans le déclenchement des grèves.

— Le *Journal Officiel* publie le décret réorganisant les services chargés de constater le coût de la vie.

6. — Le syndicat des cochers-chauffeurs de Paris décide de ne pas sortir les taxis. D'autres groupements refusent de suivre le mouvement de grève.

7. — Des associations d'épargnants protestent contre les projets financiers de M. Blum.

8. — Le mouvement gréviste de la région parisienne s'étend de jour en jour.

— Des éléments S.P.F. obtiennent du Conseil général de la Seine qu'une aide soit accordée aux familles des grévistes.

— M. Gignoux est réélu président de la C.G.P.F.

— Les syndicats chrétiens et d'autres éléments du personnel des usines en grève demandent un vote secret sur la continuation de la grève.

— M. Jean Lebas, ministre des P.T.T., inaugure le centre émetteur de télévision de la Tour Eiffel.

9. — Le *Journal Officiel* publie le décret sur le statut des voyageurs de commerce.

— La Fédération française des syndicats d'employés (C.F.T.C.) proteste contre les grèves.

— Clôture des travaux du Congrès de l'Union des syndicats de la R.P. (C.G.T.) où l'emprise communiste est de plus en plus forte.

10. — Le comité national de la C.F.T.C. se réunit pour sa 66^e session.

11. — Les usines Renault sont à leur tour occupées. Par un vote massif, les collaborateurs se prononcent contre la grève.

— Le *Journal Officiel* publie un arrêté instituant une commission chargée d'étudier les problèmes posés par la loi sur les congés payés.

12. — 180 établissements de la R.P. sont occupés. 150.000 salariés sont pris dans le mouvement. Divers groupements de cadres renouvellent leurs protestations.

— M. Jacomet, surarbitre, met fin aux conflits dans les usines nationalisées de l'aéronautique. Il relève les salaires de 7 % et porte à quarante-cinq heures la durée du travail.

13. — Le travail reprend aux usines Peugeot après un vote contre la grève.

14. — Évacuation des usines et extension de l'arbitrage de M. Jacomet dans l'industrie aéronautique.

— La commission exécutive de la fédération cégétiste se réunit et se déclare solidaire des ouvriers grévistes, mais demande aux syndicats de n'envisager ultérieurement la grève qu'avec l'accord de la fédération.

— M. Guinaud, surarbitre dans la métallurgie, rend sa sentence. Il n'augmente pas les salaires, mais recommande aux parties de faire quarante-cinq heures.

19. — Le travail reprend dans la métallurgie.

19 et 20. — Au congrès de la Fédération nationale des employés (C.G.T.), à Clermont-Ferrand, M. Belin, secrétaire adjoint de la C.G.T., déclare que le syndicalisme doit être absolument indépendant.

20. — Le *Journal Officiel* publie un décret concernant l'organisation des procédures de conciliation et d'arbitrage.

22. — Le comité d'action contre la grève, constitué chez Renault, se transforme en comité d'action économique pour bannir toute démagogie, tout arbitraire patronal et faire respecter les droits du travail.

— Chez Citroën, les ouvriers qui avaient voté contre la grève se groupent en Union corporative en vue de défendre la liberté du travail.

23. — La police fait évacuer, sans incident, des usines et entrepôts occupés dans la R.P.

26. — Une délégation de la Fédération des fonctionnaires entretient M. Marchandeau de la hausse du coût de la vie et des traitements,

DOCUMENTS

Proche-Orient

Cette chronique, qui n'est qu'un simple exposé, montre l'étendue et l'importance des événements qui se sont passés dans le Proche-Orient depuis deux ans et qui, pour une bonne part, ont été sinon causés, du moins provoqués par le conflit italo-éthiopien. Pour être d'ailleurs tout à fait complet dans une étude du Proche-Orient, il faudrait encore noter d'autres événements qui furent peut-être moins marquants, mais témoignent d'une évolution sensible : la conclusion du Pacte asiatique entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et le Hedjaz auxquels s'adjoignent le Yémen et l'Afghanistan, le développement croissant de l'Iran dans tous les domaines qui se manifeste par exemple au point de vue économique par la continuation accélérée du chemin de fer transiranien et au point de vue politique par une susceptibilité fort chatouilleuse (incidents diplomatiques avec les États-Unis et avec la France), rivalité anglo-italienne en Arabie, extension formidable de l'exploitation des pétroles dans tout le Proche-Orient, crises politiques en Irak, où un coup d'État militaire amène une certaine tension avec l'Angleterre qui réussit d'ailleurs bientôt à rétablir au pouvoir un gouvernement plus sympathique à ses intérêts.

Mais le tableau que nous allons esquisser est déjà assez

riche (1) ; les résultats de deux années sont abondants : deux États voient étendre et confirmer leur indépendance : l'Égypte par un traité avec l'Angleterre et par l'abolition des Capitulations, la Turquie par la réforme du régime des Détroits, qui était le dernier obstacle à sa pleine souveraineté ; deux autres États, la Syrie et le Liban, accèdent à l'indépendance. Sans doute des questions politiques seront encore soulevées : la coexistence du maintien de troupes britanniques dans la zone du canal de Suez et de françaises sur la côte libanaise avec l'indépendance juridique des États égyptien et libanais ne manquera pas sans doute d'amener quelques heurts ; le régime fort complexe du sandjak d'Alexandrette pourra favoriser les discussions et les tiraillements. Mais l'on pourrait dire qu'un grand pas a été fait vers l'apaisement et le progrès de ces États du Proche-Orient s'il ne demeurait à l'horizon un gros point noir : le statut des étrangers et surtout des minorités.

Les événements d'Égypte, de Palestine, de Syrie et du Liban, survenant après ceux de l'Irak il y a quelques années, prouvent la transformation profonde de ces pays : l'agitation politique s'y est déroulée avec le même processus d'intrigues et de violences, avec les encouragements ou sous la pression des mêmes influences étrangères, pour aboutir aux mêmes revendications : l'instauration d'un régime parlementaire et démocratique ou soi-disant tel et la renaissance de la souveraineté nationale. Pour notre part nous ne pouvons que trouver légitimes ces revendications que les puissances européennes ont eu seulement le tort de satisfaire trop tard, acculées par des mouvements irrésistibles. Aussi peut-on craindre parfois que ces sursauts de patriotisme longtemps comprimé ne dégénèrent

(1) On se reportera à *La Vie Intellectuelle*, LII, pp. 81-123.

rent en nationalismes exaspérés qui se traduiraient immédiatement par de la xénophobie, en particulier au point de vue religieux. Des appréhensions se sont fait jour dans beaucoup de milieux à la suite de l'abolition des Capitulations en Égypte; il semble pourtant, d'après nos informations, que l'Égypte s'oriente plutôt vers un régime de séparation des pouvoirs temporel et spirituel qui serait évidemment plus favorable aux minorités chrétiennes dans un pays officiellement musulman. Au Liban, les masses chrétiennes sont compactes et demeureront en fait sous la protection française. Le jugement est autrement hésitant et même inquiet au sujet de la Syrie, et les troubles qui encore récemment éclataient en Haute-Djézireh ne font pas présager un avenir sans remous.

Les destinées de la Palestine sont toujours mystérieuses : il y a la rivalité locale des Arabes et des Juifs palestiniens; il y a les intérêts impériaux de la Grande-Bretagne, nettement contrecarrée par certaine puissance rivale; il y a aussi le contre-coup immédiat que produit dans l'opinion mondiale toute atteinte aux Lieux saints du Judaïsme, de la Chrétienté et de l'Islam : Juifs et Musulmans du monde entier semblent comme se sentir personnellement touchés par le sort de leurs frères palestiniens. La solidarité catholique n'en est malheureusement pas encore à ce point !

La constitution politique du Proche-Orient a-t-elle atteint son étape définitive? Nous ne le croyons pas. Il nous semble que dans l'état présent du monde, des nations aussi exiguës et instables que la Syrie, l'Irak, la Palestine, le Hedjaz, le Yémen et les autres principautés de la péninsule arabe ne peuvent subsister dans leur cloisonnement, mais que nous assisterons peut-être un jour à la formation, mis à part un État chrétien au Liban et un État juif dans une partie de la Palestine, d'un grand

État arabe qui sera assez puissant et assez organisé pour équilibrer ses voisins d'Égypte, de Turquie et d'Iran et pour faire contrepoids aux ambitions rivales des puissances européennes.

I. — Le Liban

L'histoire du traité franco-libanais est plus brève et moins complexe que celle du traité franco-syrien.

Dès 1936, les chefs civils et religieux du Liban avaient manifesté leur solidarité avec les nationalistes syriens en lutte pour leur indépendance. Le patriarche maronite Mgr Arida, qui avait des motifs de se plaindre, au nom de ses ouailles, comme en son nom personnel, de l'administration française, ne craignit pas de passer à l'opposition, après avoir vu ses lettres et mémoires, adressés à Beyrouth et à Paris, rester sans réponse. Dans un message aux chefs nationalistes de Damas, le patriarche affirma la solidarité des chrétiens du Liban avec les musulmans de Syrie.

En réponse, les chefs syriens déclarèrent qu'ils étaient prêts à suivre, comme un chef, le « protecteur séculaire des chrétiens du Liban. Ils promettaient de respecter l'indépendance et l'intégrité de l'État du Grand-Liban dans ses frontières historiques, restaurées en 1920.

Les promesses s'oublient vite... Trois mois après, les membres de la délégation syrienne, chargés de négocier le traité franco-syrien, s'employaient à arracher au gouvernement français la mutilation de leur voisin. Réclamant, en particulier, l'annexion à la Syrie des régions de Tripoli et de Saïda, ils prétendaient ramener le Liban à ses frontières de 1861, c'est-à-dire au seul Mont Liban sans accès à la mer et sans débouché à la plaine.

Ces manœuvres furent déjouées : Mgr Mobarak, archevêque maronite de Beyrouth, venu à Paris en mai 1936 comme délégué du patriarche maronite, se rendit auprès de M. Albert Lebrun, Président de la République, et de M. Léon Blum, désigné comme le futur Président du Conseil, pour y défendre les droits du Liban, que la France s'était elle-même engagée à défendre (1). De leur côté, Mgr Arida et M. Eddé, Président de la République libanaise, envoyèrent à Paris de véhémentes protestations contre les agissements des délégués syriens.

Le 23 juin 1936, les Libanais reçurent tous leurs apaisements. Lecture fut donnée aux membres du Parlement d'une lettre adressée au Président de la République libanaise par M. Viénot, sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères :

Je tiens à donner à Votre Excellence, écrivait le ministre français, l'assurance que le gouvernement français, actuellement engagé dans la préparation d'un traité franco-syrien..., ne perd pas de vue les droits du Liban à un traitement analogue à celui dont bénéficiera l'État voisin... L'article premier de la charte du mandat donne, en effet, à la Syrie et au Liban pareille vocation à l'indépendance. Cette indépendance doit, dans l'un et l'autre cas, être entourée des mêmes garanties internationales. Au nombre de ces garanties figure celle du statut territorial de ces États, qui, pour le Liban, a été défini le 31 août 1920 (2).

C'est sur ces bases que fut négocié le traité franco-libanais. Il fut signé, le 13 novembre 1936, à Beyrouth, par M. de Martel et M. Eddé. Le Président de la République libanaise célébra l'amitié franco-libanaise :

En dehors et au-delà des accords juridiques, dit-il, il y a entre Français et Libanais un pacte moral et sentimental auquel ne peuvent être assignées de limites, ni dans l'espace, ni dans le temps.

(1) Cf. article de M. Damien Ramia, dans la *Croix* du 7 juillet 1937.

(2) Le texte a paru dans la *Correspondance d'Orient*, juillet 1936.

Le traité franco-libanais, ratifié le 17 novembre par le Parlement de Beyrouth, est calqué sur le traité franco-syrien. Voici les quelques différences :

Conclu pour 25 ans, il est renouvelable par tacite reconduction pour une égale durée. Surtout, il permet le maintien sur le territoire libanais, jusqu'à nouvel accord..., des éléments des forces françaises de l'armée de terre, de l'air et de la marine stationnées au Levant..., étant entendu, toutefois, que leur présence ne constitue pas une occupation et ne porte pas atteinte aux droits souverains du Liban (1).

Comme on le voit, le Liban garde confiance en la France, à qui il se lie beaucoup plus étroitement que ne l'avait fait la Syrie.

Les nationalistes de Damas ne cachèrent pas leur désappointement de n'avoir pu réunir à leur État les quelques régions libanaises peuplées de musulmans. A Tripoli, Beyrouth même, les « unionistes » provoquèrent des troubles. Le 15 novembre, pour répondre à un défilé de 50.000 chrétiens venus acclamer le Liban et la France, les extrémistes musulmans essayèrent de se livrer au pillage des demeures chrétiennes de la capitale : il y eut 12 morts.

A ces difficultés s'ajoutent celles que provoque, en politique intérieure, le rétablissement, depuis le 4 janvier 1937, de la constitution de 1929, suspendue en 1934 par M. de Martel. Celui-ci a déjà été obligé de rappeler aux parlementaires libanais qu'« il est indispensable que la vie politique soit dégagée des antagonismes locaux et des rivalités de personnes ». Cet avertissement semble avoir été écouté.

L'État du Liban, où les catholiques jouent un rôle de première

(1) Le texte du traité a été publié par la *Correspondance d'Orient* le 10 décembre 1936.

plan, écrit Mgr Beaupin, sera demain un État indépendant de plein exercice. Il ne dépend que de la sagesse de ses habitants d'y donner l'exemple de la maturité politique. L'expérience qui commence pour cet État ne saurait laisser indifférents les catholiques (1).

II. — La question des Détroits

Une importante modification au statut international du Proche-Orient fut apportée par la Convention de Montreux (2), signée le 20 juillet 1936. Ce document détermine le nouveau régime juridique des Détroits en temps de guerre comme en temps de paix.

On entend par Détroits l'ensemble géographique que constituent les Dardanelles et le Bosphore, séparés par la mer de Marmara. Unique passage maritime entre la mer Noire et la Méditerranée, les Détroits sont le seuls accès à la mer libre pour la Bulgarie et la Roumanie ; ils permettent à la Russie de faire communiquer sa flotte de la mer Noire avec celles de la Baltique et du Pacifique.

La rivalité anglo russe.

Depuis 1453, les Turcs sont les portiers des Détroits. Mais, tout au cours du XIX^e siècle, ils se laissèrent forcer à main. C'est autour de Constantinople que Russes et Anglais, rivaux en Asie, se livrèrent à leurs plus tenaces luttes diplomatiques.

Si l'on voulait résumer l'histoire des Détroits avant la guerre, écrit M. F. Taillardat, on pourrait dire que la Grande-Bretagne exi-

(1) *Etudes missionnaires*, avril 1937.

(2) Il faut bien distinguer cette conférence de Montreux, tenue en juillet 1936 pour la solution de la question des Détroits, de celle tenue en mai 1937 dans la même ville pour l'abolition des capitulations en Egypte.

geait leur fermeture afin d'empêcher la Russie de pouvoir accéder à la Méditerranée; que la Russie désirait cette fermeture quand son gouvernement était faible et faisait des efforts inouïs pour obtenir le libre passage quand elle se sentait forte (1).

A Lausanne, en 1923, M. Tchitchérine, délégué soviétique, défendit la souveraineté de la Turquie sur les Détroits avec plus de zèle que le premier ministre turc M. Ismet Inonu lui-même. Leurs efforts conjugués ne purent empêcher les Alliés d'imposer à la Turquie la démilitarisation des rives des Dardanelles, du Bosphore et des îles d'Imbros et de Ténédos. Afin que cette décision ne fût pas préjudiciable à la sécurité de la Turquie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon garantissaient ce pays contre toute violation de la nouvelle convention par tous les moyens que la S.D.N. proposerait à cet effet. En ce qui concerne le droit de passage, les Détroits devaient rester ouverts, en temps de guerre comme en temps de paix, aux navires de commerce et militaires de toutes les puissances, avec cette seule restriction que nul État non-riverain ne pouvait envoyer dans la mer Noire une flotte armée supérieure à celle de l'État riverain le plus puissant. La situation n'était changée, en temps de guerre, que si la Turquie devenait belligérante : même en ce cas, la liberté subsistait pour les navires de commerce neutres.

Les revendications turques.

C'est ce régime que le gouvernement d'Ankara mit en cause dès 1934. La faillite du désarmement, les dissentiments qui séparent les quatre puissances garantes, dont deux sont en froid avec la S.D.N., la fortification par l'Ita

(1) « La remilitarisation des Détroits », *Asie française*, 5 mai 1930.

lie des îles du Dodécanèse, la réoccupation par les forces armées allemandes de la zone rhénane démilitarisée qui constitue un heureux précédent pour la Turquie, tout cela explique la note, envoyée le 11 avril 1936, par le Ministre des Affaires étrangères de Turquie, aux gouvernements signataires du traité de Lausanne (1).

Il ne peut être affirmé aujourd'hui, y déclare-t-il, que la sécurité des Détroits est encore assurée par une garantie réelle, et il ne peut être demandé à la Turquie de rester indifférente à l'éventualité d'une dangereuse carence... Aussi le gouvernement de la République... est prêt à entamer des pourparlers en vue d'arriver, à bref délai, à la conclusion d'accords destinés à régler le régime des Détroits dans des conditions de sécurité indispensables à l'inviolabilité du territoire turc et dans l'esprit le plus libéral pour le développement constant de la navigation commerciale entre la Méditerranée et la mer Noire (2).

La modération du ton de la note turque fut particulièrement appréciée des diplomates européens. Au lendemain d'une série de dénonciations unilatérales, la Turquie inaugurerait la méthode des révisions régulières et pacifiques, par voie de chancellerie. Ainsi, elle obtenait d'emblée le préjugé favorable.

La conférence de Montreux.

Les pourparlers s'ouvrirent, le 23 juin, à Montreux. Les Turcs déposèrent un projet. En vertu de celui-ci, l'accès de la mer Noire serait interdit aux bâtiments de plus de 14.000 tonnes, aux sous-marins et aux porte-aéronefs battant pavillon d'un État non-riverain ; il serait limité à un total de 26.000 tonnes pour l'ensemble de ces États.

En d'autres termes, écrit M. Maurice Pernot, les puissances rive-

(1) Exposé de la thèse turque : Suad Davaz, Le nouveau statut des Détroits, *Esprit international*, janvier 1937.

(2) Texte publié par l'*Asie française*, mai 1936.

raînes : Russie, Turquie, Roumanie, Bulgarie, jouiraient dans les Détroits d'une liberté absolue; les autres n'y jouiraient que d'une liberté restreinte (1).

Comme il fallait s'y attendre, M. Litvinov, délégué soviétique, demanda dès les premiers jours que la limitation du droit de passage ne s'applique qu'aux flottes des États non-riverains. Mais la Grande-Bretagne ne fut évidemment pas de cet avis. Ses contre-propositions, parallèles à celles de la Turquie pour le temps de paix, sauf qu'elles portaient les chiffres limites à 15.000 et 30.000 tonnes, en différaient pour le temps de guerre : elles permettraient, la Turquie étant neutre, à toute puissance belligérante d'envoyer, sans limitation, des forces navales dans la mer Noire. La Turquie, au grand mécontentement des Russes, fit volte-face et adopta le projet britannique comme base de discussion. Ce projet fut, d'ailleurs, fortement remanié, grâce à l'influence conciliatrice des représentants de la France et des pays de l'Entente balkanique.

Le nouveau régime des Détroits.

Le 20 juillet 1936, la Bulgarie, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Japon, la Roumanie, la Turquie, l'U.R.S.S. et la Yougoslavie signaient la convention de Montreux.

Par l'article premier,

les hautes parties contractantes reconnaissent et affirment le principe de la liberté de passage et de navigation par mer dans les Détroits.

Voici comment l'usage de cette liberté est dorénavant

(1) Problème des Détroits et la politique française, *La Paix par le Droit*, juillet 1936.

réglementé : pour les navires de commerce, aucune restriction en temps de paix et aussi en temps de guerre, si la Turquie reste neutre ; pour les bâtiments de guerre, en temps de paix, les États riverains pourront faire passer par les Détroits, moyennant certaines conditions, tous leurs navires ; les États non-riverains ne pourront y faire passer que leurs bâtiments légers de surface. Le tonnage global maximum admis dans les Détroits ne devra pas dépasser 15.000 tonnes ; celui que les puissances non-riveraines pourront avoir dans la mer Noire n'excédera pas, en principe, 30.000 tonnes. En temps de guerre, la Turquie restant neutre, les Détroits seront fermés à tout bâtiment belligérant, sauf si celui-ci est chargé d'une mission en vertu du Pacte de la S.D.N. ou d'un accord d'assistance mutuelle auquel la Turquie serait partie. Malgré cette interdiction, les bâtiments des puissances belligérantes, riveraines ou non de la mer Noire, séparés de leurs ports d'attache par les Détroits, seront autorisés à rallier ces ports. Chose importante pour la flotte soviétique, qui pourra ainsi s'échapper dans la mer Noire, sans craindre d'être poursuivie, à moins d'être en conflit avec le Pacte de la S.D.N. En temps de guerre, la Turquie étant belligérante, ou encore, en cas où la Turquie s'estimerait menacée d'un danger de guerre imminent, le passage des bâtiments de guerre est entièrement laissé à sa discrétion.

Un protocole adjoint à la convention de Montreux autorise la Turquie à remilitariser immédiatement la zone des Détroits (1).

La Turquie est à nouveau maîtresse d'une des trois portes de la Méditerranée.

(1) Voir texte de la convention, des annexes et du protocole dans *Asie française*, juillet 1936.

BIBLIOGRAPHIE

I. — PALESTINE

Correspondance internationale (communiste), 30 mai 1900.
La Palestine sous le joug de l'impérialisme britannique. — 18 juillet 1936 : **La Palestine en révolte.**

En terre d'Islam, mars-avril 1937, pp. 93-100 : Jacques Pignatelli.
 La septième commission royale d'enquête.

Europe nouvelle, 14 novembre 1936, Tracy Philips, Armistice en Palestine.

Frontières, août 1936 : Marcel Eberhardt, La tourmente palestinienne.

Great Britain and Palestine, 1915-1936 : Royal Institute of international affairs, Londres, janvier 1937, 111 p., 2 shil. 6.

International affairs, septembre-octobre 1936, pp. 671-683 : Chaïm Weizmann (leader sioniste). Palestine to-day, pp. 684-699 : Emile Ghory, An arab view of the situation in Palestine.

Politique étrangère, avril 1937, pp. 148-161, Tracy Philips, Le conflit des intérêts mondiaux en Palestine.

V. aussi les collections de : **Paix et droit**, **La terre retrouvée**, **L'univers israélite**, **Samedi**.

II. — ÉGYPTÉ

Great Britain and Egypt, 1914-1936 : Royal Institute of international affairs, Londres, juin 1936, 67 p., 2 shillings.

Afrique française, supplément : Renseignements coloniaux, janvier 1937, pp. 1-14, texte du traité anglo-égyptien.

Cahiers du Cercle thomiste (Abbassiah-Le Caire), janvier-février 1937, pp. 4-15 : Autour du traité anglo-égyptien ; Les communautés religieuses ; Une charte qui s'impose.

Correspondance internationale (communiste), 16 novembre 1935 : L'Égypte face à la guerre impérialiste. — 30 novembre 1935 : L'Égypte sous l'impérialisme anglais.

Correspondance d'Orient, juin 1937, pp. 241-246 et 255-264. Texte de la Convention de Montreux sur l'abolition des Capitulations; articles de commentaires.

En terre d'Islam, janvier-février 1936, pp. 34-38 : P. Coron Fluctuations et rythmes en Égypte. — Septembre-octobre 1936, pp. 291-308 : Louis Costaz, Les Capitulations et le traité anglo-égyptien. — Mai-juin 1937, pp. 157-161 : Henry Ayrout, Montreux, L'Égypte devant les puissances.

Études, 20 janvier 1936, pp. 191-200 : Henry Ayrout, Égypte 1936? Le diptyque anglo-égyptien. — 20 mai 1936, pp. 500-504 : Henry Ayrout, Fouad I^{er} et les catholiques. Un patriotisme intelligent.

Europe nouvelle, 20 février 1937 : Georges Meyer, l'Angleterre, l'Italie et la Méditerranée. — 20 et 27 mars 1937 : Maurice Pernot, L'expérience égyptienne. — 1^{er} mai 1937 : Maurice Pernot, L'Europe fatiguée (à propos de la Conférence de Montreux).

Frontières, octobre et novembre 1936 : Jean Malabard, Angleterre et Égypte. — Mai 1937 : André Clot, La conférence de Montreux et la fin des capitulations.

International affairs (Londres), mai-juin 1937, pp. 351-374 : Professeur Gibb, *The situation in Egypt*.

Outre-mer, décembre 1936, pp. 295-305 : Georges Dunan, Le traité anglo-égyptien.

Paris-soir, 2 mai 1936 : Louis Delaprée, Farouk I^{er} roi d'Égypte. — 13 avril 1937 : Jérôme et Jean Tharaud, Une ère nouvelle au pays des Pharaons.

Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations, mai 1937, pp. 102-106 : Admission de l'Égypte dans la S.D.N.

Revue hebdomadaire, 9 mai 1936, pp. 210-219 : A. de Falgairolle, Le roi Fouad et la plus grande Égypte.

III. — SYRIE ET LIBAN

Cahiers des droits de l'homme, 29 février 1936, pp. 125-127 : Les événements de Syrie.

Correspondance d'Orient, septembre, octobre, novembre 1936 (texte du traité franco-syrien, novembre 1936, pp. 504-520), janvier 1937 (affaire d'Alexandrette). — *L'œuvre française en Syrie et au Liban* : quinze ans de mandat, octobre 1936, mai, juin, septembre 1937.

Dossiers de l'Action populaire, 10 mars et 25 mai 1936 : Les réformes syriennes.

En terre d'Islam, mars-avril 1936, pp. 99-110 : Gabriel Neyrand. Des morts en Syrie, pourquoi ?

Esprit, septembre 1936, pp. 748-751 : Roger Gal, La question syrienne.

Europe nouvelle, 12 septembre 1936 : Georges Meyer, Le traité franco-syrien. — 28 novembre 1936 (**Europe nouvelle** documentaire), textes des traités franco-syrien et franco-libanais.

Illustration, 24 avril 1937, L'effervescence au Djebel-Druze.

Politique étrangère, octobre 1936, pp. 34-54 : Robert Montagne, Le traité franco-syrien. — février 1937, pp. 65-81 : R. de Caix. Les conditions politiques du traité franco-syrien et l'affaire d'Alexandrette.

Revue apologétique, mai 1937, pp. 573-594, x, Chronique des derniers événements de Syrie et du Liban.

(*Agence Univers.*)

LES LETTRES ET LES ARTS

A.-J. FESTUGIÈRE. *De la traduction des poètes grecs.*

« L'auteur nous révèle quelle doit être l'alchimie de cette création nouvelle qu'est le poème traduit. Que le traducteur tout d'abord recompose en son âme, ou qu'il laisse plutôt se former de lui-même le « climat poétique » de l'œuvre : il lui suffit pour cela d'accueillir les effluves qui naturellement en émanent. Quand il s'est longtemps murmuré cette chanson étrangère, qu'il en a bu le rythme et le parfum, quand, d'un mot, il la sent revivre en son moi le plus profond, il lui vient spontanément des vocables qui suivent un certain ordre et, comme d'instinct, se groupent en périodes rythmiques. C'est alors que l'art entre en jeu... »

CHRONIQUES

CHRONIQUE LITTÉRAIRE, par C. Ducasse : *Approximation*, de Charles du Bos.

THÉÂTRE, par H. Gouhier : *Septembre*, de C. Coline.

CINÉMA, par P. Villoteau : *L'incendie de Chicago*.
La Tragédie impériale. — *Le Schpountz*.

LE MOIS ARTISTIQUE.

De la traduction des poètes grecs

Ce qui fait l'essence de la poésie, c'est cette précieuse rencontre où l'idée, le sentiment, l'image composant avec de certains sons modulés sur un certain rythme, leur union produit une harmonie si juste qu'elle fait glisser en nos cœurs l'émotion même, joyeuse ou sombre, dont le poème a jailli et qu'il porte jusqu'à nous, comme une fiole adamantine qui vient du fond des âges, ou l'ouvre, son parfum n'est point mort. Merveilleux pouvoir du nombre ! Une jeune femme est seule dans la nuit. Elle se penche à la fenêtre, contemple le ciel étoilé. La lune a fui, les Pléiades se sont couchées. L'heure passe, la vie s'écoule : elle est seule. Elle nous le dit en quelques mots tout simples, une chanson. Mais que cette musique de cristal résonne jusqu'à nous, et qu'un enfant, un soir, l'écoute, voilà toute sa nuit peuplée. Alors éteignant la lampe, il regarde le ciel nocturne : et toute la poésie du monde l'envahit. La plainte que Sappho (1) murmure dans une île d'Orient, il y a plus de vingt-cinq siècles, réveille en lui les mêmes songes. Par un mystérieux prestige les mots ont décelé une âme. Quelqu'un me parle.

Ce n'est point le sens des mots qui a créé cette mer

(1) Sappho ou quelque autre. Le poème n'est pas absolument authentique. Il n'importe ici.

veille. Le discours qu'assemblés ils forment ne livre à mon entendement qu'un fait : d'ordinaire un fait très humble, de valeur nulle. Mais ce n'est pas non plus la seule mélodie des vocables. Sans doute elle chante délicieusement :

déduké men a sélanna
kaï Pléïades, mésai dé
nuktes, para d'erkhét'ôra,
égô dé mona kateudô (1).

Et il est vrai que tel vers racinien, dont le sens est tout à fait secondaire, vaut surtout par la somptuosité sonore (2) :

La fille de Minos et de Pasiphaé.

Mais l'évocation d'Ariane ne fait pas une musique moins raffinée. Or, qui voudrait prétendre que de ces deux vers (3) tout le charme est l'harmonie ? Qui ne sent que le plaisir naît ici de la suave complicité entre les nombreuses voyelles longues dont la résonance indéfiniment se prolonge, l'éclat des *û* mélancoliques qui s'élèvent comme un chant de flûte sur un fond de syllabes sourdes, et l'image d'Ariane expirante, solitaire, à Naxos ? « Un poème, à moins qu'on ne le considère comme un peu d'encre sur du papier, est une suite d'expériences — sons, images, pensées, émotions — à travers lesquelles nous passons si nous lisons ou écoutons d'une manière réceptive, en essayant de les recréer en nous par l'imagination. En une telle expérience poéti-

(1) Prononcer : menne, Plê-ï-a-desse, nuktesse.

(2) On notera que ces sonorités sont presque toutes grecques.

(3) « Ariane, ma sœur... »

que, *sens* et *forme* ne sont pas saisis à part, mais opèrent en commun. Ce qui existe, c'est un « dire qui résonne (1) » ou une « sonorité intelligible (2) », deux façons de dire une seule et même chose. Ce n'est que plus tard, à l' réflexion, que l'aspect *formel* de la vraie poésie peut d'une manière fictive, être détaché de l'aspect *intelligible*. Nous adoptons cette fiction pour un dessein de critique, examinant tantôt le sens du poème, c'est-à-dire ses idées et ses images, et tantôt son aspect formel, d'un point de vue, par exemple, de la versification, ou de ses éléments musicaux, ou du style, c'est-à-dire de l'ordre de l'aisance, du tour vif et rapide avec lesquels les idées se présentent. Mais le *sens*, en rigueur de terme, ne peut être exprimé d'aucune autre façon que par ces mots seuls, et l'on ne peut non plus rien changer à ces mots sans changer le sens (3). »

Tout le problème de la traduction des poètes est commandé par ce dogme. Celui qui ne rend, d'un poème, que le sens brut n'a, en vérité, rien fait. Car le poème n'a plus d'existence. A parler strictement, on lui a retiré son être, lequel n'est que dans la forme. De même, en effet, qu'un jugement de droit ne fait loi que s'il revêt une certaine « forme »; de même, en un sens plus général et plus profond, que nul individu n'existe que si sa « matière » est en lui déterminée par une « forme » qui le constitue substantiellement, un en lui-même et différent de tous les autres, ainsi un poème ne parvient-il à l'être que dans la mesure où la suite d'énonciations qu'il

(1) *A resonant meaning* est intraduisible.

(2) *A meaning resonance* : la traduction m'est offerte par une formule de P. Claudel, *Positions et propositions, Sur le vers français*, p. 65.

(3) T. F. Higham (résumant A. C. Bradley), dans *The Oxford book of greek verse in translation*, 1938, pp. xxxviii-xxxix.

en compose la matière obéit à un certain ordre — nombre, rythme, mélodie —, bref, à une forme qui donne à un tel ouvrage précisément son essence, qui lui donne d'être *poème*. « Traduire la vraie poésie ne consiste pas à recouvrir des pensers antiques de vêtements nouveaux. C'est produire une œuvre nouvelle, quelque chose qui soit à la ressemblance du modèle (1). »

A la ressemblance? Le mot veut être expliqué. Si la vertu d'un poème consiste à recréer en nous un état d'âme, cette inquiétude, cette fureur théopneuste dont le poète s'est délivré dans le travail créateur par une sorte de cristallisation, le traducteur aura vraiment *traduit* quand il aura su reproduire l'émotion inspiratrice et conférer à son ouvrage une vertu analogue à celle de l'original. Tel est le signe qui non seulement fait la bonté de l'œuvre, mais qui lui donne d'exister dans sa propre nature de *traduction*. Voilà donc la ressemblance qu'il nous faut chercher d'abord. Et les moyens ne vaudront que pour autant qu'ils servent à cette fin principale. Il en résulte une conséquence assez digne d'attention. Comme on peut trouver plus de substance poétique dans vingt lignes de prose guérinienne que dans tous les vers de Voltaire, ainsi ne suffit-il pas de « mettre en vers » un poème pour en transmettre le charme. Vers ou prose, au sens technique, n'importe guère. On doit prendre le mot *forme* en une acception plus large : exactement au sens métaphysique de « ce qui constitue l'essence ». Le reste est affaire de goût, suivant les possibilités de la langue en laquelle on traduit. Rappelons-nous la règle : si poésie dit nombre, rythme, harmonie, il s'agit de découvrir, pour ces trois espèces de valeurs, les correspondances les plus justes d'une langue à l'autre.

(1) A. C. Bradley, cité par T. F. Higham, *loc. cit.*, p. xxxix.

Or, ce transfert n'est point de l'ordre de la mécanique toute pure : par exemple, il serait vain de tenter une prosodie française qui équivaille au vers métrique gréco-latin. Cette transposition est, on l'a bien dit, re-création. Et de même que, dans la création première, c'est une certaine force de vie intérieure qui proposa et en quelque sorte imposa au poète le mouvement, le nombre, l'accent de son ouvrage, ainsi en va-t-il du traducteur : plus sincèrement il éprouve l'émotion de son poète, plus grande est la facilité avec laquelle il obtient les meilleurs équivalents du mètre étranger.

Ces principes sont clairs. Même j'ai peur qu'ils n'apparaissent que comme autant d'évidences : mais il est de telles évidences dont on n'a point mauvaise grâce à déceler quelquefois le caractère évident (1). La tâche est plus délicate quand on en vient à la pratique. L'art reprend ses droits. Il ne compte pour le traducteur ni plus ni moins qu'il ne faisait pour le poète à l'heure où celui-ci se livrait à l'alchimie de son œuvre.

Sans prétendre à aucun dogmatisme, je voudrais dire ce qu'il me semble de quelques moyens de rendre la poésie grecque. On a vu ce que doit être la traduction : une transmission. On a vu aussi que le principe de cette transmission est dans une expérience : *cor loquitur a cor*. Il reste que cette expérience a besoin d'un truchement, et que telle règle de l'art a meilleure efficace en l'une ou l'autre conjoncture.

Toute phrase poétique, comme tout chant, exprime un mouvement de l'âme : vif ou lent, agité ou calme, joyeux ou triste. Cette pulsation intérieure commande l

(1) Qu'on m'excuse de ne point rappeler ici tout ce que l'esthétique de la poésie doit à de bons esprits de ce temps. Mais ils sont trop. Et le lecteur les connaît. Il n'a point oublié les beaux essais d'Henri Bremond.

mouvement de la voix : et c'est de cet impératif premier, issu du fond de nous-même, que naît spontanément le rythme, nombre du mouvement, loi et canon du poème. Or, tout comme le rythme dans la musique consiste essentiellement à diviser la suite des sons en un certain nombre de groupes naturels qui font autant d'unités d'une durée équivalente, ainsi le rythme, dans la poésie grecque, a-t-il pour constituant essentiel la division de l'émission vocale en un certain nombre de mesures de quantité identique.

Ce système rythmique fondé sur la durée est à la fois le plus naturel et le plus logique. Car c'est la nature même qui impose à la marche, à la danse, à la respiration un nombre régulier, une cadence. Un — deux trois. Un — deux trois. Le pied, posé à terre, se lève un temps, puis se repose à nouveau. Voilà le rythme primitif de l'être vivant. Dès lors, il est logique de l'exprimer par le nombre. Or, en vertu de leur structure même, le grec et le latin se trouvaient parfaitement aptes à un tel mode d'expression. En effet, loin de ranger les éléments logiques suivant un ordre de raison pure, ces langues les juxtaposent à leur fantaisie. Les mots qui construisent l'armature du discours — sujet, verbe, prédicat — n'y sont pas des objets neutres; ils ont une âme; et cette âme est révélée par la forme même du mot, car celle-ci joignant au radical une désinence, on reconnaît du premier coup la fonction propre de chaque organe dans cet être un et vivant qu'est le discours. Il résulte de ces caractères morphologiques et une extrême souplesse de la syntaxe et des facilités nonpareilles dans l'ajustement des valeurs de durée.

Si je veux dire : « Sur le sceptre de Zeus l'aigle dort; laisse pendre de chaque côté son aile rapide, le roi des oiseaux; sur sa tête crochue tu as répandu un nuage

sombre, doux fermoir de ses paupières; il dort et soulève son dos souple, captivé par le son vibrant de tes cordes (1) », la raison même et le goût ne me laissent guère le choix, en français, qu'entre un petit nombre de combinaisons. Mais le poète grec est bien plus libre : il peut associer les vocables à sa guise, sans aucun souci de logique, pour en obtenir telles mesures que l'inspiration lui souffle et les effets les plus subtils que lui suggère l'oreille. Et par exemple il peut dire, comme Pindare : « Il dort sur le sceptre de Zeus, l'aigle, sa rapide aile de chaque côté laissant pendre, le roi des oiseaux et un sombre sur lui nuage (sur sa) crochue tête, de ses paupières doux fermoir, tu as répandu; et lui, dormant son souple dos il soulève, par le son vibrant de tes cordes captivé. » C'est grâce à ce caractère synthétique du grec que Pindare a pu fondre ses grandes Odes ou maints mélanges, plus raffinés que ceux de la raison pure, font chatoyer le métal.

Si le rythme de la poésie se résumait tout entier dans un système quantitatif, il faudrait renoncer à en chercher l'équivalent dans notre langue. Non qu'elle ne comporte, elle aussi, de certaines différences de valeur dans la durée même des syllabes. *Pâte* est plus long que *patte*, *fûtes* que *fut*, *laissée* que *laissé*, et il n'est pas impossible que quelque instrument de mesure permette de définir, entre ces syllabes, des rapports exacts de proportion. Mais de tels exemples sont, en somme, assez rares. D'une manière générale, en français, la quantité de la syllabe est, *par nature*, indifférente. Ce qui la fa-

(1) Pindare, *Pythiques*, I, 9-18. Je me suis aidé de la traduction Puech (coll. Budé).

tenir pour brève ou longue, ce n'est pas l'orthographe, mais l'accent (1).

Or, c'est ici qu'on découvre avec le grec de savoureuses correspondances. Le grec connaît deux sortes d'accents, l'accent tonique ou de hauteur et l'accent d'intensité. L'accent tonique fait monter la voix, jusqu'à trois tons et demi (*do-fa*), sur un certain nombre de voyelles au cours du vers. Dans la métrique classique, il n'y a pas de lien apparent entre ces variations sonores et la suite ordonnée de longues et de brèves qui crée le rythme. Ou, du moins, ce lien est-il d'une qualité si secrète qu'il en devient, pour une oreille étrangère et moderne, à peu près indiscernable. J'ouvre au hasard l'*Iliade*. Soit l'hexamètre xiii.698 :

Autár o | Iphí|kloío pá|ís tou |Phulakí|dao

Aucune des élévations de la voix ne correspond à un temps fort. On doit bien l'avouer : le plus fin scholar reste sourd à maint prestige du vers grec. Par bonheur, il a moins de peine à saisir l'accent d'intensité qui influe bien davantage sur le rythme. Car le rythme ayant jailli d'un mouvement de l'âme, comme celui-ci se divise naturellement en périodes, suivies d'une pause, puis de la reprise d'une nouvelle période, il est normal que ce nombre se traduise dans l'énonciation. De là vient que le rythme comporte des temps forts et des temps faibles, c'est-à-dire de certains arrêts suivis d'une course plus ou moins rapide, des points d'insistance où le pied frappe la terre pour marcher, ou bondir ensuite. D'où

(1) Cf. P. Claudel, *loc. cit.*, p. 166. « Les syllabes ne sont par elles-mêmes en français ni brèves ni longues, et le phonème se compose d'une longue qui est toujours la dernière syllabe et d'un nombre variable et à peu près indifférent de syllabes neutres qui sont par rapport à elle toujours brèves quel que soit leur titre orthographique. »

l'on voit enfin que le rythme, « suite déterminée de temps », se répartit, dès l'origine, en deux classes, rythme ascendant ou descendant, selon que le temps faible précède le temps fort (iambe, anapeste) ou le temps fort le temps faible (dactyle, trochée).

Or, il va de soi que ces moments où l'on insiste sont des moments de plus longue durée. Le pied, posé sur le sol, s'y arrête. Aussi la suite des accents fait-elle une juste correspondance à la succession des longues et des brèves, non sans doute que chaque longue soit toujours un temps fort, mais en ce sens que tout temps fort frappe nécessairement une longue.

Quand le traducteur désespérait, l'accent d'intensité le sauve. Car ce même accent n'a pas moins de force dans notre poésie qu'en aucune autre. Il ne faut pas que sur ce point le mécanisme apparent nous abuse. Ce mécanisme est le vers syllabique qui est, en France, le grand sacrement, l'A et l'Ω de toute poésie régulière. Or, la loi du vers syllabique est de tenir la quantité pour nulle et de remplacer cette division naturelle de l'émission vocale par un partage numérique : on compte les syllabes. Dans un tel système, le pied n'est plus l'unité rythmique où se combinent longues et brèves, mais une syllabe unique, laquelle, brève ou longue, vaut un temps. Le pied de l'hexamètre est, théoriquement, le dactyle, c'est-à-dire l'unité trisyllabique d'une longue et de deux brèves — mais, si l'on substitue au dactyle un spondée, on obtient deux longues, deux syllabes. Pareillement, l'unité du trimètre de la tragédie est l'iambe, groupe solidaire d'une brève et d'une longue, deux syllabes — mais on peut résoudre l'iambe en trois brèves, trois syllabes. Le chiffre des syllabes est donc indifférent : l'unité de base est le groupe, avec ses temps forts et faibles qui marquent immédiatement le rythme. Au con-

traire, le pied théorique de l'alexandrin, et en général de tout vers régulier en notre langue, est la syllabe même, qui ne fait plus qu'une unité interchangeable. Si l'on poussait ce principe à l'absurde, et n'étaient les contraintes de l'analyse logique, on pourrait jeter les mots à l'aventure, il suffirait d'obtenir, à la fin du vers, la somme canonique pour faire de bonne poésie : « il faut que le compte y soit ».

Cependant, ce mécanisme n'est qu'apparence. Le bon poète le sait, qui, par instinct, divise le vers en un certain nombre d'unités rythmiques qui en déterminent la vraie mesure.

Ariane, ma sœur, de quel amour blessée

υ υ-(υ) υ - || υ υ υ - υ -

Vous mourûtes aux bords où vous fûtes laissée

υ υ - (υ) | υ - || υ υ -(υ) | υ -

La fille de Minos et de Pasiphaé

υ -|| (υ) υ υ - | υ υ υ υ υ - (1)

C'était pendant l'horreur d'une profonde nuit

υ - υ υ υ - υ υ υ - (υ) -

Certes, on peut distinguer telle ou telle coupe à l'intérieur d'un même vers : par exemple, dans le troisième, on peut regarder le premier hémistiche, dans le quatrième le vers entier comme un seul groupe rythmique (2). Il reste un phénomène évident. C'est que tout groupe rythmique s'achève sur un iambe, précédé d'un plus ou moins grand nombre de brèves; ou encore, selon la formule claudélienne, « on peut dire que le français est composé d'une série d'iambes dont l'élément long

(1) Noter ici la différence des deux langues : Πασιφάη fait un choriambes : - υ υ -

(2) De même inclinerais-je à mettre la coupe principale du second vers après *mourûtes*.

est la dernière syllabe du phonème, et l'élément bref un nombre indéterminé pouvant aller jusqu'à cinq ou six de syllabes indifférentes qui le précèdent (1) ». Le rythme français est un rythme ascendant. Cela tient à la « physis » même de notre langage, qui nous porte à insister sur la dernière syllabe, c'est dire à la frapper plus fort et à y demeurer un temps plus long. De ce point de vue, la distinction entre vers et prose paraît tout artificielle, ou ne répond, au plus juste, qu'à une différence de degré. Car toute œuvre, toute *poïësis* ne vaut en définitive que comme expression de l'âme, et l'âme s'exprime d'autant mieux que son mouvement se traduit d'une manière plus directe et plus nécessaire dans le rythme de l'énonciation. Toute prose vraiment expressive a donc son nombre. Je n'en veux pour preuve qu'un exemple, mais éclatant (2) : cette course d'anapestes pascaliens qui se précipitent vers le spondée final comme des quadriges vers le terme :

Le silence éternel de ces espaces infinis m'effraie.

u u — | u u — | u u u — | u u — || — —

On devine, dès lors, quelle doit être l'alchimie de cette création nouvelle qu'est le poème traduit. Que le traducteur tout d'abord recompose en son âme, ou qu'il laisse plutôt se former de lui-même le « climat poétique » de l'œuvre : il lui suffit pour cela d'accueillir les effluves qui naturellement en émanent. Quand il s'est longtemps murmuré cette chanson étrangère, qu'il en a bu le rythme et le parfum, quand, d'un mot, il la sent revivre en son moi le plus profond, il lui vient spontanément des vocables qui suivent un certain ordre et, comme d'ins-

(1) Claudel, pp. 66-67.

(2) Cité par Claudel, p. 74.

inct, se groupent en périodes rythmiques. C'est alors que l'art entre en jeu, par manière de contrôle. Sans chercher entre le mètre grec et les mesures qu'il découvre une correspondance trop matérielle, encore le traducteur doit-il restituer le nombre du modèle non seulement dans son effet d'ensemble, mais en ses nuances les plus exquises. A l'usage, il finit par juger assez vite du titre des équivalences.

Certains mètres grecs paraissent irréductibles au vers français. Ainsi l'hexamètre dactylique de l'épopée, dont le rythme est continuellement « descendant ». Il exprime un mouvement rapide, mais paisible, un flux tranquille qui va toujours, sûr de sa force, majestueux et plein. Les trochées (spondées) qui le coupent à intervalles réguliers n'en brisent pas le courant. Ils marquent un temps de repos après lequel le mouvement reprend, alerte et joyeux, avec une sorte d'optimisme inébranlable. *Autar o Iphikloïo païs tou Phulakidao* : ce seul vers tout entier ne dit que le sujet. Et tout est à l'avenant, tout coule avec la même abondance, le même entrain.

Pour donner l'impression de ce flot ininterrompu, notre alexandrin classique est, à mon sens, trop grêle, trop clos en lui-même, surtout trop sentencieux. Si l'on maintenait la division syllabique, il faudrait théoriquement un vers de dix-sept syllabes. Rien ne convient donc, ici, qu'une prose riche et fluide, qui ait le nombre et le rythme, et qui charrie de ça de là des perles (1).

Le cas de l'hexamètre en distique, c'est-à-dire associé à un pentamètre, est un peu différent. Le propre d'un tel couple est de former une unité vivante, une même période rythmique qui d'abord se développe avec am-

(1) La collection Budé, pour l'*Iliade* et l'*Odyssée*, en offre d'excellents exemples.

pleur pour s'écraser à deux reprises, au second vers, contre le rocher des deux longues, à la coupe médiane et à la chute. D'autre part, comme le distique fait à lui seul un tout, et qu'il est appelé à rendre une pensée qui se suffit à elle-même, chaque mot y a tout son poids, et l'ensemble revêt une gravité lapidaire, dense et concise à l'extrême. On éprouve les plus grandes difficultés à traduire cette impression. Les auteurs de l'*Oxford book* l'ont essayé sous plusieurs formes : tantôt deux distiques solidaires sont traités comme une strophe de trois octosyllabes suivis d'un hexasyllabe (211, 215); tantôt on use également, pour le couple ou la suite de couples, du seul décasyllabe (212-214, 216, 217. III, 219, 220, 222, 223), ou du seul octosyllabe (217. I, 218), ou du seul tridécasyllabe (7 + 6) (217. II); tantôt enfin on recourt à l'hexamètre accentué dont la base est le pied trisyllabique swinburnien :

Bórn without síster, bórn without bróther.

Ainsi le distique 224 :

Phílô begát Diophón, who was crówned at the Isthmus and Délphi
(17 syll.)

Winning the ráce and the léáp, wréstle and díscus and speár
(14 syll.).

Il me paraît impossible de rendre la même nuance en français. Tous les vers réguliers de notre langue, même l'alexandrin, sont à mon sentiment trop courts (1). Le mode de traduction le plus juste serait peut-être d'asso-

(1) J'en dirais autant de l'octosyllabe et du décasyllabe anglais qui amenuisent le rythme, et donnent aux deux vers une maigreur pareille où l'on ne retrouve plus du tout l'impression originelle d'une vague qui se gonfle, puis tombe. — Ces remarques n'ont de valeur que pour le distique « héroïque ». L'élégie et, plus encore, l'épigramme alexandrin veulent une traduction versifiée.

cier, à une période rythmique assez ample, une conclusion brève et forte :

Passant, va dire aux Lacédémoniens que nous sommes tombés ici
pour obéir à leurs ordres.

Ayant détruit l'armée des Mèdes, Pausanias, chef des Hellènes,
a dédié à Phoïbos cette offrande.

Ci-gît l'illustre Mégistias qui tomba sous les coups des Mèdes
aux rives du Sperchéios;
prophète, il ne voulut pas abandonner les chefs de Sparte
bien qu'il vît venir son destin.

La tragédie et la comédie grecques emploient une diversité infinie de mètres, les uns propres aux parties dialoguées, les autres aux parties chorales. Cependant, le rythme le plus habituel au dialogue est celui du trimètre iambique, qui ne fait que reproduire, à peine contraint, le mouvement normal de la conversation. Quand celle-ci prend un tour plus rapide, à l'iambe succède l'anapeste (1) qui, par un progrès insensible, conduit aux mètres purement lyriques. Ajoutez que, dans les dialogues où l'échange se fait ligne à ligne, le trimètre a facilement, et comme par nécessité, le tour gnomique. Les sentences se croisent comme deux épées (2)

Quand son emploi est possible, notre alexandrin paraît ici l'instrument idoine. Composé de mots courts, d'une ou de deux syllabes, trois au plus, il offre la structure même du trimètre. Et il excelle à inclure une proposition de sens commun : « il est éminemment approprié à notre tournure d'esprit nationale qui aime à résumer une situation par une sentence bien frappée, une espèce de proverbe (3) ». On voit bien, en outre, ce que

(1) Comme au trot le galop : $\cup - \cup - \rightarrow \cup \cup - \cup \cup -$.

(2) Cf. Sophocle, *Antigone*, 508-525 (Antigone et Créon).

(3) Claudel, p. 24. Cf. aussi pp. 20-21. La remarque vaut aussi bien pour le trimètre grec.

la rime ajoute aux échanges monostiques de précision et d'éclat. Le fer répond au fer. C'est un duel, on entend le cliquetis des lames.

Ce que je méritais, vous l'avez emporté.
Qui l'a gagné sur vous l'avait mieux mérité.

Qui peut mieux l'exercer en est bien le plus digne.
En être refusé n'en est pas un bon signe.

Clic clac, trois fois encore, jusqu'au « téméraire vieillard », et à la gifle.

Reste enfin la poésie à l'état de parfaite essence, musique, songe, pur envol sur les ailes du rythme et du nombre : c'est le poème lyrique. Bref ou long, mais surtout long, je ne sais qu'une façon de le rendre, le vers libre. Voici le lieu peut-être de rompre avec un préjugé. Ce qu'on nomme « vers libre », en français, c'est le vers délivré de la contrainte du chiffre. Est-ce à dire qu'il ne respecte nulle mesure ? Quelle erreur ! Il obéit à une nécessité intérieure bien plus rigoureuse que le chiffre. Tout poète né sent cela. Ce qu'il éprouve d'abord en lui, c'est un rythme ; et il entend certaines sonorités qui se plient d'elles-mêmes à ce rythme pour produire un certain accord. Les mots ne viennent qu'après. Le choix des mots dépend et de ce rythme et de cet accord. Il faut ici trois syllabes, là deux, là quatre. Et il faut ici tel son doux et fluide, et là un son éclatant. Il le faut. Le poète, d'instinct, écoute cette voix ; il connaît la mesure et la musique de sa chanson bien avant qu'il n'en formule le contenu logique. Ou plutôt cette matière lui est donnée aussi dès le principe, mais comme un monde en puissance qu'il s'agit d'organiser par un travail d'analyse et de choix. En sorte que le vers libre n'est que l'expression la plus transparente de ce commandement

de l'âme. Il en fut ainsi pour le poète, et il en doit aller de même pour le traducteur. Quand celui-ci a bien assimilé la substance de son modèle, une voix murmure en lui qui, d'elle-même, incline à se plier à telle ou telle forme de vers. Alors commence une œuvre de précision. Le poème, une strophe lyrique par exemple, se divise naturellement en un certain nombre de groupes rythmiques. Chaque membre ne correspond pas nécessairement à une ligne : il peut la déborder ou rester en deçà. La figure graphique d'une strophe varie selon les métriciens (1); et de là vient que, pour une même tragédie, le nombre de lignes diffère, d'une édition à l'autre, selon la manière dont on y transcrit les parties chorales. Mais cette structure visible de la strophe n'a que peu d'importance. Qu'on l'écrive sur une ou plusieurs lignes, ce qui vaut surtout, c'est la période rythmique. Et il est dès lors indifférent, dans le poème traduit, que le vers libre soit *écrit* court ou long pourvu qu'on le ponctue suivant le rythme, que les pauses et la chute en soient nettement marquées. Rien n'empêche donc, en principe, de figurer une strophe lyrique comme de la prose, je veux dire par une suite continue de phrases qui ne s'arrête qu'avec la fin même de la strophe. Cependant, il est préférable, à mon sens, que la graphie elle-même conspire avec le rythme. C'est un plaisir pour l'œil. Et le lecteur novice est moins lent à saisir un nombre dont il peut n'avoir point l'accoutumance.

Dans la genèse de la traduction comme en celle de l'original, on doute si le jeu des sonorités a moins d'influence que le rythme. Je crois qu'il faut tenir grand compte ici de l'assonance. Notre oreille y est trop habi-

(1) Cf. par exemple le Pindare de Boeckh et celui des modernes.

tuée, et ce retour des mêmes sons à la fin des périodes isorythmiques en parfait trop bien la mesure pour qu'on refuse, ou néglige, une aide si précieuse. Gilbert Murray, dans ses traductions d'Euripide, en a tiré des merveilles :

Bird of the sea rocks, of the bursting spray,
 O halcyon bird,
 That wheelst crying, crying, on thy way;
 Who knoweth grief can read the tale of thee :
 One love long lost, one song for ever heard
 And wings that sweep the sea.

(*Iphigenia in Tauris*, 1089-1094.)

Ces réflexions me sont venues tandis que je feuilletais un livre d'outre-Manche qui est vraiment « chose de beauté, joie pour toujours ». Dans ses *Books of verse*, l'Université d'Oxford avait publié, en 1931, un recueil de poèmes grecs choisis avec le goût le plus sûr. Elle en offre aujourd'hui la version due à d'éminents hellénistes qui sont en même temps des poètes. Ce que j'essayai de dire, ils le prouvent, d'une manière bien plus directe et pertinente : ils font sentir le charme du modèle (1).

Un si parfait accomplissement est moins rare en Angleterre que chez nous. Il est telles versions anglaises des tragiques, de Pindare ou de l'*Anthologie*, qui ne le cèdent guère en beauté à l'original. Sauf un très petit nombre de bons ouvrages (2), la France n'a rien de pareil. Au vrai, et c'est là le pire, nul ne paraît souffrir d'un si grand manque. Le trésor incomparable de la

(1) Le lecteur peut-être eût aimé trouver ici de telles preuves. Mais il y faut ces longues et belles vacances qui laissent l'œuvre mûrir.

(2) Pour Eschyle surtout.

poésie grecque n'a que fort peu d'amis. Et l'on doute s'il se trouverait même un éditeur et un public pour le vaillant qui s'essaierait à imiter l'œuvre d'Oxford.

Serait-ce que le Français, cartésien comme on dit, manque décidément de cette fraîcheur, de cette innocence ravissante qui font l'état de grâce poétique? Nulle source, nulle rosée où s'abreuve la divine abeille? Je n'en crois rien. Bien plutôt, chez les adolescents de nos collèges, la « vertu poétique » demeure-t-elle une matière « informe ». Et la forme, ici, est tout. On est ramené, de la sorte, à une question de programmes et de méthodes.

Ce n'est pas la moindre disgrâce de nos temps barbares que la poésie grecque (et latine) ne tienne plus son rang dans l'éducation. Car il ne s'agit pas seulement d'instruire, de préparer à une carrière : il s'agit d'élever des âmes. Or, une âme s'élève au contact de l'héroïsme et de la beauté. S'il n'a jamais, dans quelque salle du collège, pleuré avec Achille sur le cadavre de Patrocle ou pris la main d'Antigone quand elle descend à la tombe, s'il n'a point contemplé, sur le radeau d'Ulysse, la mer immense ou soutenu le vieil Œdipe à l'orée du bois de Colone, ni dansé avec les mystes, ni pour suivi, dans la nuit, les bacchantes, un garçon a perdu son temps. Je veux donc que mon écolier de France, comme son frère d'Eton ou de Harrow, lise les poètes grecs : non seulement Homère et les tragiques, c'est-à-dire l'une ou l'autre tragédie entière *avec les chœurs*, mais aussi un bon choix de lyriques. N'est-il pas inconcevable qu'on puisse quitter le lycée sans savoir même l'existence de Sappho, de Pindare, de Simonide? Cependant, mon disciple idéal a quelque rudiment de métrique. On lui a fait sentir le rythme d'une strophe de Sappho ou d'Alcée, d'un chœur tragique. Alors, quand

tout est expliqué, le sens, le nombre, la musique, le maître — nous sommes en Angleterre —, le maître ouvre son « Oxford book » :

Bird of the sea rocks, of the bursting spray,
O halcyon bird...

Comme on respire tout à coup, dans la classe, un air plus pur ! Et quel silence ! Bien sûr, de sa joie secrète l'enfant ne voudra rien montrer : c'est la loi de son âge. Mais il boit ces cadences. L'instant béni où, soudain, s'est révélée pour lui une forme impérissable de la beauté, jamais il ne l'oubliera.

Feuilletez une anthologie de poètes anglais, vous serez surpris d'y entendre si souvent comme l'écho de chansons grecques. Il n'est pas question de souvenir littéraires, moins encore d'un placage artificiel. C'est quelque chose de bien plus subtil et de plus rare. C'est un climat, une certaine grâce native, une candeur, une sorte de pureté précise de l'image, je ne sais quoi de simple, de frais, de jeune, qui fait songer aux enfants de Sicile, à l'Ion d'Euripide, aux adolescents de Platon. Ce charme, si difficile à exprimer, qui ne le sent lissant Shelley ou Keats ? Sans doute, ces deux chorèges étant devenus des classiques, les poètes qu'ils susciteront pourraient n'avoir subi que leur seule influence. On leur devrait ce parfum de jeunesse qui émane des lyriques anglais durant tout le XIX^e siècle. Mais il est constant que le programme des « public schools » fait remonter jusqu'aux sources où Keats et Shelley ont puisé eux-mêmes. La traduction poétique de modèles grecs y est de règle pour les meilleurs. L'adolescent sorti des « public schools » retrouve les mêmes usages à l'Université. Ainsi apprend-il à aimer. Homère, Pindare, Euripide, il ne les connaît pas seulement comme des mon-

tres à vaincre au jour de l'examen. Ils sont pour lui des poètes, *ses* poètes. Il les emporte aux bords de la Tamise, tel vers d'*Alceste* ou des *Bacchantes* est lié dans son esprit à l'odeur d'un soir d'automne ou d'une matinée de printemps alors qu'étendu sous un saule il regardait les libellules danser sur l'eau (1). Or, loin de le tourner en pédant, ces amitiés poétiques avec les Grecs conservent dans le jeune Anglais la fraîcheur d'âme. Chaque année, les étudiants d'Oxford font paraître en commun un florilège de leurs vers. C'est que la vraie beauté ressemble à une fontaine de Jouvence. Non seulement elle ne vieillit point, mais ceux qui l'ont une fois aimée, elle leur donne un cœur d'enfant toujours prêt à l'émerveillement et à l'amour.

J'entends bien votre réponse. Ne me la dites pas, je l'ai ouïe cent fois, j'en suis écœuré. « Ce sont des aristocrates. » Hé, que pensiez-vous faire en éduquant ? « Sachant que vous aviez aussi des fils, nous nous disions que vous aviez dû réfléchir autant que personne aux soins à leur donner pour qu'ils devinssent les meilleurs, πῶς ἂν θεραπευθέντες γένοιντο ἄριστοι. » Mon ami, mon ami, Athènes était démocratique, le peuple entier gouvernait. Or, Socrate, citoyen d'Athènes, ayant voulu que les enfants de sa patrie devinssent les meilleurs possible, ce sage, un soir d'avril, but la ciguë. Mais soixante ans plus tard il n'y avait plus de peuple : Philippe était maître d'Athènes.

A.-J. FESTUGIÈRE, O. P.

(1) Wilamowitz ne put jamais relire l'*Oreste* d'Euripide sans revoir le châtaignier où il grimpait dans son enfance, seul avec le poète, les oiseaux et le vent. Cf. *Erinnerungen*, p. 43.

CHRONIQUES

Approximations (VII^e série)

par Charles Du Bos (éd. Corrêa)

« Ainsi quotidiennement se lèvent tous ceux que l'Église appelle d'un si beau nom : les fidèles... », dit M. Charles Du Bos en commentant *la Messe là-bas* de Claudel. Il n'y a pas de doute que cette petite phrase est venue du plus profond de l'auteur d'*Approximations* et qu'elle nous livre, à l'insu de M. Du Bos lui-même peut-être, une de ces vérités essentielles dont vit un être. Nous n'avons pas à nous occuper de la vie de nos contemporains, mais puisque, dans ce nouvel ouvrage, M. Du Bos nous donne le fruit de ses méditations sur les rapports de la vie et de la littérature, comment ne pas souligner que dans sa vie comme dans son œuvre, et justement parce qu'elles sont intimement liées, parce qu'à ses yeux elle ne se distinguent pas l'une de l'autre, la notion, et disons plus, l'exigence de fidélité a toujours joué un rôle central.

Ce « si beau nom », M. Du Bos l'a mérité d'abord en étant constamment, indéfectiblement fidèle à soi-même. Rien n'est plus émouvant que les passages de son œuvre, et ils sont particulièrement nombreux dans ce nouveau recueil, qui témoignent de cette fidélité. Ils illustrent les dernières pages de l'essai de M. Gabriel Marcel sur la position du mystère ontologique où l'auteur du *Dard* essaye de préciser la notion de fidélité créatrice : « La fidélité est le contraire d'un conformisme inerte; elle est la reconnaissance active d'un certain permanent non point formel à la façon d'une loi, mais ontologique. En ce sens, elle se réfère toujours à une pré-

sence ou encore à quelque chose qui peut et doit être maintenu en nous et devant nous comme présence..., la fidélité créatrice consiste à se maintenir activement en état de perméabilité ; et nous voyons ici s'opérer une sorte d'échange mystérieux entre l'acte libre et le don par lequel il lui est répondu. » Il serait facile de montrer que la fidélité à soi-même ainsi entendue est à l'opposé d'une certaine forme de la sincérité envers soi-même, non celle qu'a définie avec tant de bonne foi Jacques Rivière, mais celle qu'ont pratiquée avec tant d'équivoque M. Gide et certains de ses amis.

Cette fidélité, justement parce qu'elle décèle en soi-même les linéaments de la vérité et le reflet de l'être, conduit à la vérité et à l'Être subsistants. C'est pourquoy, quand on a beaucoup fréquenté l'œuvre de M. Du Bos, on sent vibrer cette phrase de *l'avant-propos pour Commentaire* reproduit dans ce nouveau volume : « Jamais la grâce ne se refuse à ceux qui ne refusent pas d'aller jusqu'à leur âme. » Et l'on comprend que pour tout chrétien sans doute, mais plus particulièrement pour M. Charles Du Bos, la fidélité à la grâce, une fois celle-ci retrouvée, et la fidélité à soi-même confondent leur mouvement. Dans l'étude sur *la Messe là-bas*, on retrouve cité ce passage du *Journal* qui définit admirablement cette convergence, davantage : cette fusion des deux fidélités : « A mesure que l'on avance tout ensemble et dans le sacrifice et dans la lecture des prières rituelles, c'est comme si l'on avançait dans le lit fluvial de sa propre et perpétuellement renaissante émotion, comme si l'on s'y retrouvait au plus mystérieux rendez-vous quotidien avec soi-même. »

On retrouve, dans le VII^e volume d'*Approximations*, M. Du Bos face à face avec Goëthe, l'homme qui a peut-être été le moins capable de fidélité. Tout à la fois l'étonnement douloureux de M. Du Bos devant cette incapacité et le souci de rendre une complète justice se marquent dans cette phrase : « La gratitude dans l'ordre de

l'esprit est peut-être le sentiment le plus profond que Goethe ait éprouvé, en tout cas celui qui engendre chez lui, et dans lequel semble se concentrer, toute la fidélité qu'ailleurs il ne saurait fournir. » Ce n'est pas, loin de là, le seul point où M. Du Bos, instinctivement et de toutes ses forces, se révolte contre Goethe. Dans l'aperçu sur le *Goethe d'avant Goethe*, c'est-à-dire le Goethe d'avant l'éclosion du génie, M. Du Bos a voulu, « au milieu de l'universelle et globale idolâtrie goethéenne », « sortir le fond » de sa pensée sur la vulgarité, l'égoïsme, la médiocrité morale du jeune Goethe. Mais en levant sur la jeunesse de Goethe le voile que M. Robert d'Harcourt, dans son *Éducation sentimentale de Goethe*, avait commencé à retirer, M. Du Bos n'a pu faire qu'il ne marquât fortement sa réprobation et sa tristesse devant les traits dont, ayant parfait son propre génie, ayant accédé à la maturité, Goethe ne sut jamais se défaire. Pour un esprit comme M. Charles Du Bos, si attentif aux autres en tant qu'autres, si respectueux de leur valeur individuelle, si peu ménager de lui-même quand il s'agit d'aider son prochain, le positivisme du cœur qui « est bien la manifestation centrale de l'amoralisme de Goethe » est une tare devant laquelle toute son âme, d'un élan irrépressible, s'indigne. Aussi les pages où M. Du Bos oppose à cet égard Goethe à Benjamin Constant sont révélatrices, par ce qu'elles condamnent comme par ce qu'elles exaltent, aussi bien de l'auteur lui-même que de Goethe. Dans de telles pages on assiste à la fusion de la confiance, du lyrisme intérieur et de l'objectivité critique : fusion qui est le miracle de la critique de M. Du Bos et qui est peut-être son plus grand titre à notre admiration.

Je dois dire cependant que l'apport proprement, réellement critique de ce livre est moindre que celui de ses devanciers. Les textes originaux y occupent une place considérable au détriment des propos de M. Du Bos lui-même. A cet égard, cet ouvrage confirme les craintes

qu'avaient fait naître certains écrits récents de M. Du Bos. Quoiqu'il m'en coûte de prendre, fût-ce partiellement, parti contre un des écrivains qui nous sont les plus chers, je ne puis taire ces craintes ; j'espère que M. Du Bos me pardonnera de sortir, moi aussi, le fond de ma pensée. Du point de vue de la critique des œuvres, on ne peut qu'être, je ne puis qu'être inquiet de voir les citations prendre une place envahissante dans certains des derniers écrits de M. Du Bos ; trop souvent, sous sa plume, l'« approximation » n'est plus maintenant qu'une glose en marge de textes originaux que M. Du Bos allonge indéfiniment ; il est bien évident qu'il serait désastreux de voir l'auteur d'*Approximations* se borner à rassembler des textes caractéristiques en les soulignant seulement de traits ou d'ombres, toujours pertinents, certes, mais, par effacement devant les textes, par respect pour les textes, de plus en plus discrets. La vénération que M. Du Bos porte aux textes risque de ralentir, de paralyser l'exercice de ses dons critiques. Cela est très sensible à ceux qui ont pu lire les fragments récents de son *Journal* publiés dans diverses revues et où l'on est douloureusement surpris de voir que l'admirable, l'inépuisable analyste d'il y a quinze ans s'est mué en un glossateur toujours plus encombré par les textes. Il se peut qu'à cet égard M. Du Bos ait poussé la fidélité à soi-même à un point où, se retournant contre elle-même, elle conduit à une subtile trahison ou, si l'on veut, à une espèce de caricature de soi-même. Il serait redoutable que l'œuvre critique la plus importante et la plus profonde de ce temps finît par s'enliser dans des alluvions toujours grossissantes de textes que leur collecteur ne parviendrait plus à dominer.

La vue de ce danger, il est vrai, échappe peut-être à M. Du Bos à cause du degré de profondeur auquel atteint sa connaissance des littératures. Dans la très belle étude sur *la vie et la littérature*, M. Du Bos montre la continuité qui existe entre l'une et l'autre, la littérature

trouvant son contenu dans la vie, et la vie n'atteignant à son expression que dans la littérature. C'est pourquoi, pour le critique comme pour le créateur, la littérature n'a de sens que si elle se fond avec la vie. « Ou la littérature nous est, nous devient, nous deviendra consubstantielle, ou, pour lui appliquer le mot de Pascal sur la philosophie, elle « ne vaut pas une heure de peine ». Certes, aucun de ceux qui ont le sens des choses de l'esprit ne peut refuser une adhésion sans réserve à cette affirmation. Mais, dans le cas de M. Du Bos, la fusion entre les littératures des autres et sa propre vie est si intime qu'il paraît parfois ne plus distinguer sa propre appréciation sur la vie des autres des appréciations que les autres ont portées sur eux-mêmes. Par un étrange paradoxe, sa faculté de communier avec les êtres dont il parle, faculté sans laquelle toute critique est vaine, finit chez M. Du Bos par entraver l'exercice même de la critique.

Je ne voudrais pas d'ailleurs qu'on exagérât la portée de ces reproches. Ils visent surtout les récents fragments du *Journal*; dans *Approximations*, M. Du Bos ne succombe que par moments au danger que j'ai essayé de montrer. Il ne faut pas méconnaître, en outre, que, dans ce nouvel ouvrage, l'auteur parle moins des œuvres que des hommes; jamais, depuis son livre sur Byron, M. Du Bos ne s'est révélé un portraitiste aussi nuancé que dans son *Goethe de la transition* et dans ses pages sur Henri Bremond; quand il s'agit, comme c'est ici le cas, du portrait psychologique et moral, la réflexion critique importe moins que dans l'approfondissement des œuvres. Son art de découvrir les textes les plus caractéristiques, de les assembler, d'en souligner les traits essentiels, s'il risque d'étouffer M. Du Bos en tant que critique, le sert, au contraire, à la perfection en tant que portraitiste. A cet égard, on ne saurait être trop fidèle, on ne saurait l'être en tout cas davantage que M. Charles Du Bos. On voit aussi, dans ce dernier livre mieux que dans au-

cune autre des séries d'*Approximations*, combien M. Du Bos est un grand moraliste, égal à quelques-uns de ceux qu'il admire le plus dans notre littérature : à Vauvenargues, à Joubert, à Constant. Telles des réflexions, qu'au cours des débats qu'il institue, il émet sur les positions respectives des malades et des bien portants, sur la vulgarité, sur certains traits de l'incroyance, réflexions qui sont le fruit à la fois de l'expérience et d'une méditation incessante, sont d'une richesse inépuisable.

Les passages les plus beaux du livre sont sans doute ceux où, au-delà même de ces réflexions, nous trouvons les confidences ou voilées ou nues : les études sur la *Vie et la littérature*, sur la *Notion de littérature et la beauté du langage*, enfin sur l'*Amour selon Coventry Patmore*, où l'expérience de M. Du Bos se conjugue avec celle du poète et vient la renforcer par ces voies secrètes que crée la communion entre deux grands esprits. Bien entendu, il faut mettre tout à fait à part les dernières pages sur la *Souffrance physique*. Peut-être étonneront-elles certains lecteurs à cause du décalage qui existe entre elles et le reste du livre : ce texte ne ressortit pas au registre des *Approximations*, mais à celui du *Journal*. C'est une confidence déchirante qu'authentifient des années de maladie et des mois de souffrances intolérables. Il n'appartient pas aux bien portants d'apprécier de tels textes : ils ont l'impression d'aborder par leur intermédiaire une *terra ignota* sur laquelle tout témoignage non autorisé par une expérience comparable à celle de M. Du Bos paraîtrait sacrilège ; et si d'autres malades n'étaient pas d'accord avec ce témoignage, cela ne signifierait rien contre lui, car une telle expérience est nécessairement personnelle et son témoignage irremplaçable. Ceux qui n'ont pas eu le privilège d'être les témoins des souffrances et de la sérénité de M. Du Bos comprendront, je l'espère, à travers ces pages, que la fidélité et à la grâce et à soi-même peut exiger un héroïsme à la lettre surhumain.

CHRISTIAN DUCASSE.

THÉÂTRE

Septembre, de Mme Constance Coline, a le grand mérite d'exister. Pour comprendre qu'une qualité aussi élémentaire puisse représenter un grand mérite, il suffit de voir une œuvre qui, à la lettre, n'existe pas, comme *Les demoiselles du large* de M. Roger Vitrac. Que la première partie soit bien conduite, que l'auteur ait beaucoup travaillé, que la mise en scène soit ingénieuse et l'interprétation parfois excellente (1), rien ne compte : qu'est-ce qui pourrait donner de la consistance au néant ? Faussement psychologique, faussement littéraire, faussement cynique, faussement réaliste, faussement immoraliste, faussement profonde, telle est la pièce que nous offre un homme certainement sincère et certainement conscient de la dignité du théâtre : mais cette participation au néant, si l'on peut dire, la fait tomber au-dessous du « boulevard ». La « collaboration du démon », dont parle M. André Gide, manque terriblement et, comme les anges n'ont pas été sollicités, il ne reste plus qu'un cerveau laborieux : la fabrication remplace la création. Le Théâtre de l'Œuvre nous fait assister à l'expérience parfaitement réussie d'un échec qui est purement et absolument échec.

Septembre existe. D'abord, par l'intelligence et le style de l'auteur. Intelligence et style d'intellectuelle, ce qui n'est pas une insulte : intellectuel signifie intelligence cultivée. Toutefois le jeu dramatique demande autre chose, une vita-

(1) Ce spectacle pose, d'ailleurs, un problème. Sous prétexte de montrer trois petits voyous, a-t-on le droit de faire débiter des obscénités à trois jeunes enfants ? La question est d'autant plus simple que cette scène ne répond à aucune nécessité impérieuse. On se demande souvent ce qu'est la civilisation ; il y a peut-être un signe très clair : dans une société civilisée, l'enfant est respecté et aimé comme un roi.

lité dont la présence est spontanément traduite dans une espèce d'innocence. Cette vertu proprement théâtrale ne manque certes pas à l'œuvre de Mme Constance Coline ; mais elle ne peut y conserver son innocence. Ainsi les personnages oscillent de l'humanité observée dans la réalité quotidienne à l'humanité fixée en types par la littérature. Il est d'ailleurs possible que nos impressions ne correspondent nullement à l'histoire de la pièce : ce qui nous paraît vu et vécu fut peut-être complètement inventé ; telle réplique qui nous rappelle une influence littéraire a peut-être été entendue. Peu importe ; les sources relèvent d'un autre chapitre : c'est l'effet produit qui compte seul ici. Prenons, par exemple, l'un des types les plus classiques des dernières années : la jeune vierge qui traite « le problème sexuel » avec un vocabulaire de corps de garde ; nous en avons deux dans la pièce de M. Vitrac, une dans celle de Mme Coline. A moins d'être complètement renouvelé, ce personnage, aujourd'hui, n'est plus qu'un type abstrait ; son pouvoir d'étonner est limité au spectateur qui va au théâtre une fois par an ; l'habitué pense simplement : encore ! Il sait ce qui va suivre ; il connaît les mots qui seront employés, il attend les inflexions de la voix, calme et froide en contraste avec la crudité des formules, etc... Que l'auteur prétende avoir rencontré des échantillons vivants de ce type, la question n'est pas ou n'est plus là : il y a des gens qui ressemblent trop à leur caricature, et c'est très ennuyeux pour le peintre qui veut faire leur portrait. Remarquons, d'ailleurs, que Mme Coline a légèrement esquissé un très beau sujet avec sa Marion : la jeune fille qui essaie de se fabriquer un personnage de roman ou de théâtre et dont la personnalité authentique s'éveille en refusant cette « dénaturation ». Mais ce n'est là qu'une nuance dans le chatoiement psychologique de ces cinq tableaux : elle est pourtant la plus curieuse et la plus sûre promesse de *Septembre*. Marion n'est pas seule à se chercher au-delà de son type ; presque tous ses compagnons se regardent dans la glace, se demandant si elle leur montre leur visage ou un masque ; chacun a conscience d'être autre ou plus que son image. L'oscillation qui nous gêne aurait pu devenir le drame lui-même...

Septembre marque le commencement de ce que M. Marcel Prévost appelait « l'automne d'une femme ». Une sœur

ainée qui a joué le rôle de seconde mère ; une sœur très jeune, le printemps ; un homme, qui est aussi du printemps. Si nous comprenons bien, l'été, ce serait le mari, mais on ne le voit pas. La pièce est présentée sur la scène du Vieux-Colombier avec le goût et la grâce qu'elle exige. Son succès signifierait que 1910 et 1930 réconciliés donnent 1938 : il faut donc le souhaiter non pour ce qu'il signifie, mais pour ce qu'il annonce : un auteur à qui l'on demande une œuvre sans date, un auteur qui a le sentiment trop vif de la jeunesse pour se contenter de rajeunir Porto-Riche.

HENRI GOUHIER.

LE CINÉMA

L'incendie de Chicago — La Tragédie impériale Le Schpountz

Devant certains films américains, on se prend à regretter la disparition des imagiers et l'on mesure le tribut qu'aurait pu apporter leur art populaire à cet autre art — populaire par destination — le cinéma. Il y a certes les dessins animés, mais il leur manque ce caractère d'épopée qu'avaient les planches de l'humble Georgin. L'indispensable « héros » n'est, pour Walt Disney, que la victime ou le burlesque. On ne conteste point la grandeur de Mickey Mouse, mais c'est une grandeur de clown aux victoires précaires ou illusoires. Et il n'y a plus Méliès, ni les films de la prairie, ni le Signe de Zorro.

L'Incendie de Chicago, ou plutôt *Old Chicago* m'a fait songer aux images d'Épinal, du temps qu'elles étaient encore amusement de grandes personnes, du temps que les colporteurs les vendaient dans les villages, et que ceux qui ne savaient pas lire apprenaient, par ces images, l'histoire.

Car c'est une page de l'Histoire d'Amérique que nous conte cette image d'aujourd'hui. Image qui comporte comme celles de naguère

une naissance dans la pauvreté, une enfance pittoresque, une adolescence hésitant entre les brillantes facilités du vice et les austérités de la vertu (cette lutte étant la véritable action du film), un dénouement moral enfin, c'est-à-dire la fin du pire pour le recommencement du meilleur.

Seulement ici l'ingénuité n'est qu'une qualité de surface. Le mauvais garçon est trop beau, trop sympathique, l'habit de jeune « lion » lui sied trop bien pour que nous souhaitions sincèrement sa perte. La chanteuse de cabaret a de bien impressionnantes crinolines et, comme sa voix lourde a conquis tous les cœurs, on comprend mal la rigueur d'une mère qui la refuse pour belle-fille. On a taillé au véritable héros une part amoindrie. Sa mort n'est qu'à grand'peine navrante... « Aussi, qu'allait-il faire... ? »

A ce moment du film, la candeur reprend ses droits de cité sur la ville brûlée. Le jeune aventurier et sa belle maîtresse, mariés, ne verseront pas un pleur sur les lieux détruits où fleurirent leurs belles chances. Ils reconstruiront... Mais que reconstruiront-ils ? Le meilleur, nous laisse-t-on entendre. Alors s'il faut en croire l'histoire des temps qui suivirent, c'est que le meilleur signifie palais de ciment au lieu de ginguette en bois, bar d'acajou au lieu de « zinc », et la multiplication des girls.

Le metteur en scène, Henry King, a tout prévu : la machine explosera à l'heure H. Ses personnages, privés de toute vie intérieure, et qu'il manœuvre comme des pantins, ne lui joueront pas un seul mauvais tour. La grande ennemie, la sensibilité, est hors de jeu et l'offrande au hasard n'est qu'une lanterne d'écurie renversée qui enflamme une botte de paille. Mais le cataclysme attendu n'en est pas moins frappant. La terreur qui porte toute une population à entrer dans le lac Michigan pour fuir les brasiers ; une femme qui s'évente, dans l'eau jusqu'au ventre ; l'innombrable troupeau qui s'enfuit on ne sait où en faisant au passage besogne de justicier, d'excellents acteurs, en faut-il plus pour faire une belle image d'aujourd'hui, un grand film en somme ?

*
**

M. Marcel l'Herbier s'est donné comme dernière tâche la fin d'un autre monde : celui des Romanoff, comme on dit dans la littérature. M. Marcel l'Herbier fut un pionnier de ce qu'on appela, il y a vingt ans, le film d'art. A ceux qui demanderaient ce que cela voulait dire on pourrait toujours répondre que le film d'art employait beaucoup le cyprès des jardins d'Italie, la photo en flou pour la vedette au charme fatigué, les escaliers monumentaux et les plafonds à 7 m. 50 du parquet pour les logis à loyers modérés.

Je ne sais si M. l'Herbier possède aujourd'hui un plus grand souci

du naturel. En tous cas — et la question de pudeur ne l'ayant pas retenu — son dédain de la vraisemblance n'aura pu que grandement le servir pour présenter au public une des plus mystérieuses aventures d'hier. Car c'est en ce qu'elle est d'hier que *La Tragédie Impériale* s'avérait un sujet difficile. Son metteur en scène s'en est tiré au rebours du metteur en scène d'*Old Chicago* : il a pris un personnage, Raspoutine, ou plutôt M. Harry Baur, et M. Harry Baur s'est chargé de tout — y compris de l'explication des plus troubles problèmes, dans une atmosphère de roman-feuilleton.

Le cinéma s'est accordé un jour avec le public. Seulement cet accord s'est fait sur un malentendu. *La Tragédie Impériale* est un paragraphe de plus à cet accord, car nul doute, hélas ! que le public ne trouve la pâture agréable.

*
**

Dès ses premières pièces, il était prévisible que M. Marcel Pagnol était promis à des succès comparables à ceux de M. Sacha Guitry. La carrière à l'écran de ces deux auteurs est, en tout cas, tout à fait parallèle. Ni l'un ni l'autre n'ont voulu accepter l'outil cinématographique tel qu'il est; ils ont prétendu le plier, l'assouplir, ou l'avilir, le contraindre en tous cas au service « servile » de leurs œuvres.

Ceci devrait faire hausser les épaules, mais en notre temps où, traquées de toutes parts, les idées claires, farouches, se sont réfugiées Dieu sait où, on se montre tolérant et on accueille tout avec une timide déférence : on ne sait jamais...

M. Pagnol, comme M. Guitry, présente donc de temps à autre un solennel veau-à-cinq-pattes que d'aucuns s'obstinent à confondre avec le bœuf gras. M. Guitry a sur son collègue diverses grosses supériorités, dont celle de participer physiquement à ses œuvres. M. Pagnol doit encore tolérer que des comédiens disent son texte. Quand ils ont du talent ce ne doit pas être gai pour eux. Ceux qui jouent dans *Le Schpountz* en ont. Consolons-les : c'est encore plus triste pour nous.

PIERRE VILLOTEAU.

Avril. — Mois artistique

1^{er}. — Mort à soixante-douze ans d'Henri Floreau, élève d'Harpi-
gnies et de L.-O. Merson, le peintre des clairières nacrées toujours
goûtées au Salon des Artistes français.

— Galerie Lucy Krogh, Hermine David, Alix Aymé, Christiane
Warnod, Fornari, Lanoa, Claude Dodane, Serrière, et quelques
autres, rafraîchissent la clairière de Pâques.

— Galerie Marseille, George Desvallières, le peintre des épines san-
glantes, et son fils Richard, ferronnier ardent.

2. — Galerie Les Cadres, Eric Peters illustre *L'Étoile Matutine* de
Mac Orlan, qui dit « images d'une coloration tendre et barbare ».
— Les peintres Jacquemot et Élisabeth Chaplin reçoivent la Légion
d'honneur.

— Le 3^e Salon « de la Piste à l'Écran », créé, Galerie Carmine, par
Yves Bonnat, met en cimaise, autour de Rouault et de Méliès, Jules
Verne du cinéma, les peintres Corbellini, Feuillatte, La Villéon,
Poliakoff.

— Galerie de Berri, le peintre Yan Bernard Dyl « gonfleur de bulles
irisées » d'après Marc Dubu, le préfacier.

4. — Galerie Le Niveau, ensemble d'inflexibles Modigliani.

— *Beaux-Arts* commémore, par une exposition vivante et variée,
le 18^e anniversaire de la Fondation Blumenthal, grâce à laquelle des
jeunes ont pu et pourront « tenir leurs promesses ».

— Au Petit Palais, 29^e groupe des Artistes de ce Temps, avec le sage
Maguet et le sensible B. Mahn.

6. — Galerie Montaigne, « Pour que l'Esprit vive » présente des
toiles sur le plus exquis des sujets : saint François d'Assise. Mais les
Fioretti restent fleurs secrètes. Des prix seront décernés le 14 avril
à Goebel, Karzou, Berthelot, Fallut.

7. — L'École française perd un de ses chefs avec Suzanne Valadon,
qui tenait la couleur en respect. Née en 1867, elle fut acrobate, puis
posa pour Puvis de Chavannes et Degas à qui trop la comparent
superficiellement, car, franche, elle n'était pas misanthrope. Femme
du peintre Utter, elle était la mère d'Utrillo.

— Le Conseil général de la Seine acquiert Friesz, Ladureau, Le Bre-
ton, Deshayes, Le Tournier, Quelvée, Toubanc.

— Le Musée de l'Orangerie accueille un admirable trésor d'art et de spiritualité, le Trésor de Reims.

— Pour la première fois, le groupe d'illustrateurs « Les Imagiers » expose. (Galerie Barreiro). Il se compose d'Adlen, Carlotti, J. Grange, L. Karzou, Lalande, Ledebef, Olin, Peynet, Van Moppès.

8. — Le Conseil municipal achète des Moisset, Parturier, Chastel, Chauvenet, J. Simon, etc...

10. — Le sculpteur Émile Derré se suicide à Nice. Médaille aux Artistes français, il avait travaillé pour Sèvres et était l'auteur d'un groupe *Tu ne tueras point*, où s'embrassaient un soldat français et un soldat allemand.

15. — Les frères Martel présentent dans leur atelier leur sculpture du maître-autel de la cathédrale de Luxembourg.

22. — Galerie de Beaune, Jan Darna suit Rouault.

23. — Chez Jean Charpentier, l'honnête Salon National Indépendant étayé par les peintres Rageade, Gilbert, A. Mathieu, R. Duval, Uzelac, Goulinat, Couturat, et par les graveurs Jacquemin, Soulas, Chièze.

27. — Galerie J. Castel; Chériane, dont la peinture a la « robe » d'une tigresse.

— Galerie l'Équipe, Joseph Lacasse, peintre enthousiaste, chrétien passionné.

29. — Au Petit Palais, 30 groupes. Les sombres André Foy, Péterelle, les nobles sculpteurs Germaine Richier, Malfray, Osouf; André Barsacq, le décorateur poète, et l'intelligent graveur Alexeieff.

— Au Musée des Arts Décoratifs, l'œuvre de Vuillard de 1887 à 1938. Un décorateur devenu petit maître.

30. — Élégantes et vives peintures de Jean Lombard, galerie Druet.